

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

I'État inachevé

Les racines de la violence :
le cas de la Colombie

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer

38, rue Saint Sabin

La Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH) est une fondation de droit français créée en 1982 et présidée par Pierre Calame. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans sept domaines : environnement et avenir de la planète, rencontre des cultures, innovation et changement social, rapports entre Etat et Société, agricultures paysannes, lutte contre l'exclusion sociale, construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, propose un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.

© FPH 1995

Série DOSSIERS POUR UN DÉBAT, n° 42

(Voir en fin d'ouvrage la liste des "Dossiers pour un débat" déjà parus.)

Responsable de la collection : Michel Sauquet.

Diffusion : Interfaces-VPC, c/o Descartes & C^{ie}, 52 rue Madame 75006 PARIS (France)

Maquette de couverture : Vincent Collin.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 78 38 38 **Fernán González - Fabio Zambrano**
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr Traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

L'ÉTAT INACHEVÉ

LES RACINES DE LA VIOLENCE : LE CAS DE LA COLOMBIE

Titre original : *Conflicto social y violencia en Colombia*. Fabio Zambrano Pantoja
y Fernán E. González. Éditions CINEP, Bogotá, 1994.

CINEP. Centro de investigación y educación popular. Carrera 5a,
n° 33 A-08. Santafé de Bogotá D.C., Colombia.

Traduction et adaptation : Pierre-Yves Guihéneuf, GEYSER. 104, rue du Plein
Soleil, 34980 Saint-Gély.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

AVANT-PROPOS

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Avec pas de droit d'auteur commercial autorisé, voici ce que les ECLM de Medellín ou de Cali, les commandos de la guérilla, les petits et grands délinquants et les cartels des trafiquants de drogue, la Colombie s'affirme au quotidien comme le pays le plus violent au monde.

Pour Fernán González et Fabio Zambrano, il est urgent de chercher les causes profondes de la brutalité endémique qui secoue leur pays. Si la violence fait désormais partie de la culture collective des Colombiens, c'est parce qu'elle constitue un lourd héritage de leur histoire. Elle grossit au cours des siècles, passant du domaine politique à la sphère économique, gagnant tous les aspects de la vie sociale et privée. Elle s'alimente de transitions mal négociées entre tradition et modernité, de rivalités de pouvoir, de l'éclatement de la société, du divorce existant entre les citoyens et leurs gouvernants.

Depuis la conquête espagnole jusqu'à nos jours, ces chercheurs en dénouent patiemment les fils. A leurs compatriotes, ils fournissent ainsi les moyens de mieux agir sur leur présent. A tous ceux qui s'intéressent à la construction de la paix, ils proposent une réflexion nouvelle sur les rapports entre la société et l'État.

Fernán González : Diplômé en sciences politiques de l'Université de Los Andes (Bogotá, Colombie) et *Master of Arts* de l'Université de Berkeley (États-Unis). Chercheur en histoire politique au CINEP et professeur à l'Université de Los Andes.

Fabio Zambrano : Historien diplômé de l'Université de Paris I. Chercheur au CINEP et professeur à l'Université Nationale de Colombie.

Le CINEP : Le Centre de recherche et d'éducation populaire de Bogotá est une institution indépendante qui développe des actions multiples au service du développement rural et urbain de Colombie. Le thème de la violence et de la paix s'est converti, depuis la fin des années quatre-vingts, en l'un de ses principaux axes de travail. Le CINEP appuie la réflexion et contribue à la formation de groupes de la société civile désireux de mettre fin à la violence endémique du pays.

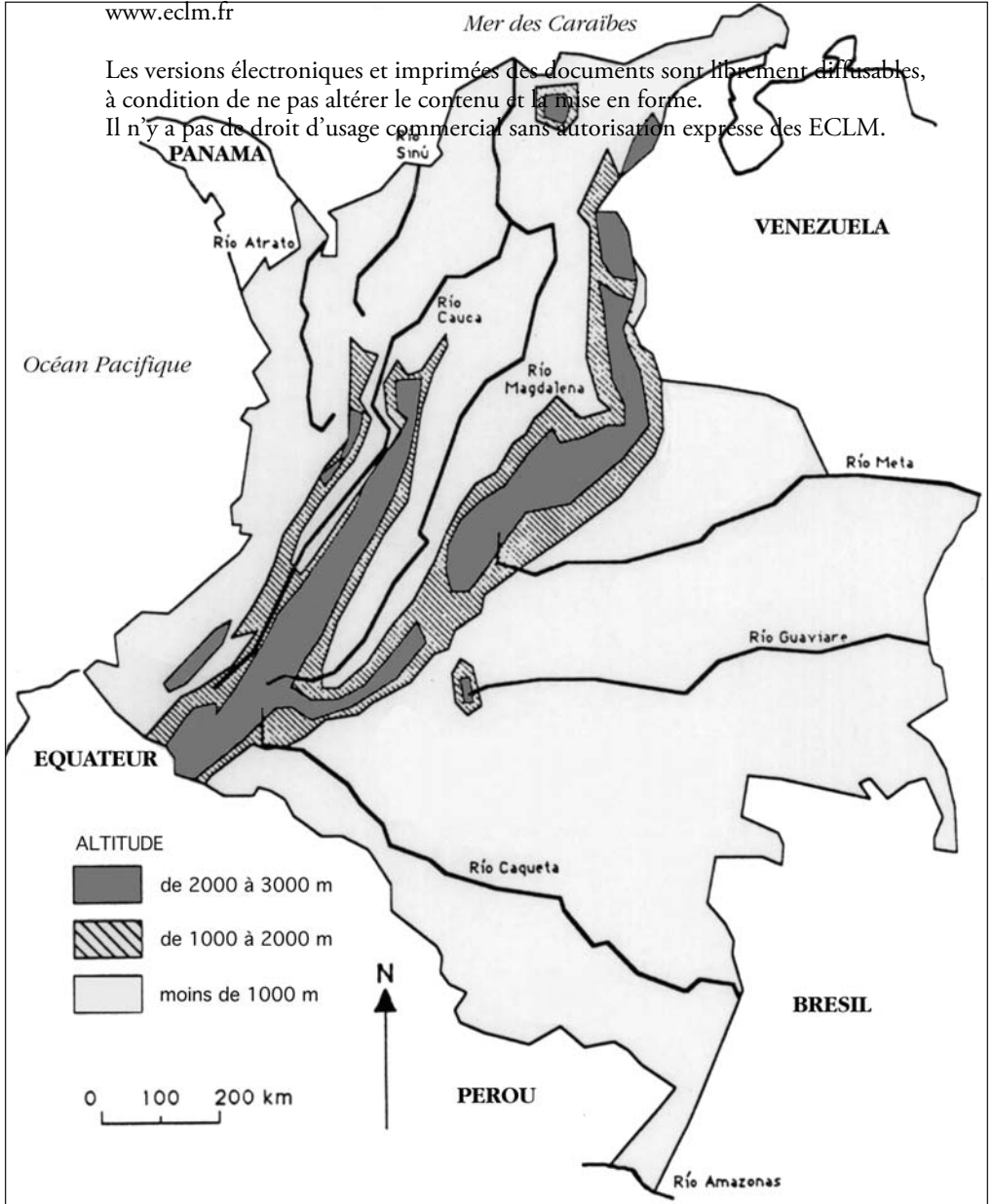
Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

SOMMAIRE

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.	6
Carte de la Colombie physique	6
Carte des villes principales et des départements de Colombie	7
Introduction. LA VIOLENCE EN COLOMBIE: LES APPORTS DE L'HISTOIRE	9
1. LA PÉRIODE COLONIALE: FONDATIONS URBAINES ET MOUVEMENTS DE POPULATION (1492-1800)	17
2. VERS L'INDÉPENDANCE: CRISE POLITIQUE ET CONFLITS (1800-1850)	30
3. L'ÉCHEC DU MODELE DE SOCIÉTÉ CONTROLÉE (1850-1930)	58
4. MODERNISATION ET VIOLENCE (1930-1957)	82
5. LA VIOLENCE, DU FRONT NATIONAL JUSQU'À NOS JOURS (1957-1994)	106
Conclusion. UN PAYS À CONSTRUIRE	125
Brefs repères historiques	129
Bibliographie	131

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.



Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en formes.
La Colombie est fière de sa trajectoire démocratique. Sa tradition de gouvernements civils, son respect de l'opposition politique, l'alternance des partis au pouvoir, la liberté accordée aux organisations de la société civile sont souvent cités en exemple pour les autres pays latino-américains. Le pays n'est pas mécontent non plus de sa relative prospérité économique. Avec une espérance de vie de 69 ans, un taux d'alphabétisation de 87 %, une inflation réduite à 25 %, il n'est pas parmi les plus démunis du continent.

Pourquoi alors la Colombie s'affirme-t-elle comme le pays le plus violent au monde ? Si on considère en effet son taux d'homicides, de 77,5 pour 100 000 habitants, elle affiche son triste record loin devant le Brésil (24,6), le Panama (22,9) et le Mexique (20,6)¹. Et les choses ne semblent pas en passe de s'améliorer de façon significative. Entre 1987 et 1990, on y relevait en moyenne 25 989 homicides par an, soit 71 par jour. En 1993, les statistiques ont enregistré 27 215 cas, soit 74 par jour. Mais la violence en Colombie ne constitue pas un phénomène récent, elle s'enracine au contraire dans une longue histoire.

Violence et pouvoir

Tout a commencé par la violence politique. Depuis le XIX^e siècle, les affrontements entre les principaux partis ont toujours été sanglants. Aujourd'hui encore, les multiples fronts armés des deux principales guérillas font régulièrement sentir leur présence dans 25 % des municipalités du pays. Les accrochages avec les forces de l'ordre ont causé en 1993 plus d'un millier de morts.

La guérilla provoque d'importantes pertes parmi la population civile. En janvier 1994, une femme, maire de la petite bourgade de Chameza, est abattue... pour avoir décidé de construire une route. Ses meurtriers estimaient que celle-ci aurait permis à l'armée de mieux circuler dans la région et soupçonnaient l'élue de collaborer avec le pouvoir. Durant la seule année 1993, 260 maires - sur les 1 050 que compte le pays - se sont plaints d'être l'objet de menaces et 18 d'entre eux ont été assassinés au cours des six premiers mois de l'année 1994. La guérilla, qui les accuse d'agir de concert avec l'armée ou de réclamer sa présence, est soupçonnée être à l'origine de la plupart de ces meurtres. Des élus accusés de corrup-

1. En France, le taux d'homicides est de 4,6 pour 100 000 habitants (NdT).

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél. 01 43 06 49 00

tion, des dirigeants paysans collaborant avec les forces gouvernementales ou des paysans guerilleros ayant déposé les armes constituent également pour eux des cibles prioritaires. Les insurgés ne sont pas les seuls à se rendre coupables de crimes. En 1991, un groupe d'hommes armés arrête un autobus circulant dans une zone rurale du département du Cauca et abat l'un après l'autre tous les passagers, femmes et enfants compris. Deux ans plus tard, quatre soldats reconnaîtront avoir participé à cette tuerie organisée par l'armée, dans le but d'intimider une population accusée de protéger les guerilleros. Les forces de l'ordre se rendent fréquemment coupables d'assassinats sélectifs visant ceux qui sont soupçonnés de prêter main forte à la guérilla. En 1993, de 300 000 à 600 000 Colombiens, pour la plupart des paysans, ont dû fuir la violence et chercher refuge à l'étranger ou dans des régions plus pacifiques du pays.

L'organisation Amnesty international accusait en 1994 les forces de l'ordre d'être à l'origine de la plupart des atteintes aux droits de l'homme². Depuis plus de 10 ans, l'armée et la police ont en effet procédé à de nombreux assassinats, mais ont surtout créé des groupes paramilitaires, composés le plus souvent de civils, pour les aider à lutter contre la guérilla et se charger de réprimer la population civile. Parmi les présumés "terroristes" assassinés figurent des militants de gauche et des syndicalistes, des religieux, des professeurs, des journalistes, des dirigeants paysans, des responsables d'associations de défense des droits de l'homme, etc.

Rapidement, ces groupes ont échappé au contrôle de ceux qui les avaient organisés. Dans de nombreuses régions, ils sont entrés au service de grands propriétaires terriens dans leur lutte contre les petits paysans, ou se sont rangés sous les ordres des trafiquants de drogue.

Les groupes paramilitaires sont en grande partie responsables du climat général de violence de la Colombie. Quand ces bandes armées sont contraintes par la police à se disperser, ou quand leurs "employeurs" disparaissent, leurs membres rencontrent fréquemment de sérieuses difficultés pour se réinsérer dans la vie civile et glissent vers le banditisme. Les tueurs à gages restés "sans emploi" suite à l'emprisonnement de trafiquants de drogue ont largement contribué à l'augmentation du taux de délinquance de villes comme Medellín.

Délinquance et contre-délinquance

De nombreux actes de violence sont liés à la délinquance commune, en particulier le vol et la prise d'otages. Durant les six premiers mois de l'année 1994, 622 enlèvements crapuleux ont été enregistrés dans le pays. Mais l'un des phénomènes qui a certainement le plus contribué à l'aug-

2. *Violencia política en Colombia, mito y realidad*. Amnesty international, Madrid, 1994.

Éditions-Diffusion Charles-Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin
75011 Paris
Tél. 01 48 06 48 86
Fax 01 48 06 48 86
E-mail: clem@clm.fr
www.clm.fr

mentation de la criminalité est celui du trafic de stupéfiants. A Medellín, ville célèbre pour avoir été le fief de l'un des principaux caïds de la drogue, Pablo Escobar, une quinzaine d'assassinats sont commis chaque jour. Ces homicides sont imputables à la guerre que se livrent entre eux les cartels ou à leur désir de contrôler certains quartiers. En réponse à l'impuissance des forces de l'ordre, des "groupes d'autodéfense" ou des "milices populaires" ont été créés par les habitants pour se protéger des maux. Mais en recourant elles-mêmes à la force, elles contribuent souvent à l'escalade de la violence.

En Colombie, 97 % des crimes de sang restent impunis et on estime que seulement 35 % des victimes qui ont fait l'objet de violences diverses (vols, viols, agressions...) prennent la peine de les dénoncer à la police. Les forces de l'ordre, fréquemment accusées de corruption et de collusion avec les trafiquants, ont vu il y a déjà longtemps leur capital de confiance s'évanouir parmi la population.

C'est probablement pour cette raison qu'au début des années 1980 est apparu un phénomène nouveau qui a rapidement pris de l'ampleur: le "nettoyage social"³. S'inspirant d'une pratique vraisemblablement née au Brésil, des groupes clandestins abattent ceux qu'ils appellent "les déchets", c'est-à-dire principalement les petits voleurs, en prenant soin de signer leurs crimes et d'en expliquer le motif.

Un soir de janvier 1994, alors que des jeunes jouent au billard dans un bar de la ville de Cucuta, quatre hommes masqués font irruption en brandissant des armes automatiques. L'un d'eux, sortant un papier de sa poche, lit une liste de noms: ce sont ceux des joueurs de billard. Agés de 15 à 25 ans, ils sont connus des services de police pour se livrer à des vols de bétail. Les tueurs les exécutent froidement, laissant six cadavres sur place. Puis, se dirigeant vers l'un des quartiers de la ville, ils entrent dans une maison et en expulsent brutalement l'un de ses occupants. C'est le septième condamné, le dernier membre de la bande: il est abattu d'une balle dans la tête. Au terme de l'enquête, le massacre est attribué à un escadron de la mort composé de militaires, probablement payés par des éleveurs de la région. Ils ne seront pas appréhendés.

La Main noire, l'Association de défense de Medellín, Mort aux kidnappeurs, Mort aux voleurs de voitures, Mort aux gamins de la rue: ce ne sont que quelques-uns de ces multiples groupes organisés ou financés par d'"honnêtes citoyens" pour se faire justice eux-mêmes. «L'État défend ses privilèges - déclare l'un d'entre eux pour justifier son action - mais qui défend la société?» Les petits délinquants font partie de leurs cibles favorites, tout comme les prostituées, les homosexuels, les mendiants, les consommateurs et revendeurs de drogue, les enfants qui vivent dans la rue et tous ceux qui sont censés perturber l'ordre social ou heurter la morale.

3. Carlos E. Rojas R. *La violencia llamada "de limpieza social"*. CINEP, Bogotá, 1994.

Reçu à Paris, le 48 06 48 86
diffusion@clm.fr
www-clm.fr

La violence dans la vie quotidienne se banalise et fait partie intégrante de la vie quotidienne. Certes, la plupart des maires assassinés le sont pour des motifs d'ordre politique, mais il arrive qu'ils constituent simplement la cible de contribuables mécontents. « Si on achète des livres pour la bibliothèque municipale ou que l'on répare une route - déclare ainsi l'un d'entre eux - à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme, ce n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse de l'Etat. Parfois à penser que la meilleure solution pour que cela ne se reproduise pas est d'éliminer le responsable. »

Les professeurs font aussi l'objet de pressions multiples et 29 d'entre eux ont été tués en 1993 et 1994. Dans les affrontements que se livrent la guérilla et l'armée, nombre d'entre eux se trouvent pris entre deux feux, mais il est arrivé aussi que des parents, mécontents d'une note attribuée à leur rejeton, décident ainsi de se venger de ce qu'ils estiment sans doute constituer une grave injustice.

Avec la généralisation de la violence, la vie humaine perd de sa valeur et la brutalité devient un mode habituel de règlement des conflits. On peut en distinguer quatre formes :

1. La violence contre soi-même, c'est-à-dire le manque d'estime de chacun pour sa propre personne et la difficulté à s'affirmer.
2. La violence dans la famille, où se manifestent la contrainte, la dévalorisation, la manipulation par les sentiments, la menace de l'abandon.
3. La violence au travail, avec l'exploitation des travailleurs et la tension des relations entre patrons et employés.
4. La violence dans les relations de voisinage et le renforcement d'un individualisme mal compris.

La violence s'exprime fréquemment par des agressions physiques ou verbales, par l'exercice de la force ou de la menace. Les conflits du travail ou des désaccords divers provoquent souvent l'élimination de l'une des parties en cause. Ce que l'on appelle la "justice privée" est devenu le meilleur moyen d'imposer sa volonté au reste de la société. En Colombie, peu de règles pacifiques régissent la vie quotidienne. Il semble exister au contraire une sorte de propension permanente à l'agressivité. La famille joue à ce niveau un rôle décisif : c'est là que se forment des conduites autoritaires et que se manifeste l'exclusion de l'autre.

Poussés par la peur, les Colombiens font souvent taire leurs aspirations, leurs problèmes et leurs nécessités. Ils ne croient pas en l'utilité des institutions. Leur silence dans le domaine politique est le reflet de leurs silences individuels. Ils s'investissent peu dans les partis, les organisations ou les syndicats.

Comment en est-on arrivé là ? Pour expliquer cette propension à la violence qui semble représenter une particularité de ce pays, nous refusons de

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
téléphone : 01 48 10 48 99
diffusion@clm.fr
www.clm.fr

penser qu'il existerait en quelque sorte une "nature violente" qui caractériserait les Colombiens. La culture de la violence n'est pas atemporelle, elle s'enracine dans une longue histoire. C'est notre passé commun qui fait que la violence est désormais considérée comme une façon socialement admise de résoudre les désaccords.

L'idée qui a guidé notre recherche est donc celle-ci : les phénomènes actuels de violence doivent être analysés dans une perspective historique. Mais à quelles dimensions de l'Histoire devons-nous prêter attention en particulier ? De quels éléments avons-nous besoin, parmi la multitude des événements passés, pour mieux comprendre la situation présente ?

Nous avons opté pour une analyse des relations entre l'État et la société civile. Notre hypothèse à ce propos tient en quelques mots. Nous estimons que si la violence est considérée comme un mode "normal" de résolution des conflits qui naissent de la vie en société, c'est parce qu'aux yeux des Colombiens, il n'existe pas d'autres moyens légitimes ou efficaces de le faire. Cela revient à dire que l'État, à qui incombe généralement cette tâche dans les sociétés démocratiques, ne fournit pas un espace à la mesure des besoins. C'est pour cette raison que les acteurs sociaux tendent à se placer eux-mêmes, en tant que personnes privées, dans un rôle d'arbitre public.

Au cours de notre histoire, les tensions qui n'ont pas été résolues, et demeurent latentes, s'accumulent jusqu'à produire un véritable bouillon de culture favorable à l'épanouissement de la violence. Certes, la guérilla ou le trafic de drogue s'alimentent de conjonctures particulières : la chute des prix du café sur le marché mondial, l'ouverture des échanges économiques, la crise des partis politiques... Mais ces problèmes ne débouchent sur des actions violentes que sous l'effet de l'action volontaire de certaines personnes ou de certains groupes sociaux, convaincus qu'il n'existe pas d'alternative à l'usage de la force.

A son tour, le choix du recours aux armes est responsable de multiples transformations de notre société, que ce soit au niveau local, régional ou national. On oublie trop souvent de s'interroger à ce propos. Quels sont les effets produits par la mentalité guerrière et l'exercice privé de la justice sur le tissu social ? Quel est l'impact de la violence sur la cohésion des communautés humaines ? Quelles conceptions du domaine privé et du domaine public sont-elles implicitement mises en avant par les partisans de la violence ?

Cette analyse prétend donc considérer la situation actuelle comme l'aboutissement du long processus de construction de l'État et de la société en Colombie. Au cours de cette histoire, les stratégies de la violence - certaines anciennes, d'autres récentes - s'enchevêtrent et s'auto-alimentent mutuellement, au point de ne plus pouvoir être distinguées les unes des autres et de gagner progressivement tous les domaines de la vie privée et

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
publique. Leur patiente identification, au cours des siècles, explique comment elles en arrivent à donner l'image de cette violence généralisée et incontrôlable que nous connaissons aujourd'hui.

Nitso-nalyse met l'accent sur trois dimensions qui se complètent mutuellement. La première d'entre elles consiste en un examen des processus de peuplement qui ont conditionné l'intégration des diverses régions sur le plan économique et géographique, ainsi que leurs relations avec le marché mondial. La seconde insiste sur les mécanismes de cohésion sociale et la création de réseaux politiques, parallèlement à la mise en place des institutions nationales. La dernière examine les imaginaires collectifs qui conditionnent l'identité colombienne et le sentiment d'appartenance à la nation, ainsi que les systèmes de valeurs au travers desquels est perçue la violence.

Un État fragile

En posant dans ces termes la question de la violence, celle-ci acquiert immédiatement une dimension politique. Elle suppose en effet, de la part de celui qui l'exerce, une certaine conception du rôle de l'État, de l'exercice du pouvoir et des relations entre la sphère publique et la sphère privée. Exercer soi-même sa propre justice, organiser une guérilla de gauche ou des groupes paramilitaires de droite, ou encore assassiner des marginaux considérés comme "la lie de la société", c'est tout simplement se substituer à l'ordre public. Certains justifient le recours à la violence par ce qu'ils appellent l'incapacité des pouvoirs publics à garantir la sécurité des citoyens. Selon eux, ce constat autoriserait ces derniers à revendiquer le droit à l'usage de la force, cette prérogative à laquelle ils avaient renoncé lors du pacte originel avec l'État. La violence, en Colombie, n'a donc que peu de choses à voir avec les excès d'un pouvoir omniprésent ou dictatorial. Au contraire, elle se développe dans les interstices laissés vacants, dans une grande partie de la société, par un État fragile.

La précarité de la présence étatique est rendue manifeste par la faiblesse des administrations et l'inefficacité de l'appareil judiciaire. Le fait même que l'État ne soit pas en mesure de garder le monopole de l'usage de la force est le signe de sa fragilité. Par voie de conséquence, la société semble abandonnée à elle-même. Elle ne réclame l'action des pouvoirs publics que lorsqu'il s'agit de fournir des services ou de mettre en place des infrastructures. Mais elle ne lui reconnaît pas le droit à un rôle actif dans la régulation de la vie en collectivité ou dans l'orientation de l'activité économique.

Cette réticence de la société à confier à des représentants de la nation la charge de réguler les conflits est principalement le signe d'une négation de

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Téléphone : 01 48 00 48 80
Fax : 01 48 00 48 80
E-mail : clem@clm.fr
www.clm.fr

leur autorité. Dans le cas de groupes sociaux marginalisés, il s'agit aussi de l'absence d'identification à un acteur collectif qu'ils n'ont pas connu, à un service ou dont ils n'ont pas bénéficié des services. Pour d'autres, le problème vient d'abord du fait que les pouvoirs publics sont incapables de défendre leurs droits ou leur propriété, ou de fournir à la population les indispensables services de santé ou d'éducation. Mais pour la plupart des Colombiens, l'État ne représente pas la chose publique : il est le défenseur des intérêts d'un groupe restreint de la société. Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Parler de la fragilité de l'État-nation en Colombie nous invite donc à nous interroger sur ses origines et, de là, sur les caractéristiques de cette société qui l'a fait naître et refuse ensuite de le reconnaître.

Une société éclatée

D'une certaine façon, l'État ne peut prétendre représenter à lui seul le domaine public. Le concept de société civile exprime bien la réalité d'un espace public mais non étatique. Cependant, la société civile est incarnée en Colombie par un corps social divisé par de multiples conflits. Le pouvoir n'est monopolisé par aucun groupe particulier. Aucune région ni aucune ville ne parvient à imposer clairement une sorte de domination sur l'ensemble du pays.

Des organisations corporatistes, des syndicats, des associations ou des partis politiques revendiquent souvent pour eux-mêmes un rôle de décideurs publics pour la défense des secteurs sociaux qu'ils représentent. Cela donne lieu à des affrontements, entre eux et avec l'État. Les dérapages se produisent quand, profitant de conjonctures particulières où les pouvoirs publics perdent leur légitimité et se trouvent dans une position de relative faiblesse, ces groupes s'arrogent le droit de faire usage de la force.

Cette évolution est renforcée par la propension de nombreuses personnes, dans les sociétés modernes, à se réfugier dans des espaces intimes où les dimensions publiques de la vie collective tendent à être oubliées et les institutions nationales à perdre leur légitimité. Le retour de ces "tribus" modernes, que sont les groupes d'appartenance ou les collectivités locales, est révélateur d'un désir de repli vers des communautés homogènes, soudées par des liens de proximité et d'identité familiale ou ethnique. Mais ces micro-sociétés "idéales" sont porteuses d'intolérance. Pour assurer leur propre cohésion, elle tendent à exclure ce qui est différent et à se rejeter mutuellement.

Ainsi, des quartiers populaires deviennent progressivement des univers fermés, protégés des intrusions des "étrangers" par des groupes d'autodéfense. A l'origine, s'étant établis en marge de la légalité, leurs habitants durent s'adresser à l'État pour régulariser leur situation et obtenir des ser-

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél. : 01 47 06 12 88
www.cedoc.fr

Leurs versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Leurs versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Des associations de voisinage, des organisations paroissiales ou des comités municipaux se conformèrent ainsi, constituant les embryons d'un espace public. Ceux d'entre eux qui se dispensèrent de toute relation avec les pouvoirs publics ou le reste de la société ne tardèrent pas à se refermer sur eux-mêmes et à affirmer l'identité de leurs membres en exacerbant les différences avec les autres.
Dans certains quartiers plus aisés, des ensembles tendent également à se constituer, formés d'habitants de statut social similaire. Les rues qui les desservent sont privées. Les entreprises chargées de la sécurité prolifèrent et leurs vigiles sont souvent aidés par la police locale.

Le mépris pour le code de la route, la tolérance envers la fraude fiscale et la contrebande, la corruption des fonctionnaires ou l'abstentionnisme des électeurs⁴ sont d'autres symptômes d'un manque de respect généralisé envers les règles de la vie en collectivité et envers l'espace public. Il en va de même pour ce qui est de l'administration de la justice. Les instances judiciaires ne bénéficient d'aucune confiance parmi la population, qui préfère ne s'en remettre qu'à elle-même.

D'un côté, la précarité de l'État ; de l'autre, l'éclatement d'une société constituée de groupes fermés. Ce sont là les deux facettes de la réalité colombienne. Le manque de cohésion sociale facilite l'apparition de nouveaux pouvoirs, comme ceux des cartels de la drogue, des guérillas et des groupes paramilitaires, qui poussent à l'extrême la logique de la privatisation du pouvoir et de la fragmentation sociale.

Cette situation représente l'aboutissement d'un long processus de formation de l'État et de la société en Colombie. Pour comprendre la violence contemporaine, il est donc nécessaire de mieux connaître les mécanismes grâce auxquels l'un et l'autre se sont conformés et articulés. Il nous faut pour cela conter une histoire ancienne, qui commence avec l'installation des premiers colons espagnols en territoire indien.

4. En Colombie, il est fréquemment de l'ordre de 60 à 75 % (NdT).

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

A la fin du XV^e siècle, alors que Christophe Colomb aborde le continent américain, le territoire de l'actuelle Colombie est peuplé de groupes indiens diversement organisés. L'une des civilisations les plus raffinées est celle des Muiscas, établis dans la Cordillère orientale, où se trouve actuellement Bogotá. Dans les villages organisés en fédération, on pratique une agriculture intensive sur des terrasses irriguées.

Le territoire des Muiscas est bordé au nord par les plaines du fleuve Magdalena, peuplées de tribus guerrières et nomades. A l'est et au sud, les Arawaks occupent les vallées de l'Orénoque et de l'Amazone. Ces peuples de chasseurs-cueilleurs nomades pratiquent une agriculture extensive et peu productive.

A l'extrême nord de l'actuelle Colombie, la Sierra de Santa Marta est habitée par les Taironas, qui y développent l'une des plus importantes cultures précolombiennes de la région. Les techniques agricoles et l'organisation urbaine y sont particulièrement développées. Le territoire des quelques tribus installées au sud du pays jouxte l'empire Inca.

Parfois isolés les uns des autres par l'étendue du pays, les peuples indiens sont souvent séparés par des cultures et des langues différentes. Aucun d'entre eux ne domine un vaste territoire, contrairement à ce qui est observé au Pérou ou au Mexique. Les hostilités sont fréquentes et quelques tribus sont même en état de guerre permanente. Les conquistadores espagnols sauront profiter de ces dissensions pour imposer leur présence militaire, puis pour soumettre les groupes indiens les uns après les autres. Au début du XVI^e siècle, le processus de colonisation peut commencer.

Les premières agglomérations : un ensemble éclaté

Les colons espagnols s'établissent tout d'abord sur la côte atlantique, ainsi que dans l'ouest du pays et dans le centre-est. A l'origine, la conquête est une entreprise confiée par l'Espagne aux intérêts privés des conquistadores. Les représentants de la couronne, qui assurent une sorte de présence symbolique du pouvoir royal, sont essentiellement chargés de

Éditions-Diffusion Charles-Léopold Mayer
prélever l'impôt et de le diriger vers la métropole. L'occupation du territoire est laissée à l'initiative des colons.

Les trois régions de peuplement initial, chacune avec leurs agglomérations principales, constituent rapidement autant de fiefs provinciaux s'affrontant violemment pour accroître leur domaine d'influence. C'est le cas par exemple des préfectures de Cartagena et de Popayán pour le contrôle de la région d'Antioquia, très riche en or. Elles connaissent bientôt des évolutions différenciées, déterminées par les ressources dont elles disposent : proximité de la mer, possession de mines d'or et d'argent, importance de la population indienne et situation frontalière.

Pour fonder leurs centres urbains, les conquérants espagnols recherchent des régions où la main-d'œuvre est abondante. Afin de contrôler et d'évangéliser les tribus indiennes, celles-ci sont regroupées dans des villages, composant ainsi la "république des Indiens" soumise à la "république des Blancs". Dans les régions de forte concentration indienne sont établis les centres administratifs autour desquels se regroupent les résidences des *encomenderos*⁵. Ces agglomérations donnèrent naissance aux villes actuelles de Bogotá, Tunja, Vélez, Pamplona, Popayán et Cali.

Mais au début de la période coloniale, ces agglomérations ne forment pas un réseau urbain intégré. En réalité, les échanges commerciaux et la circulation des personnes sont assez limités, les communications étant rendues difficiles par le mauvais état des routes, une géographie accidentée et la menace des Indiens insoumis. Le cas des Indiens Pijaos est l'un des plus connus, ceux-ci étant en mesure de couper toute communication entre l'est et l'ouest du pays. Les villes de Santa Marta et de Valledupar ne parviennent pas non plus à soumettre les peuples Taironas et Chimilas, ce qui limite les échanges commerciaux et entrave le développement de ces agglomérations durant une bonne partie de l'époque coloniale. Une situation similaire caractérise la région du Rio Magdalena, peuplée de tribus belliqueuses.

De plus, le système colonial favorise les échanges entre les différentes villes du pays et la métropole, mais délaisse le commerce intérieur. Quant aux élites locales, elles ne s'intéressent guère qu'aux alentours de leurs villes, se livrant d'âpres luttes pour s'assurer le contrôle d'un territoire plus vaste et d'une population indigène plus nombreuse. La plupart des villes sont séparées entre elles par de grandes étendues sans aucun contrôle de l'administration coloniale et se réduisent même parfois à de simples enclaves entourées de tribus hostiles.

Durant cette période, l'occupation du territoire varie beaucoup d'une région à l'autre. Elle est déterminée essentiellement par l'importance et la docilité de la population indienne placée sous le contrôle des principaux centres urbains. De façon générale, les *encomenderos* ont la tâche plus facile là où existent des populations indiennes sédentaires, caractérisées

5. *Encomendero* : colon espagnol chargé de percevoir l'impôt d'un groupe d'Indiens ou de les soumettre à des corvées au profit de la Couronne, ainsi que de les protéger et les évangéliser (NdT).

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
par un certain niveau d'organisation et de cohésion sociale, et habituées à payer un tribut. C'est le cas en particulier des régions de Santafé⁶, Tunja, Vélez, Pamplona, Cartagena et Popayán.

Enfin, les groupes sans structure sociale hiérarchisée, ainsi que les peuples tribus, opposent une forte résistance à la colonisation et certaines régions restent longtemps à l'écart de tout peuplement espagnol. Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme. Lorsqu'elles sont enfin soumises, les conquérants y trouvent une main-d'œuvre indigène très peu nombreuse, celle-ci ayant péri au cours des affrontements ou ayant fui vers des zones plus reculées. Dans le sud-ouest du pays, sont alors créées de vastes exploitations agricoles et de grandes fermes d'élevage, destinées à fournir l'alimentation des esclaves et des citadins. La main-d'œuvre qui s'y trouve est essentiellement composée d'esclaves noirs.

La ville en tant qu'espace patrimonial

Durant les premières années de la colonisation, l'occupation du territoire de la "Nouvelle-Grenade" (qui deviendra plus tard la Colombie) est radicalement différente de ce qu'elle est aujourd'hui. A cette époque, l'espace réellement occupé et exploité est très réduit, limité aux abords immédiats des centres urbains, qui ne comptent eux-mêmes que quelques pâtés de maisons. Ce qu'on appelle alors les limites d'une ville importante (c'est-à-dire les frontières du territoire placé sous sa juridiction politique et administrative) définissent la région dont elle possède le monopole de l'exploitation, mais marque également son isolement par rapport aux autres centres urbains.

Ces limites englobent les terres cultivées par les Indiens soumis et les ressources de la ville qui ne peuvent pas être exploitées par les agglomérations voisines : cours d'eau, forêts, mines, etc. La ville apparaît comme un patrimoine - un concept dérivé du droit de conquête - et non pas comme un marché ou un centre économique. Les pouvoirs économiques des individus dérivent de leurs fonctions politiques, et non l'inverse.

La fondation de centres urbains supplémentaires permet de mieux contrôler le territoire, mais accroît encore son éclatement politique, économique et social en créant de nouveaux fiefs établis par les *encomenderos* et les propriétaires terriens, qui s'organisent à travers le conseil municipal de leur ville. On voit se mettre alors en place la première phase d'un processus de fragmentation du pouvoir, qui va caractériser l'histoire politique de la Colombie jusqu'à nos jours.

Cette période est marquée par de nombreux affrontements entre les diverses factions de conquérants, constituées autour des grands personnages de la conquête et des premiers gouvernants envoyés par l'Espagne.

6. La ville de Santafé deviendra plus tard Bogotá, actuelle capitale de la Colombie (NdT).

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tous tentent de consolider leur pouvoir en cherchant des appuis parmi les membres de leurs familles et les conquérants les plus pauvres, c'est-à-dire les *encomendados* des premiers siècles.
Au cours des premières années, des fluctuations dans la répartition de la main-d'œuvre autochtone mettent en évidence des conflits de pouvoir au niveau local et régional. Mais peu à peu, les fortes relations de parenté et les alliances établies entre les *encomenderos* contribuent à stabiliser la situation. Ces derniers forment progressivement des clans familiaux sur lesquels s'appuie leur pouvoir local et ils s'opposent avec détermination aux velléités de contrôle des représentants de la Couronne. Les conflits entre les descendants des conquérants et les autorités de la métropole contribuent à renforcer chez les premiers une certaine cohésion. Ceux-ci développent les relations de parenté et affirment leur légitimité en se référant au concept de lignée. Vers 1600, le cercle étroit des premiers créoles⁷ est uni par des liens familiaux complexes.

Peu à peu, leur pouvoir dépasse le niveau local. Au fil des années, les territoires contrôlés par les centres urbains les plus importants, comme Cartagena, Santa Marta ou Popayán, forment des provinces. Cependant, en dehors de ces juridictions, il existe encore des terres n'appartenant à personne, d'étendue variable mais presque toujours plus vastes que les régions dominées par les colons. Sur la côte Caraïbe, les espaces incontrôlés sont considérés comme un danger à cause de l'alliance possible des envahisseurs étrangers (hollandais ou anglais) avec les autochtones. Les tribus indiennes insoumises se considèrent en général comme des nations indépendantes de l'Empire espagnol, à tel point que leurs échanges commerciaux, que les autorités coloniales considèrent comme de la contrebande, ne sont pour elles qu'un négoce légitime de leur nation avec d'autres pays. Les Indiens Waayu livreront pour cette raison, au cours du XVIII^e siècle, une longue guerre contre le pouvoir espagnol, point culminant des affrontements qui émaillent la période coloniale.

Le manque de routes et la précarité des systèmes de transport accentuent encore l'isolement de cette petite population de colons disséminée sur un territoire immense. Cette situation permet de comprendre pourquoi l'espace économique se constitue lui aussi sous une forme éclatée. Les terres exploitées se situent à proximité immédiate des villes, qui recherchent en général leur auto-provisionnement. Les seuls marchés distants et lucratifs sont les centres miniers vers lesquels sont acheminés de l'alcool et du bétail et autour desquels seront colonisées des terres basses et quelques versants. Pour le reste, la frontière agraire restera pratiquement la même jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle.

7. Descendants des Espagnols, nés sur le continent américain (NdT).

Le contrôle de la main-d'œuvre agricole : un enjeu majeur

Alfa ou 01 48 06 48 86 XVII^e siècles, la population indienne connaît une chute démographique importante, provoquée par les épidémies, les mauvais traitements et l'éclatement des familles dû aux migrations forcées.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Le y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse de ECLM. Les travailleurs venant à manquer, le gouvernement espagnol met en place une politique de regroupement, afin de les rendre plus facilement disponibles. Son initiative rencontre l'assentiment des prêtres missionnaires, qui souhaitent limiter leurs déplacements vers les peuplades les plus éloignées, et celui de nombreux citadins et propriétaires, qui demandaient à bénéficier de travailleurs autochtones. Les Indiens se voient donc contraints à abandonner leurs traditionnels hameaux pour se regrouper dans des villages bâtis autour d'une chapelle et d'une place centrale. Cette situation renforce le contrôle des propriétaires fonciers - *encomenderos* et patrons d'*haciendas*⁸ - sur la main-d'œuvre indienne et consolide leur pouvoir dans la société locale.

A la même époque, la Couronne d'Espagne entreprend de convaincre les propriétaires terriens de payer une "indemnisation sur les propriétés foncières" en échange d'une reconnaissance légale de leurs possessions. Elle commence à regrouper les Indiens dans des réserves, de façon à libérer des terres susceptibles d'être ainsi attribuées aux colons. Cette nouvelle organisation territoriale, qui fait se côtoyer les grandes propriétés agricoles et les villages indiens, vise à séparer dans l'espace la "république des Indiens" de celle des Blancs. Les indigènes sont cantonnés dans leurs réserves, d'où ils tirent les moyens de leur subsistance, et n'en sortent que pour effectuer dans les *haciendas* des travaux saisonniers, afin de se procurer l'argent nécessaire au paiement des impôts. Quant aux Espagnols, ils sont interdits de résidence dans les villages indiens, afin d'éviter qu'ils n'abusent plus encore de la population autochtone et ne la réduisent à l'esclavage.

Mais le regroupement des Indiens échoue parfois, comme dans les hautes terres du centre-est, où les réserves sont progressivement occupées par les métis et les Blancs pauvres. Le principe de séparation des populations est ainsi rapidement battu en brèche par la réalité d'un mouvement massif de métissage. L'apparition des nouvelles générations de "sang-mêlés" oblige les autorités à dissoudre les réserves du haut plateau de Cundinamarca-Boyacá, qui sont remplacées par des *haciendas* et de petites propriétés paysannes. Une partie importante de la population indienne fuit alors vers les montagnes de la Cordillère, ce qui pose aux propriétaires des *haciendas* des problèmes de main-d'œuvre. C'est sous leur pression que le système du tribut, qui assoit le pouvoir des *encomenderos*, évolue vers un principe de contrat entre les travailleurs indiens et

8. Grande propriété agricole (NdT).

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer.
des représentants de la Couronne, choisis parmi des créoles qui leur sont
favorables.
38, rue Saint Sabin
75011 Paris

Le présent ouvrage est l'objet les Indiens conduisent finalement ceux-ci
à se fixer dans les *haciendas* pour y rechercher la protection du pro-
priétaire indien. Mais cet attachement à un domaine n'empêche pas le tra-
vailleuse indien de se déplacer. De plus, le métissage donne naissance à des
hommes libres, non soumis au paiement d'un tribut et qui ne se plient à
une autorité qu'au travers des systèmes de fermage et de métayage.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Une bonne partie des réserves indiennes sont ainsi dissoutes au cours
de la seconde moitié du XVIII^e siècle, ce qui va accentuer certains pro-
cessus plus ou moins spontanés: la mobilité de la population paysanne
augmente, les habitants des "villages indiens" sont de moins en moins
nombreux, on assiste à la création de hameaux peuplés de petits paysans
métis qui s'installent dans les anciennes réserves ou colonisent des terres
vierges en marge des contrôles habituels de l'État colonial. Ils sont parfois
rejoints par des mulâtres, des Blancs pauvres et des esclaves fugitifs. De
tels processus mettent en évidence l'essoufflement du système antérieur et
son incapacité à retenir la main-d'œuvre, qui devient notoire à partir de la
seconde moitié du XVIII^e siècle. Ils révèlent également l'impossibilité,
pour les autorités civiles et ecclésiastiques, de contrôler une population de
plus en plus mobile.

La rivalité des villes

Les mutations démographiques que connaît la Nouvelle-Grenade affectent profondément le modèle d'organisation territoriale et changent la physionomie des premiers peuplements. Des espaces laissés vides de colons depuis le début de la conquête sont, par endroits, progressivement occupés. Cependant, de vastes étendues restent encore vierges: il s'agit des terres de climat chaud de la vallée du Magdalena. La présence de ces territoires inhospitaliers rend difficiles les communications entre l'est et l'ouest du pays.

Le métissage et les déplacements de population transforment également les relations de domination et de soumission établies entre les villes elles-mêmes. Des agglomérations secondaires, qui doivent leur fondation à une ville plus ancienne, acquièrent ainsi une plus grande importance sous l'effet d'une augmentation de leur population. Cela leur permet de défier le pouvoir de la ville principale qui voit son espace d'influence se réduire. Santafé, par exemple, contrôle encore Tocaíma, Vélez et Mariquita, mais plus difficilement Tunja et Pamplona. Cali a tendance à rechercher une certaine indépendance vis-à-vis de Popayán et lui dispute même sa prééminence sur le territoire de la province.

La hiérarchie qui détermine les relations des villes entre elles est issue d'un héritage historique et ne répond pas à une rationalité organisatrice ni à des choix politiques ou administratifs. Elle est simplement l'aboutissement des événements de la conquête, eux-mêmes largement conditionnés par la situation antérieure des différentes régions. Les conflits entre agglomérations, villages et hameaux naissent en partie du sentiment que les relations de domination et d'allégeance sont l'expression de privilèges et ne relèvent pas d'un schéma administratif général.

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM. Ces privilèges reposent parfois sur des bases objectives, comme la richesse des centres miniers. Mais les cycles fluctuants des matières premières bouleversent périodiquement la hiérarchie établie entre les zones minières et les régions agricoles, ce qui alimente les rivalités permanentes de villes comme Cartagena, Mompos, Santafé, Tunja, Pamplona, Vélez, Cali, Buga, Popayán, etc.

La hiérarchie des centres urbains, perpétuellement remise en question par l'histoire, est à l'origine de nombreux conflits des XVIII^e et XIX^e siècles, qui seront souvent perçus comme des luttes politiques partisans. En fait, de nombreux affrontements de l'époque coloniale, puis de la période républicaine, sont également imputables à des luttes régionales de pouvoir et non pas seulement à des conflits de classes. Un village indien acquérant le statut de paroisse au XVIII^e siècle peut prétendre au respect de ses limites territoriales et à une certaine autonomie, semblable à celle des villes. A leur tour, les petites bourgades luttent pour se libérer de l'influence envahissante des grands centres...

Quant à l'exode de la population paysanne à la recherche de terres vierges, phénomène qui débute dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et se poursuit de nos jours, elle représente l'un des aspects les plus caractéristiques de l'histoire agraire de la Colombie. Cet exutoire aux tensions provoquées par la concentration de la terre aux mains des grands propriétaires est révélatrice de la misérable condition paysanne. Mais la tragédie de ces petits colons sera de constater que, dans les nouvelles terres qu'ils ont défrichées, se reproduit rapidement le phénomène de concentration des richesses qui les avait obligés à émigrer.

Toutes ces tensions convergeront quelques années plus tard dans les luttes pour l'indépendance, qui masqueront bientôt la diversité des antagonismes régionaux.

L'État colonial face aux mouvements de population

Les mouvements de population provoquent donc une remise en cause de la hiérarchie des villes et donnent naissance à des fronts pionniers en marge du contrôle de l'État et de l'Église. La Couronne d'Espagne essaie

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél. : 01 48 06 48 88
diffusion@clm.com

alors de canaliser le processus en incitant la population à se regrouper en hameaux de telle façon qu'elle soit toujours "à portée d'un son de cloche" et à s'organiser pour vivre "en bonne harmonie". De nombreux représentants de la métropole tentent ainsi d'accompagner et de contrôler les mouvements de population. Leurs efforts sont couronnés d'un relatif succès dans la région d'Antioquia, où l'arrivée spontanée de travailleurs est guidée et canalisée par les institutions publiques. Mais à part ce cas précis, l'échec de l'entreprise est total.

Le témoignage des ecclésiastiques ou les rapports des vice-rois durant la seconde moitié du XVII^e siècle témoignent de la difficulté de l'Église catholique et de l'État colonial d'assurer une présence dans les nouvelles régions de peuplement. Ceux-ci doutent de pouvoir exercer un gouvernement efficace, avec un prélèvement effectif de l'impôt, une bonne administration de la justice et un certain contrôle de la population.

Antonio de la Torre, militaire espagnol chargé en 1774 de regrouper la population dispersée de la province de Cartagena, fait une description des personnes "fugitives": «... des descendants de déserteurs ou de mutins, de nombreux passagers clandestins (...), des Noirs, des esclaves en fuite ou d'autres qui, ayant commis quelque crime ou délit, ont cherché à échapper au châtement et beaucoup d'Indiens, mêlés aux métis, aux Noirs et aux mulâtres, qui ont donné naissance à une infinité de castes difficiles à identifier (...) et manquant pour la plupart de nourriture spirituelle»⁹. Il faut préciser que la population ainsi décrite représente le tiers de la province de Cartagena.

Plusieurs années après, le moine franciscain Joseph Palacios de la Vega est chargé de parcourir la même zone, pour obliger la population à former des villages et rester sous le contrôle des autorités civiles et ecclésiastiques, ce qu'il fait entre 1787 et 1788. Il trouve sur son chemin des Indiens insoumis et des Noirs rebelles, des autorités corrompues et pratiquant la contrebande, en bref une population dans un état proche de celui qu'avait rencontré son prédécesseur, pourtant censé l'avoir remise dans le droit chemin...

Dans la région de Patia, des esclaves fugitifs créent une société en marge du pouvoir central, établissent avec les autorités locales des accords tacites de non-agression et développent même avec eux des relations commerciales. Sur les hauts plateaux de Cundinamarca-Boyacá, les Indiens quittent leurs réserves pour trouver refuge dans les villages voisins ou dans des lieux retirés où ils ne sont pas obligés de payer l'impôt. Dans la région de Fusagasuga, les Espagnols ne peuvent que constater la disparition progressive des Indiens assignés à résidence dans les réserves et l'augmentation concomitante du nombre des métis. Ils doivent se résoudre à conclure que les indigènes se dissimulent probablement « parmi les personnes de couleur que comptent les fidèles de nos paroisses ».

9. Antonio de la Torre y Miranda. *Noticia individual de las poblaciones nuevamente fundadas en la Provincia de Cartagena*. Santa Maria, Espagne, 1794.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
En outre, à cette époque, l'attitude des métis face aux prêtres catho-
liques est loin d'être soumise. Le père Basilio Vicente de Oviedo, curé de
1724/axl7614800486 que les meilleures paroisses sont les villages
indiffusion@edim.fr de climat froid, ainsi que les villes espagnoles fon-
dées au début de la conquête, alors que les pires sont les villes métisses,
« ramassis de gens pauvres, rustres et sauvages, de toutes les races, qui
Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
proviennent de lieux différents », où il y a peu de baptêmes et encore
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
moins de mariages. Au contraire, les Indiens lui apparaissent dévots, tou-
jours prêts à servir la messe et à décorer l'église.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Les autorités civiles ont elles-mêmes de grandes difficultés pour sou-
mettre les métis. Les résolutions, prises à plusieurs reprises par les vice-
rois pour les chasser ou les obliger à vivre regroupés, restent lettres
mortes. En 1764, un procureur envoyé par la Couronne transmet au
Conseil des Indes¹⁰ les plaintes des principaux propriétaires des raffineries
de sucre de la région de Santafé, portant sur la concurrence des petites raf-
fineries et distilleries clandestines créées par les métis. Il admet qu'en
principe, leur suppression serait une bonne chose pour la santé publique,
car la pureté de l'alcool que l'on y fabrique est douteuse. Mais il note éga-
lement que le grand nombre de ces sucreries, réparties sur un territoire très
vaste et exploitées par des individus inconnus qui s'enfuient à la moindre
alerte, rend illusoire leur contrôle. D'ailleurs les propriétaires, aidés par la
municipalité de Santafé, n'ont pu eux-mêmes parvenir à les faire dispa-
raître. Le procureur estime par ailleurs que leur destruction pourrait occa-
sionner des troubles. Il conseille donc au vice-roi de repousser la pétition
des grandes sucreries et d'adopter la seule attitude raisonnable : fermer les
yeux.

Le vice-roi se rallie à cette position et décrète que les petites sucreries
doivent être tolérées afin d'éviter de plus grands maux « car si les milliers
d'hommes vivant aujourd'hui de ce trafic se retrouvaient demain sans
avenir, étant tous de la plèbe, on pourrait craindre que la faim ne leur ins-
pire quelques desseins peu favorables envers le bien des honnêtes gens »¹¹.

A la fin de la période coloniale, la population de métis et de mulâtres
s'accroît rapidement et donne naissance à des communautés paysannes et
à de petits centres urbains qui s'étendent dans les interstices laissés libres
par les *haciendas* et sur les terres récemment conquises. De véritables
sociétés paysannes se forment ainsi dans certaines régions, comme dans la
vallée du Cauca.

Dans les villes, l'ordre et l'harmonie ne règnent pas plus que dans le
monde rural. Même dans la capitale, les autorités ont bien du mal à
contrôler une population métisse et indienne qui, malgré les interdictions,
émigre vers d'autres agglomérations, contracte des unions matrimoniales
de fait et donne naissance à de nombreux enfants illégitimes. La doctrine

10. Le Conseil des Indes inspirait au roi d'Espagne les législations destinées à l'adminis-
tration des colonies.

11. *Archivo General de Indias*, Santafé.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
de l'Église catholique constituée alors un système de référence commun,
38, rue Saint Sabin
mais n'est pas respectée de façon très scrupuleuse.

Les difficultés de contrôle apparaissent dans toute leur ampleur à
propos des *chicherías*, ces débits de boisson qui servaient occasionnelle-
ment de refuge aux Indiens en fuite. Relais entre la république rurale des
Indiens et la république urbaine des Blancs, les *chicherías* symbolisent la
faillite de la politique de ségrégation raciale. L'archevêque Urbina tentera
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
bien, en 1701 et 1702, d'imposer leur fermeture, mais devra renoncer
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
après l'échec de son initiative.

La difficile présence de l'État dans une société métisse

A la fin de la période coloniale, on peut dire que la présence de l'État est encore très réduite, sauf peut-être dans l'étroite enceinte des grandes villes. Ce n'est qu'à l'intérieur de ces périmètres urbains que l'autorité de la Couronne se traduit par l'application de la justice, le respect des hiérarchies sociales et l'exercice de fonctions politiques. Ailleurs, l'État confie ses pouvoirs aux maires et aux conseils municipaux élus par les notables des petites villes, les propriétaires d'*haciendas*, les mineurs ou les commerçants. La délégation de son autorité aux instances locales représente de fait la seule façon pour l'Espagne de faire acte de présence dans un pays gouverné par une multitude de petits potentats, ce qui donne lieu à des équilibres délicats et des relations particulières entre l'espace public et l'espace privé.

La population métisse, quant à elle, habituée à une faible présence des autorités légales, fonde ses pratiques sur la liberté de l'accès à la terre, sur le droit de produire et de consommer sans payer d'impôts. Ces convictions lui donnent la force de s'opposer aux intrusions jugées arbitraires des représentants de l'État. Son attitude, résultat du laxisme du pouvoir central durant la période coloniale, sera à l'origine d'innombrables conflits politiques lorsque l'arrivée des Bourbons sur le trône d'Espagne bouleversera le rôle de l'État.

La situation des métis dans la société coloniale, leur attitude face aux autorités publiques, l'absence de pouvoir central dans les zones récemment peuplées et la rivalité des villes trouvent leur correspondance dans la structure même de l'État espagnol en Nouvelle-Grenade. Malgré l'autorité qui leur est octroyée par la loi, les représentants de l'ordre public doivent négocier en permanence avec les grandes familles. Plus grave encore, les fonctionnaires, fréquemment corrompus, finissent par établir des alliances avec la société locale, qui les coopte dès leur arrivée. Fragilisés par les aléas du contexte économique et social, qui redistribue les cartes à tout

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
instant, ces fonctionnaires sont ballottés par le jeu politique informel que mènent les élites locales.

AVEC L'arrivée des Bourbons sur le trône d'Espagne, la tradition politique espagnole se place à un absolutisme à la française. Charles III réforme l'administration, met fin à certains privilèges traditionnels et à la conception patrimoniale de l'État, et exerce un contrôle important sur la hiérarchie ecclésiastique et le bas clergé. Il est nécessaire à ses yeux de conforter l'autorité royale aux dépens de l'Église, des corporations, des communes et des petits chefs locaux. Il faut imposer la raison à une société ignorante et aveuglée par ses traditions, promouvoir la libre entreprise et développer le commerce, organiser une réforme de la propriété agraire et moderniser l'éducation... En bref, il faut engager une transformation radicale de la société, conformément aux principes du Siècle des Lumières.

Le nouveau "pacte colonial" requiert un changement profond dans les rapports entre le gouvernement colonial et les pouvoirs locaux. Face à ces bouleversements, les réactions ne se font pas attendre. Dans le monde traditionnel de la Nouvelle-Grenade, éloigné du pouvoir royal, l'action réformatrice rencontre de fortes résistances.

Les conflits les plus violents éclatent à propos de l'instauration du monopole royal sur l'alcool et le tabac, auquel s'oppose avec vigueur la population. La levée de nouveaux impôts et l'affrontement de conceptions différentes portant sur les pouvoirs de l'État et des communes débouchent en 1781 sur le plus important conflit de l'histoire coloniale, appelé la Révolution des *Comuneros*.

Mobilisant plus de 20000 personnes, cette insurrection menée au nom de la défense de l'ordre traditionnel, plonge le pouvoir colonial dans une crise sans précédent. Ses initiateurs protestent contre une modification des règles du jeu auquel ils sont habitués et pour le maintien des principes qui leur avaient permis de négocier des espaces de pouvoir face à l'autorité centrale.

Les bureaucrates envoyés par Charles III, exigeant une obéissance aveugle, auraient pu rassembler contre eux l'ensemble de la population de la Nouvelle-Grenade. Mais les régions et les villes tentent bientôt de profiter de l'insurrection pour s'opposer les unes aux autres. Ces divisions, habilement exploitées par les représentants de l'autorité royale, conduiront le mouvement à sa perte.

La crise éclate pour des motifs d'ordre fiscal, mais le problème est en fait politique et constitutionnel. L'enjeu, c'est de savoir qui possède l'autorité pour lever de nouveaux impôts. Les insurgés croient profondément que les lois injustes sont inapplicables et que ce type de mesure ne peut être décrété sans une quelconque approbation populaire. Une sorte de "constitution non écrite" établit que les décisions importantes doivent faire

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
12, rue de Valenciennes, 75011 Paris
Tél. 01 47 35 48 80
www.clm.fr

l'objet de négociations informelles entre l'administration royale et ses sujets ne bouchant sur un compromis acceptable entre ce que désire la première et ce qu'il est raisonnable d'attendre des seconds. Le conflit de 1781 cristallise l'affrontement entre les velléités centralisatrices de la métropole et la réalité de la décentralisation de la colonie.

Le soulèvement des *comuneros* constitue le conflit le plus important de tous ceux qui émaillent la fin du XVIII^e siècle, affrontements avec les Indiens, insoumis, protestation des Indiens hispanisés, luttes entre anciens et nouveaux centres urbains, soulèvements d'esclaves, attaques contre les fonctionnaires...

Il ne faut pas interpréter ces troubles comme des mouvements sporadiques et désordonnés, mais comme des signes de faiblesse des instruments politiques de contrôle social. Certains observateurs de l'époque ne tardent pas à considérer la population de la Nouvelle-Grenade comme une force ingouvernable, qui peut s'avérer turbulente. De très nombreux témoignages de visiteurs¹² signalent d'ailleurs avec étonnement la familiarité et le manque de respect que témoignent les classes populaires à l'égard des notables locaux. L'archevêque et vice-roi Antonio Caballero y Gongora décrit en 1789, en des termes peu flatteurs, les sujets qu'il laisse à son successeur : « ils forment (...) une population vagabonde et instable qui, à cause de la tyrannie des propriétaires, émigre avec d'autant plus de facilité que sont maigres leurs possessions, peu conséquente la perte de leur chaumière et mince l'amour qu'ils portent à la terre où ils sont nés. Ils ne possèdent pas plus à leur mort qu'à leur naissance et, où qu'ils aillent, ils retrouvent exactement ce qu'ils avaient laissé (...). C'est en réalité un monstre indomptable qui résiste à tout ». Pour lui, les tendances criminelles des métis, qui ne croient pas en Dieu et n'aiment pas le roi, sont la cause de tous les maux du vice-royaume.

Mais si l'existence de vagabonds et de fuyards perdus dans la montagne et la forêt est encore admise à la fin du XVIII^e siècle, le vice-roi Ezpeleta, successeur de Caballero y Gongora, considère que cette population est en baisse. Quant à l'appréciation de son prédécesseur sur le caractère insoumis des métis, il est loin de la partager. Le vice-roi Gil y Lemos estime également que ce constat est basé sur une observation superficielle et ne reflète pas la réalité. Il qualifie ses sujets de « gens dociles, d'une médiocrité de fortune qui leur suffit à peine pour survivre (...). Obéissants par nature, ils subissent avec résignation les contributions qu'on leur demande ». C'est pour cette raison que « vivre armés au milieu de gens pareils, fortifier la capitale et se maintenir en état de guerre perpétuel, c'est leur apprendre ce qu'ils ne connaissent pas, les obliger à penser ce qu'ils n'auraient jamais imaginé ». Pour sa part, le vice-roi Mendinueta critique également cette peinture « d'un monstre qui n'existe pas » en assurant qu'elle provient d'exagérations inspirées par un zèle sans mesure. Il

12. Placés sous l'autorité directe du roi d'Espagne, ces hauts fonctionnaires étaient envoyés en mission d'inspection pour contrôler l'activité des autorités locales et le respect des lois.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
signale au contraire la sécurité avec laquelle un homme seul et sans arme
peut desormais traverser le pays. Bien sûr, dit-il, de vastes espaces sont
encore vides, mais ce territoire aussi étendu ne peut pas se peupler en
moins de deux siècles. Il existe bien également des fugitifs, mais ceux-ci
« ne sortent guère de leurs repaires pour commettre quelque violence que
ce soit ».

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
La vision pessimiste de l'archevêque et vice-roi était-elle exagérée, ou
la situation s'est-elle notablement améliorée au cours des gouvernements
de ses trois successeurs ? Peut-être cette population n'a-t-elle représenté
une menace réelle pour le pouvoir colonial que lorsque les crises locales
se sont conjuguées à un mécontentement généralisé, comme cela a été le
cas lors de la révolte des *Comuneros* ?

Quoi qu'il en soit, le clivage entre une population intégrée au système
colonial, proche de l'État et de l'Église, et une population liée à eux de
manière marginale et essayant d'échapper à leur contrôle, marquera profondément
l'histoire du pays aux XIX^e et XX^e siècles. Ces deux sociétés
développent des hiérarchies et des systèmes de cohésion très différents.
Dans les régions nouvellement colonisées d'hier ou d'aujourd'hui, les
zones de peuplement spontané s'avéreront plus conflictuelles que celles où
l'occupation de l'espace est organisé par les pouvoirs publics. De façon
générale, les agglomérations fondées aux XVI^e et XVII^e siècle seront plus
pacifiques que celles qui se sont établies à partir du milieu du XVIII^e
siècle. Enfin, les "villages mélangés", où se côtoient les Blancs pauvres,
les Noirs, les métis, les mulâtres et les Indiens marquent une tendance plus
nette à la violence. Les tensions éclateront lors de la lutte pour l'indépen-
dance et des guerres civiles du XIX^e siècle. Et à notre époque, la violence
des années cinquante, comme celle d'aujourd'hui, se manifeste en particu-
lier dans les zones de colonisation.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, ~~Accordé par le XIX^e siècle, le pouvoir colonial se trouve dans un état de relative faiblesse. Outre des difficultés sans équivoque les monarchies de l'Espagne qui se déclarent sur le continent américain, l'Espagne s'avère incapable d'en contrôler l'économie, du fait de sa faible présence dans la navigation atlantique et d'un développement industriel médiocre contribuant à son isolement commercial et militaire.~~

La crise de l'indépendance

Progressivement, entre 1795 et 1810, la lente reconquête de l'empire colonial entamée par les Bourbons voit ses résultats s'évanouir, aussi bien dans le domaine économique qu'en ce qui concerne le contrôle du territoire. En 1810, le constat d'échec de leur politique devient évident, y compris aux yeux de la bourgeoisie créole pro-hispanique. Des discussions s'engagent, en vue de renégocier les relations qui unissent la colonie et la métropole.

Les réformes n'auront pas réussi à donner un nouveau souffle au pouvoir colonial. Par contre, elles auront remis en cause l'ancienne hiérarchie qui existait entre les villes de la Nouvelle-Grenade. Elles auront également bouleversé les rapports des groupes sociaux peuplant le pays. En effet, en cherchant à exclure les créoles de l'administration coloniale, les nouveaux souverains avaient déclenché une véritable crise. Pour eux, la loyauté à la couronne était indissociable d'une naissance en Espagne.

La concession de privilèges exclusivement associés à la naissance avait pour but de décourager les velléités politiques des élites locales, et de canaliser leurs efforts vers les activités économiques et commerciales. Les créoles, se voyant exclus de tout accès à la haute administration coloniale, accrurent leur participation au sein des conseils municipaux, dans le but de récupérer une partie du pouvoir politique qui leur était refusé.

C'est alors que l'intervention de Napoléon Bonaparte en Espagne vient créer brutalement un vide de pouvoir. L'ancienne organisation politique locale revient en force en Nouvelle-Grenade, basée sur l'autorité du curé, du conseil municipal et de quelques fonctionnaires. Dans la recherche de leur légitimité, les élites de la Nouvelle-Grenade font appel aux principes traditionnels. Ils déclarent que - les colonies étant la possession personnelle du monarque - l'autorité de celui-ci peut être exercée en son absence

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
par les corporations formées des élites locales. Ressurgit ainsi la notion
d'État patrimonial, sorte de propriété privée des élites, une conception que
les Bourbons ont tenté de faire disparaître. Malgré les efforts entrepris
pour diffuser les valeurs traditionnelles étaient donc restées latentes dans
la société coloniale.

Des révoltes éclatent, tout comme dans le reste de l'Amérique latine,
qui expriment l'opposition de la société coloniale au processus de modernisation de l'État, aux réformes administratives, aux efforts de la

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
Couronne pour soumettre l'Église à son autorité et à l'invasion des fonctionnaires de la métropole. Les principales villes du pays se soulèvent. Les insurgés ne se considèrent pas comme des rebelles, mais comme les héritiers d'un pouvoir déchu, les sauveurs légitimes des institutions. Les conseils municipaux - institutions locales dont la légitimité ne relève pas d'une autorité coloniale en pleine décadence - organisent bientôt la révolte et mobilisent les notables lors de leurs sessions extraordinaires, permettant ainsi aux élites créoles de conserver le contrôle de l'insurrection. Bientôt, le conseil municipal de Santafé convoque des "Assemblées du Gouvernement", qui assument les fonctions des gouvernants de la métropole. Ce qui ne les empêche pas d'intégrer à l'occasion des officiers de l'armée espagnole, des prêtres et des fonctionnaires royaux.

Dans un contexte international marqué par la guerre franco-espagnole, l'affrontement latent entre les élites locales et les représentants de la métropole apparaît brutalement au grand jour. Les créoles exigent d'être associés aux décisions politiques du gouvernement. Le sentiment d'appartenance à une communauté coloniale naît progressivement, engendré par les désaccords avec la Couronne. Ce n'est pas le gouvernement de Nouvelle-Grenade qui est défié, mais les relations de la colonie avec l'Espagne qui sont questionnées.

Les événements de 1810 provoquent la fin de la "seconde conquête de l'Amérique" engagée par les Bourbons, cause directe de la totale désorganisation de l'Empire.

Les réactions ne se manifestent cependant pas de la même façon dans tout le pays. Dans les régions où la population asservie est importante, la crainte que suscitent les élites locales conduit parfois les esclaves à préférer le gouvernement des Espagnols à celui de leurs maîtres. Dans les régions éloignées de la capitale, où les principes rationalisateurs des Bourbons sont restés sans effets et n'ont pas menacé les notables créoles, ceux-ci ne se soulèvent pas. Par contre, la rivalité entre la métropole et la colonie se fait fortement sentir à Santafé, où une élite ambitieuse s'affronte à des fonctionnaires espagnols de haut rang.

75011 Paris

AV/Ex: 01 48 06 48 86

diffusion@clm.fr

www.clm.fr

Une séparation de la Nouvelle-Grenade et de l'Espagne, les créoles veulent à la fois leur indépendance politique et le maintien de l'ordre social hérité de l'époque coloniale. Leur recherche du pouvoir se concrétisera bien par une modernisation de certains secteurs - comme le commerce extérieur - mais la tendance générale est celle d'un blocage du système économique et politique. Leur objectif est de s'octroyer les prérogatives de la Couronne sans réformer l'organisation sociale traditionnelle.

Mais rapidement, l'Histoire s'accélère. Les élites ayant allumé la mèche, la dynamite populaire ne tarde pas à exploser. La violence collective - révoltes d'esclaves, banditisme, conflits ethniques - devient furieusement perturbatrice. Dans de nombreuses provinces, les créoles craignent que l'insurrection n'échappe à leur mainmise. Les récents événements d'Haïti - qui ont mené un Noir sur le trône, puis provoqué la partition de l'île - sont dans toutes les mémoires.

Le 20 juillet 1810, l'Assemblée de Santafé propose la formation d'une ligue réunissant les 22 provinces, dans lesquelles des Assemblées similaires sont en cours de formation. Cette initiative n'obtient qu'un très relatif succès. Le conseil municipal de Cartagena accepte l'invitation de la capitale, mais en rappelant la souveraineté de chaque province et en proposant une organisation fédérale.

Ainsi, la formation d'assemblées provinciales de gouvernement, contrairement à ses objectifs, ne fait qu'aiguiser les rivalités entre les centres urbains. Les élites de la ville de Cartagena, soucieuses de marquer leurs différences avec les habitants de la capitale, en profitent pour affirmer leur suprématie sur leur propre région, où les grandes propriétés agricoles et la contrebande avaient permis l'apparition de puissantes élites locales en marge de la juridiction urbaine. Ainsi Santa Marta, Mompox, Valledupar et Riohacha contestent bientôt la suprématie du centre urbain régional. Les actions engagées par Cartagena pour soumettre les villes insurgées donnent lieu à ce que l'historien José Manuel Restrepo appellera plus tard la première guerre civile.

Les luttes de pouvoir et les revendications autonomistes ne se limitent pas aux centres commerciaux de la région côtière. A l'intérieur même des provinces, les dissensions ne tardent pas à se manifester, donnant lieu à des jeux complexes d'alliances et d'oppositions perpétuellement recomposées. Par exemple, la ville de Valledupar profite de la situation pour se dégager de l'influence de Santa Marta et se proclamer capitale de la province. Mais l'entreprise n'est pas aisée, car plusieurs agglomérations rivales s'opposent à ses prétentions et recherchent l'appui espagnol en se déclarant loyales à la Couronne. A son tour, le conseil municipal de Valledupar cherche à faire alliance avec la ville de Cartagena, misant sur

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
sa rivalité avec Santa Marta. Dans la province voisine, la localité de
Chiriguana, proclame son indépendance vis-à-vis de la capitale,
Tamboraque. Des révolutions de ce genre se manifestent dans tout le vice-
royaume de Nouvelle-Grenade. Cartagena dissout brutalement l'assemblée
de Moncloa, Pamplona soumet Girón, Tunja mate la rébellion de
Sogamoso et Honda celle d'Ambalema. Ces luttes fratricides donnent lieu
à ce qu'on appellera plus tard la "droile de patrie".
Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Les conflits qui surgissent alors n'ont d'autre cause que la disparition
de la "communauté imaginaire" que représentait l'Empire. Pour remplacer
les sentiments d'appartenance bousculés par l'indépendance, l'identité
locale arrive en force. Autour de la paroisse ou de l'agglomération, les
habitants dessinent leur organisation politique à l'échelle locale, à la
manière des villes-États de la Renaissance. Le pouvoir se dilue, l'organi-
sation politique éclate.

Mais les Espagnols résidant en Nouvelle-Grenade ne se résignent pas à
voir la bourgeoisie créole revendiquer leur place. Pour appuyer l'action de
l'armée loyaliste, ils organisent bientôt une contre-insurrection en soutenant
la population métisse, noire et indienne dominée par les créoles. Face
aux abus des propriétaires locaux, les fonctionnaires espagnols s'étaient
souvent fait les protecteurs des esclaves. Cela leur permit ensuite de mobi-
liser la population noire avec une relative facilité.

Par exemple, dans l'ouest du pays, les villes confédérées de la vallée
du Cauca s'opposent au gouverneur soutenu par les villes de Popayán,
Almaguer, Patia et Pasto. Devant l'arrivée imminente de troupes rebelles,
le conseil municipal de Popayán décide d'offrir la liberté à tous les
esclaves qui prendront les armes pour la défense du parti loyaliste. Celui-
ci défait, les soldats vaincus se dispersent dans la région, organisant une
guérilla conservatrice favorable au maintien de l'ordre colonial.

L'extension du conflit

Le résultat le plus immédiat de la tactique de la contre-insurrection fut
d'impliquer rapidement la plupart des groupes de population dans le
conflit politique et de transformer celui-ci en un champ d'affrontements
sociaux et ethniques. Cette implication du plus grand nombre élargit les
clivages existants dans la société coloniale. Les fonctionnaires espagnols
remportèrent ainsi quelques succès au début du conflit, mais le processus
provoqua à terme une perte de légitimité des autorités coloniales et
conduisit à une fragilisation politique et sociale de la Nouvelle-Grenade,
ce qui s'avéra décisif pour l'issue du conflit.

Cependant, les premiers soulèvements en faveur de l'indépendance se
soldèrent par un échec militaire. La population créole se rendit compte que

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
le chemin sa. parcourir pour arriver à se libérer du pouvoir espagnol était
encore long. L'une de ses principales faiblesses résidait dans son armée,
conglomérat de tribus disparates luttant pour défendre les intérêts de
leurs localités respectives. Cet état de fait n'était pas sans relation avec la
situation politique. Si l'organisation fédérale, calquée sur le modèle nord-
américain, contribua à apaiser les rivalités régionales, elle se révéla fort
peu adaptée lors de l'affrontement avec l'armée espagnole.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
Bolívar reprend la lutte pour l'indépendance en 1817, utilisant de nou-
velles stratégies. Cherchant à dépasser l'élitisme des premières revendica-
tions autonomistes, il appelle à la mobilisation les métis, les Blancs
pauvres et même les esclaves noirs. Il décide d'encourager l'enrôlement
des patriotes en offrant aux officiers métis et mulâtres des perspectives
d'ascension sociale et en leur distribuant les biens confisqués aux
Espagnols. En permettant ainsi à une élite militaire de se constituer un
patrimoine personnel, il reproduit les règles de l'État patrimonial jusque
dans l'armée rebelle. Bien involontairement, Bolívar ouvre ainsi la voie
qui sera suivie au cours du XIX^e siècle par de nombreux chefs de guerre.

Surestimant à l'évidence ses capacités militaires, l'Espagne s'engage
dans une escalade belliciste, perdant du même coup une partie de ses
appuis dans la population civile. Mais, parce qu'elle favorise l'enrôlement
de soldats issus de la population locale, la Couronne transforme bientôt la
guerre coloniale en guerre civile. Utilisant la même stratégie, les patriotes
mobilisent la population en ralliant à leur cause les dirigeants populaires
les plus charismatiques.

Le conflit se termine en 1819 par la victoire des créoles, mais la société
en est profondément transformée. Avant 1810, la population ne manifestait
son mécontentement que de façon sporadique, à l'occasion de révoltes et
d'émeutes, et retournait à ses occupations une fois le calme revenu. Après
l'indépendance, la politisation provoquée par les années de guerre a pro-
fondément marqué la population. Les dirigeants populaires sont devenus
des chefs militaires et leur arrivée sur la scène politique accroît encore les
conflits régionaux. Dans diverses régions, le contrôle social exercé par les
autorités traditionnelles se distend notablement. Les chefs militaires, sou-
cieux de maintenir leur pouvoir en conservant sous leurs ordres une troupe
facilement mobilisable et politiquement sûre, refusent de désarmer leurs
forces et maintiennent avec la population un contact étroit. La société
devient hautement politisée et la politique militarisée. La violence s'ins-
talle alors durablement, la légitimité politique étant représentée par les
nouveaux notables issus de la guerre, distincts de ceux qui incarnaient le
pouvoir local durant l'époque coloniale.

Ces mutations de nature politique surviennent dans un contexte de res-
tauration de l'ordre social hérité de la colonie. L'esclavage reprend ses
droits, les seuls esclaves affranchis étant ceux qui ont participé activement

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
aux Éditions de Libération. Les postes de commandement occupés par les
Noirs au sein de l'armée d'indépendance sont supprimés.

tel/fax : 01 48 06 48 86

La République : un choix obligé

www.eclm.fr

Une fois l'indépendance acquise, les élites de la Nouvelle-Grenade se voient confrontées à la nécessité de donner une légitimité à leur nouvel État. La rupture avec l'Espagne ne laisse de fait qu'une alternative possible : la souveraineté du peuple et le modèle républicain.

En effet, l'absence de toute tradition royaliste autochtone ne laisse aucune opportunité à la monarchie. Quant aux formes d'organisation dictatoriales, elles ne peuvent s'épanouir dans le contexte politique de 1819, marqué par les conflits régionaux. Le sentiment d'appartenance locale, l'éclatement des marchés, la concurrence des élites opposent autant de barrières à la mise en place d'un pouvoir fort et centralisateur. En outre, la Nouvelle-Grenade ne dispose pas d'une administration solide, à cause de l'absence d'une véritable capitale. Santafé a dû partager ses prérogatives avec Tunja, puis avec Popayán et Cartagena. Son titre de première ville du pays est plus honorifique que réel. Enfin, l'éclatement du pouvoir est d'autant plus important que le contrôle de la population est réduit. Cette situation, déjà dramatique à la fin de la période coloniale, empire encore avec les désordres provoqués par la guerre d'indépendance.

Ces caractéristiques rendent difficile l'émergence de pouvoirs forts, comme ceux qui s'imposent dans d'autres pays. Jamais, dans l'histoire de la Colombie, on ne trouvera de dictateurs comme ceux qui ont dirigé la Bolivie, l'Argentine ou le Paraguay pendant des décennies, exerçant une répression féroce sur leurs opposants. Après l'indépendance, aucune élite ne peut s'imposer en tant que groupe dominant. Cette situation oblige les notables régionaux à conclure des alliances et les conduit à établir un système de rotation de la fonction présidentielle. Les élections au suffrage censitaire¹³ - toujours frauduleuses et la plupart du temps sanguinaires - représentent le seul moyen de mettre sur pied un système de pouvoir centralisé et reconnu. Le choix républicain s'impose donc à cause de l'absence d'alternative, et non pas grâce à une quelconque conviction démocratique des élites.

Mais la voie républicaine exige du pouvoir qu'il soit légitimé par le peuple. C'est la seule façon de transformer l'autorité en un droit et l'obéissance en un devoir, c'est-à-dire de faire évoluer les rapports de force vers la légalité.

C'est là que se pose un problème majeur : dans la Nouvelle-Grenade de 1819, il n'existe pas de peuple au sens actuel du terme, pas plus d'ailleurs que d'État ou de nation. Un pacte social de nature républicaine suppose

13. Système dans lequel le droit de vote n'est acquis qu'aux citoyens remplissant un certain nombre de conditions. Ici, le suffrage est réservé aux hommes adultes, alphabétisés et économiquement indépendants, ce qui éliminait les salariés, les fermiers, etc.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin
75011 Paris
Tél. 01 42 38 06 88

l'existence de citoyens, c'est-à-dire d'acteurs individuels s'associant de façon volontaire. Au lieu de cela, la société de Nouvelle-Grenade ne voit que "des peuples" de acteurs collectifs qui composent le monde colonial. Il s'agit donc de diverses communautés locales, réunies par des relations traditionnelles de domination et de soumission, sans rapport avec les liens qui unissent habituellement entre eux les citoyens d'une même République. Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Ainsi, quand la ville de Tunja tente en 1811 de proclamer sa souveraineté et édicte sa propre Constitution, elle en appelle aux représentants "des peuples de la province". Il en va de même pour les Constitutions de Cundinamarca, Antioquia, Cartagena et Mariquita. Le "peuple moderne" se réduit à un groupe minuscule de citoyens, l'élite politique de type jacobine, inspirée par les principes de la révolution française et du Siècle des Lumières. Affichant un discours moderne, ceux-ci commencent à diffuser une nouvelle culture politique.

Cette situation débouche sur ce que François-Xavier Guerra¹⁴ appelle "la fiction démocratique". Les principes et les institutions démocratiques - le droit de vote, le fédéralisme, la séparation des pouvoirs - ne peuvent exister dans la société de l'époque. Un "peuple fictif", composé de citoyens dont on suppose qu'ils ont rompu avec les valeurs de la société traditionnelle et avec la tutelle de l'Église, regroupe la majorité des hommes politiques. Les élites culturelles et économiques jouent quant à elles le rôle de "peuple théorique" et exercent pleinement leurs droits de citoyens. Ces intellectuels surgis des luttes d'indépendance et des guerres civiles, baignés de culture moderne, se considèrent comme les penseurs du moment et les porte-parole de la nation. Ils font les lois, et les lois sont faites pour eux. Mais ce "peuple réel" ne représente que 1 % de l'ensemble de la population. Ceux qui exercent pleinement leur rôle de citoyens ne se recrutent pas parmi les esclaves, les fermiers, les métayers, les ouvriers agricoles, les femmes et les illettrés, c'est-à-dire parmi tous ceux qui vivent sous la domination et la dépendance économique. Ceux-là sont exclus du peuple politique et n'ont pas accès au droit de vote. Cette fiction n'est pas du goût de tous ceux qui ont été invités à prendre les armes et à se battre pour l'indépendance. Eux aussi revendiquent de participer à la vie publique en déposant leur bulletin dans l'urne.

Le peuple indompté

Dans le système politique républicain, les différenciations raciales et les hiérarchies sociales n'ont pas d'existence légale. Bien sûr, celles-ci restent présentes dans la société et s'expriment notamment au travers des conflits, mais l'avènement de la République provoque des changements dans les façons de penser de la population métisse. Celle-ci, séduite par un

14. François-Xavier Guerra. *Del antiguo régimen a la revolución*. México, Fondo de cultura económica, 1988.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
discours libéral qui prône l'égalité, la liberté et la fraternité entre les
hommes, trouve les moyens d'imaginer un nouveau monde où elle puisse
devenir protagoniste de la vie politique, gagner enfin une reconnaissance
et même, dans certains cas, prétendre à une ascension sociale.

Il est surprenant d'observer avec quelle rapidité ces idées modernes se
diffusent et sont assimilées. Les principes républicains font naître un senti-
ment d'appartenance à la nation récemment construite. Paradoxalement, le
discours égalitaire représente bientôt le moyen pour les élites de faire
accepter et d'intérioriser de nouveaux mécanismes de contrôle social et de
domination. L'absence d'un pouvoir fort est compensée par l'existence
d'un monde politique imaginaire où tous les citoyens doivent se sentir
égaux.

Mais l'interprétation des principes républicains varie selon les intérêts
des divers groupes de population. Un voyageur suédois, Karl Gosselman,
observe en 1826 le comportement des rameurs du fleuve Magdalena et
commente « qu'en leur qualité "d'hommes libres", obtenue avec l'indépen-
dance, ceux-ci sont devenus insolents, allant jusqu'à se considérer comme
les seuls à devoir être favorisés et dépouillant habituellement les voya-
geurs de tous leurs biens ». Narrant sa conversation avec un rameur de
Puerto Nare, il rapporte que celui-ci - après l'avoir plaint de ne pas vivre
dans une nation libre - a commencé à vanter la puissance de la République
de Colombie depuis l'expulsion « de ces crétiens d'Espagnols ». Mais le
voyageur suédois ne se laisse pas impressionner : «- Face à la méconnais-
sance de notre réalité de la part de mon interlocuteur, j'ai dû lui préciser
que la Suède était non seulement l'une des nations les plus libres
d'Europe, mais qu'elle était fière d'en être la plus ancienne. Le rameur
surpris demanda «- Comment pouvez-vous être libres si vous n'êtes pas
républicains ? » Je me suis donc senti obligé de le convaincre à l'aide de
données précises, lui indiquant que même si nous ne prenions pas le nom
de républicains, en réalité nous étions meilleurs que les Colombiens. A
plus forte raison si ceux-ci ne possèdent pas la culture suffisante pour pro-
fiter des libertés que la Constitution leur accorde ».

Gosselman observe avec intérêt comment les élites diffusent une nou-
velle culture politique et fabriquent délibérément des symboles républi-
cains. « C'est dans les provinces de climat tempéré que se développe le
mieux la liberté de l'esprit. C'est là que les jeunes reçoivent une éducation
faisant d'eux les forces qui donneront plus d'éclat à la construction et à la
consolidation d'une République naissante. Les premiers fondements de
cette instruction résident dans un élément de grande importance : la fierté
d'appartenir à une nation. Cette qualité alimente un patriotisme nécessaire
quand il s'agit de former une République. C'est avec ce sentiment qu'ils
doivent considérer leur liberté, leurs héros, leur Constitution et leur armée.
Ils pensent au plus profond d'eux-mêmes qu'il n'existe aucune autre

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Téléphone : 01 48 06 48 86
diffusion@clm.fr
www.clm.fr

nation au monde, dont les libertés et la Constitution puissent être comparées à celles de la République de Colombie. Pour discréditer les autres, ils montrent l'exemple de ceux qui sont gouvernés par un roi, ce qu'ils considèrent comme déshonorant. Il est amusant de voir comment ils manifestent cette attitude en toutes circonstances. Ils font d'ailleurs très attention d'écrire les mots "roi" ou "royaume" en minuscules, alors que les mots de Président ou de République sont toujours libellés avec de grands caractères.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
Ces efforts rappellent ce que Serge Gruzinski¹⁵ appelle "la guerre des images". Si la colonisation a constitué un processus d'imposition de l'imaginaire espagnol, la République débute par une véritable guerre des signes et des symboles déchaînée par les libéraux contre les emblèmes de l'ancien régime. C'est ainsi que la capitale perd son nom de Santafé pour devenir Bogotá, appellation d'origine pré-hispanique.

De nombreux personnages déploient de grands efforts pour porter l'idéologie républicaine à toutes les classes sociales, avec son symbolisme et son imaginaire. Ainsi, Francisco de Paula Santander, considéré comme un précurseur dans l'emploi des méthodes d'agitation politique, cherche souvent un soutien parmi le "bas peuple". Ses déplacements sont ainsi décrits en 1828 par un diplomate anglais : « Il recherche la compagnie de la simple populace, utilise les vêtements et les coutumes du peuple pour stimuler par sa présence les sentiments les plus violents et les plus séditionnels ».

Cette "populace", le peuple fictif décrit à la fin de la colonie comme grossier et rebelle envers ce qui est considéré comme convenable, est rapidement politisée par le discours républicain. C'est ainsi que la fiction démocratique acquiert une image, illustrée par les rameurs du fleuve Magdalena qui se sentent libres et citoyens de la République - même sans droit de vote - ou par celui de Puerto Nare qui se considère supérieur à un voyageur suédois parce que celui-ci est le sujet d'un roi. Si l'on en juge par ces témoignages, les efforts pour diffuser la culture républicaine ont rapidement été couronnés de succès. Mais cette réussite causera bientôt de nouvelles difficultés à l'élite dirigeante.

Bolívar et Santander, crise d'identité et problèmes raciaux

Né en 1793, le jeune Simón Bolívar dirigea les armées de libération durant la guerre d'indépendance de la Nouvelle-Grenade, du Venezuela et de l'Équateur, pays qu'il réunit ensuite sous le nom de Colombie (que l'on appellera plus tard Grande Colombie, pour la distinguer de la Colombie actuelle). Il fut secondé par Francisco de Paula Santander, qui assumait les fonctions de vice-président de la Colombie avant de conspirer contre

15. Serge Gruzinski. *La guerre des images. De Christophe Colomb à Blade Runner (1492-2019)*. Paris. Fayard, 1990.

Éditions-Diffusion. Charles Léopold Mayer
Bolívar et de devoir s'exiler. Bolívar démissionna après l'échec de son
projet d'unir en une confédération les États d'Amérique du Sud. Santander
revint au pouvoir en 1833, trois ans après la mort de son ancien compa-
gnon d'armes.
diffusion@clm.fr

Dans l'imaginaire politique de la Colombie, Bolívar et Santander sont
souvent considérés comme les créateurs des deux grands partis tradition-
nels, le parti conservateur et le parti libéral. Même si la réalité est quelque
peu différente, il est vrai que la rivalité de ces deux frères ennemis a
contribué à empêcher la formation d'une identité nationale autour d'un
héros commun à toute la nation. De la même façon, l'existence des deux
partis a contribué à la formation de cultures politiques opposées,
s'excluant et se complétant à la fois.

Il est clair également qu'au cours des premiers affrontements entre les
partisans de Bolívar et ceux de Santander, apparaissent déjà différentes
conceptions de l'activité politique. Le pessimisme et l'expérience de
Bolívar le font se méfier de la démocratie. Il craint que de trop fréquents
appels au peuple ne débouchent sur un chaos social et ne provoquent
l'avènement de la "démocratie des mulâtres". Il pense que ceux-ci, comme
les métis ou les Noirs, ne se contenteront pas de l'égalité raciale, mais
chercheront à exterminer les classes supérieures. Bolívar estime que les
idées démocratiques causent une sorte d'indigestion pour leurs esprits, qui
n'ont pas la capacité de « mastiquer l'aliment nutritif de la liberté ».

Vénézuélien, profondément marqué par les conflits raciaux qui ont
ensanglanté l'indépendance de son pays, Bolívar manifeste beaucoup de
préoccupation pour les questions raciales. Il estime qu'il convient de faire
preuve à la fois « d'une poigne extrêmement ferme et d'un tact infini »
pour éviter la dislocation d'une société hétérogène. Cette prudence,
comme la méfiance qu'il témoigne face à la propagation des idées libé-
rales, est caractéristique de son manque de racines et de sa propre crise
d'identité. Créole, pris entre le monde des Européens et celui des Indiens,
Bolívar ne se sent appartenir à aucun d'eux.

Pour lui, la situation de l'Amérique libérée des Espagnols est compa-
rable à celle que connut l'Europe après l'effondrement de l'Empire
romain, à une différence près : en Europe, la chute de Rome a sonné
l'heure du retour des anciennes nations. En Amérique, Bolívar craint la
reconstitution de systèmes politiques autour des régions, des chefs les plus
ambitieux, des grandes familles ou des corporations. Car « nous ne conser-
vons guère que quelques vestiges de ce que nous étions auparavant : nous
ne sommes ni Indiens ni Européens, mais une espèce intermédiaire entre
les légitimes propriétaires du pays et les envahisseurs espagnols. C'est la
raison pour laquelle nous nous trouvons dans une situation des plus
étranges et compliquées. Nous sommes américains de naissance, mais nos
droits sont ceux des Espagnols. Par conséquent, nous devons disputer

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
leurs droits aux natifs de ce pays et nous y maintenir contre l'invasion des
envahisseurs espagnols».

Pour Santander et Bolívar, les réformes proposées par Bolívar favori-
sent la démocratie. Dans son esprit, la menace d'une démocratie des mulâtres
est une manœuvre de son rival pour se voir conférer les pouvoirs absolus.
Il l'accuse de se servir de la peur du peuple et de la menace d'une recon-
quête espagnole pour inspirer l'horreur du pouvoir populaire et répandre la
crainte d'une guerre des castes ou d'un affrontement des villes. Bolívar -
dit-il - prétend craindre le chaos mais l'introduit de façon insidieuse.
«Parler de souveraineté populaire mais se taire sur les libertés indivi-
duelles, brandir la menace de l'anarchie et déstabiliser le peuple et la
troupe » seraient les moyens utilisés par celui qui est appelé "le
Libérateur" pour arracher aux petites gens leur liberté.

Bolívar propose en effet la création d'un État fort. Il suggère d'en
appuyer les bases sur les dirigeants populaires issus de la guerre d'indé-
pendance et sur ce qu'il reste de l'aristocratie coloniale, pour chercher un
équilibre entre les nouvelles et les anciennes forces sociales. De cette
manière, le prestige des chefs militaires contrebalancerait le pouvoir des
élites traditionnelles qui dominent l'appareil législatif, élu au suffrage cen-
sitaire.

Bolívar ne se fait pas d'illusions sur la possibilité d'implanter pleine-
ment les institutions démocratiques dans la vie politique colombienne. Il
ne conçoit pas celle-ci comme l'organisation des rapports entre des indi-
vidus autonomes, mais comme le résultat des relations de dépendance qui
soumettent le peuple à la volonté des puissants. Il en conclut que l'autori-
tarisme des militaires n'est pas la seule forme possible de tyrannie, mais
qu'un despotisme des hommes politiques peut mener à l'anarchie, puis à
la dictature militaire.

Toute la pensée de Bolívar trahit une peur constante du désordre social.
Cela le conduit à proposer, dans la Constitution qu'il rédige pour la
Bolivie, la notion de présidence héréditaire, qui limiterait les risques inhé-
rents à de trop fréquentes élections. Pour éviter que se reproduise la situa-
tion haïtienne, Bolívar envisage un moyen de succession plus sûr : le prési-
dent nommerait le vice-président comme son successeur. On éviterait ainsi
les aléas des élections, ce fléau des Républiques, et l'anarchie qui menace
les gouvernements populaires.

Pour Santander, ces idées sont de "dangereuses nouveautés". Elles sont
d'ailleurs vivement critiquées par les intellectuels, qui estiment que ce sys-
tème compliqué et absurde ne ferait que maintenir une agitation sociale
permanente, l'insurrection restant le seul moyen de faire pression sur le
président ou de le démettre de ses fonctions.

Bolívar sous-estime la force des avocats, des fonctionnaires et des
hommes politiques qui entourent son rival. Il ne saisit pas vraiment

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Téléphone : 48 07 80 00

l'importance de cette classe moyenne héritée de la bureaucratie coloniale, qui se révélera capable d'établir des alliances avec les chefs de guerre pour imposer un projet politique plus libéral que le sien. Au fond, Bolívar ne diffère pas de mesurer les nuances qui existent entre la société de la Nouvelle-Grenade et celle de son Venezuela natal.

De fait, des différences importantes marquent les trois Républiques qui composent la Grande Colombie, mais celles-ci ne sont pas toujours perçues par les protagonistes de l'époque. Dans la Nouvelle-Grenade et en Équateur, la structuration de la société est directement héritée de la Colonie. En revanche, au Venezuela, de violents affrontements ethniques ont bouleversé l'ordre ancien et la population paysanne est moins soumise aux relations traditionnelles de domination et soumission. Bolívar ne peut cacher sa surprise lorsqu'il découvre la société de Popayán, hiérarchisée et patriarcale, placée sous l'hégémonie des grandes familles. Peut-être a-t-il conservé et généralisé abusivement cette image d'une société coloniale bien vivace, sous-estimant les changements introduits par l'indépendance. Peut-être ne perçoit-il pas combien les habitants de la traditionnelle Popayán sont différents de ceux de Bogotá, Tunja ou Pamplona qui incarnent une pensée plus urbaine et démocrate...

Sociétés traditionnelles et modernes, deux logiques différentes

Quoi qu'il en soit, Bolívar estime que l'égalité théoriquement offerte aux citoyens par la République occulte en réalité des relations de dépendance et de solidarité propres aux sociétés traditionnelles.

Mais l'existence de ces liens qui unissent entre eux les individus évite précisément que ne se réalise sa prophétie apocalyptique sur le chaos qui devait naître de l'application des principes démocratiques dans une société profondément inégalitaire. L'intensité des relations sociales informelles empêche tout risque d'anarchie, car les élites modernisatrices sont aussi les autorités reconnues dans la société traditionnelle. Elles s'imposent dans le système démocratique grâce au vote des petites villes et des villages, attachés aux propriétaires terriens ou à la bourgeoisie par des liens de parenté et de clientélisme. Les élites éclairées jouent ainsi un rôle de médiatrices dans la diffusion du nouveau discours politique au sein de la société traditionnelle.

D'une certaine façon, le pragmatisme de Santander révèle une meilleure connaissance de cette réalité et dénote son souci de s'appuyer sur les forces sociales existantes. Le cas du général José María Obando illustre bien la façon dont les partisans de Santander s'immiscent dans les réseaux traditionnels.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél. : 01 48 06 48 80
diffusion@clm.fr

Obando avait hérité de son père adoptif, l'Espagnol Juan Luis Obando, d'une vaste clientèle politique¹⁶ dans la région de Patia, où il possédait des haciendas. On avait créé des postes publics. Cela permit au futur général de diffuser une ligne loyaliste qui tint en échec les patriotes de 1819 à 1822. Après la conquête sanglante de Pasto par l'armée de libération, Obando - défait - fut considéré comme la personne indiquée pour convertir la population à la cause des vainqueurs. Nommé commandant militaire de la ville en 1825, il s'efforça de gagner la confiance de propriétaires, quasiment ruinés par la confiscation de leurs domaines, et obtint que ces biens soient restitués à un grand nombre d'entre eux. En 1826, à la demande de la population, il est nommé gouverneur, ce qui fait de lui l'intermédiaire naturel entre le gouvernement et les provinces du sud du pays.

Le pouvoir d'Obando se base sur deux mécanismes distincts : d'une part la dépendance de ceux qui sont habituellement soumis à un maître, et d'autre part la sympathie de la population envers le gouvernant qui se fait l'interprète de leurs aspirations. Obando, à l'image des nombreux notables locaux en phase d'ascension sociale, se sent menacé par le projet de Bolívar. Il craint qu'un pouvoir centralisateur reposant sur les élites nationales ne mette en danger ses ambitions régionales. Il se rallie donc à Santander, considéré comme le coordinateur potentiel des nouveaux chefs locaux et opposé à l'oligarchie traditionnelle.

Vice-président, Santander met sur pied une administration qui devient l'alliée des classes sociales ascendantes issues de la société traditionnelle. Très tôt, en 1819, il tente de provoquer une certaine mobilisation populaire. En 1822, il fonde la Société Populaire, club politique auquel il tente de faire participer les artisans¹⁷. Mais une partie de la presse de Bogotá qualifie son attitude de jacobine. « Ne voyez-vous pas - écrit un journaliste - l'impression que laisse un tel discours dans l'esprit du peuple ? Il rend insupportable à ses yeux les limites fixées par l'autorité et l'incite presque à la sédition et au pillage ». La représentativité des membres de la Société Populaire est mise en doute, ainsi que leur capacité pour juger et décider au nom du peuple : « Et ce petit groupe de personnes qui prétend parler au nom du peuple et déclare que celui-ci demande, désire, souhaite, approuve ou désapprouve ceci ou cela : de quel peuple parle-t-il ? De l'auditoire qui le compose, représenté dans sa majorité par des artisans et des journaliers, voire même par des femmes ? »

Une mobilisation populaire suppose l'existence d'une population dégagée des liens d'asservissement de la société traditionnelle, échappant au contrôle des propriétaires et des notables. Cette population - nous l'avons mentionné précédemment - est présente dans les zones isolées de climat chaud, sur les versants de la cordillère et dans les vallées inter-

16. Population soumise à l'autorité d'un notable local, qui lui doit loyauté et bénéficie de sa protection (NdT).

17. Les artisans - principalement des cordonniers, tailleurs, forgerons et maçons - formaient l'essentiel de la population active de Santafé, où les manufactures étaient inexistantes.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
36, rue Saint-Sabin
75010 Paris
tél. fax 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Une démocratie sans peuple

C'est ainsi que se forme un système politique que l'on pourrait qualifier de démocratie sans peuple. La fracture existante entre le peuple réel et le peuple fictif deviendra plus tard la source de graves malentendus qui remettront en cause la légitimité et la légalité du pouvoir. Elle provoquera en particulier l'irruption sur la scène politique d'intermédiaires de toutes sortes entre gouvernants et gouvernés : *gamonales*, *caciques* et *caudillos*¹⁸. Ces personnages deviennent rapidement d'indispensables médiateurs entre deux univers : d'une part, l'État moderne, avec son discours émaillé de références au peuple, à la démocratie, au suffrage, à la liberté et à la souveraineté populaire, et d'autre part la société traditionnelle.

Le *cacique* est une autorité de la société traditionnelle, qui maintient son pouvoir grâce à des liens de solidarité dérivés des relations familiales¹⁹ et du voisinage, mais qui appartient en même temps au monde moderne, grâce à sa culture politique. Dominant bien le discours républicain, il l'utilise pour mobiliser la population, le faisant ainsi connaître aux secteurs populaires en même temps qu'il en interprète le sens à sa façon. Dès le début de l'ère républicaine, la grande majorité de la population découvre le jeu politique moderne à travers l'agitation provoquée par les *caciques* à l'occasion des périodes électorales.

L'historien anglais Malcom Deas décrit ainsi la lutte politique des *gamonales* : « Malgré un exercice restreint du droit de vote, une urbanisation insignifiante, l'existence d'une société esclavagiste peu perturbée par les guerres d'indépendance et le prestige tiré de ces luttes, la politique a toujours été considérée comme un exercice difficile et souvent dégradant. La correspondance du général Mosquera nous en donne une illustration. Dans sa lutte farouche et victorieuse contre les intérêts du patronat et les menaces du gouvernement, Mosquera a pu pénétrer dans les quartiers artisans grâce à de la bière, de la musique, des feux d'artifice, des grillades, des combats de coqs et quelques journaux. Il lui a fallu tracer des routes pour satisfaire tel ou tel village, visiter et convaincre les indécis, isoler les partisans des autres candidats »²⁰.

18. Le *cacique* est un notable et dirigeant local. L'autorité du *gamonal* s'étend sur plusieurs localités. Quant au *caudillo*, il domine une petite région, voire un département.

19. En particulier le "*compadrazgo*" : lien qui unit le parrain d'un enfant avec les parents de celui-ci (NdT).

20. Deas, Malcom, *Algunas notas sobre la historia del caciquismo en Colombia*. Revista de occidente, Madrid, oct. 1973, n° 127, p. 119.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Téléphone : 01 48 06 48 88
diffusion@clm.fr
www.clm.fr

L'absence de pouvoir fort au niveau national et le besoin d'asseoir leur légitimité politique obligent les *gamonales* et les *caciques* à faire appel en permanence aux *caudillos* populaires, qu'ils soient du milieu rural ou de quartier urbain. Il leur est nécessaire de les mobiliser lors des révoltes qui surviennent régulièrement à l'occasion des élections. Il faut bien reconnaître que de cette façon a pu s'établir une sorte d'unité symbolique du pays, un peu précaire il est vrai, mais acceptée par la majorité des habitants. Le sentiment d'appartenir à une nation s'est diffusé dans la population, n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des EOLM.

Le système mis en place par les *caciques* exerce bientôt une forte influence. Mariano Ospina Rodríguez, l'un des fondateurs du parti conservateur, l'observe avec beaucoup de clairvoyance et commente, à propos des élections de 1848 : « Si l'on tient compte de leur vote et de leur conduite au cours des révoltes, des villages entiers semblent appartenir aux libéraux. Mais si l'on examine de près leur population, on se rend compte que cela n'est qu'une apparence. Tout cela vient du fait que, dans le village, il existe une personne influente de par sa fortune ou son éducation, qui est parente de l'un des dirigeants du parti, qui a été défendue par un avocat rouge lors d'un procès, ou qui a un adversaire conservateur ou quelque chose comme cela. C'est pour cette raison qu'elle travaille avec les rouges et vote pour eux. Mais ni cette personne, ni celles qui sont sous son influence, ne connaissent les principes du parti qu'ils soutiennent ou ceux de l'autre parti. Ils désirent simplement que triomphe le parti de tel individu, dont ils ignorent tout des opinions ».

Avant de constituer des affrontements doctrinaires entre partis, les élections passent par une mobilisation de la population par les *caciques*, les *gamonales*, et les *caudillos*, qui se disputent leurs clientèles politiques dans une stratégie d'accès au pouvoir local. C'est seulement après 1860 que les guerres civiles détermineront le comportement électoral des centres urbains, en créant des adhésions politiques plus solides. Les solidarités nées des affrontements armés convertiront durablement les villes à la cause libérale ou conservatrice.

Le contraste entre la modernité du discours et l'archaïsme de la société caractérise la vie politique colombienne depuis l'origine de la République jusqu'à nos jours. La persistance de solides caractéristiques traditionnelles explique en partie la forte influence de l'Église catholique dans la société. Son poids aura de profondes répercussions politiques, car la question de sa présence dans la société et dans l'État constituera bientôt l'un des principaux sujets d'affrontement entre les libéraux et les conservateurs.

L'influence de l'Église catholique dans la vie sociale et politique se manifeste clairement lors de la disparition de Santander. Depuis la mort de Bolívar, le pays était gouverné par une coalition dirigée par son rival et soutenue par une curieuse alliance entre les bureaucrates et les petits chefs

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
local. Certains, parmi les partisans modérés du chef du gouvernement
cherchent alors une alliance avec la hiérarchie catholique et des militaires
anciens partisans de Bolívar. Ils fonderont plus tard le parti conserva-
vateur. A la mort de Santander, l'un d'entre eux, José Ignacio de Márquez
remporte les élections, ce qui provoque la rébellion des dirigeants régio-
naux les plus radicaux. Mobilisant leurs troupes, ces derniers s'empres-
sent de s'autoproclamer. Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Suprêmes (1839-1841). Mais les insurgés manquent de commandement
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
coordonné et la hiérarchie catholique décide d'appuyer le gouvernement
élu de Márquez. Une armée nationale composée par des vétérans de
l'indépendance - anciens partisans de Bolívar - provoque leur défaite.

Une fois la guerre terminée, les libéraux continuent de s'opposer aux
réformes des conservateurs en mobilisant les artisans de Bogotá et
d'autres centres urbains, la population pauvre des villes comme Cali, les
paysans des zones de colonisation récente et les citoyens de villes secon-
daires, qui contestent la suprématie des vieilles cités coloniales. Ils entraî-
nent également à leur suite les classes moyennes à la recherche d'une
ascension et d'une reconnaissance sociales, sorties des collèges républi-
cains pour former une nouvelle génération d'intellectuels, de cadres et de
fonctionnaires. En 1849, ils remportent les élections présidentielles et arri-
vent au pouvoir.

C'est à partir de ce moment que s'engage une âpre polémique autour
de l'Église, et que les luttes religieuses font irruption sur la scène poli-
tique. Les libéraux remettent en cause l'utilisation de la religion comme
instrument de gouvernement, ainsi que la présence de jésuites dans le sys-
tème éducatif. Pour contrecarrer l'appui de la hiérarchie catholique au
gouvernement conservateur, ils cherchent à séparer l'Église de l'État. En
demandant que les curés de village soient élus par une assemblée de pères
de famille, ils tentent de saper l'autorité des responsables ecclésiastiques.
Les jésuites sont même expulsés et l'archevêque Mosquera contraint à
l'exil. Mais cette opposition ne produit pas les effets escomptés, bien au
contraire. En faisant des conservateurs les défenseurs des intérêts ecclé-
siastiques, les libéraux contribuent à resserrer les liens entre l'Église et
l'État.

Ces affrontements provoquent bientôt la polarisation de deux sous-cul-
tures politiques. L'une d'elles a recours à la religion catholique comme
une source de légitimité et un facteur de cohésion sociale. L'autre fonde
son pouvoir sur des appels à l'adhésion populaire, rendus timides par la
crainte de provoquer des débordements que les classes dirigeantes ne
pourraient contrôler.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Jabin

Les Sociétés démocratiques et la victoire des libéraux

75011 Paris

Le fatras des événements sur une série de conflits qui éclatent en des lieux différents, entre juillet 1848 et décembre 1854. Cette période agitée débute par une insurrection qui représente sans doute l'expression la plus profonde de la "peur du peuple" au cours du XIX^e siècle. Elle coïncide avec un vaste programme de réformes sociales, entreprises par les libéraux à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Les jeunes libéraux de ce milieu de siècle sont profondément marqués par l'insurrection parisienne de 1848. Ils reçoivent de plein fouet les idéaux du socialisme utopique de Saint-Simon, Louis Blanc, Fourier et Proudhon, auxquels s'ajoute l'exaltation dispensée par la littérature romantique française.

Convaincus de représenter une nouvelle élite en charge de réaliser une véritable révolution sociale, ils introduisent une lecture simplifiée des émeutes parisiennes, revendiquant pour eux-mêmes le rôle des "rouges" (socialistes ou communistes) et taxant leurs opposants de "nobles" (partisans de l'absolutisme monarchique). Le petit artisan libéral devient alors aussi radical que le prolétaire parisien et les idées européennes se convertissent en instruments politiques, sans pour autant alimenter la pensée ni correspondre réellement aux intérêts en présence.

Jusqu'en 1848, les seuls habitants exerçant véritablement leurs droits de citoyens se trouvent parmi les prêtres, les propriétaires terriens éclairés, les fonctionnaires, les étudiants et divers autres représentants de l'élite culturelle. Uniques acteurs politiques dans la société républicaine, à la fois issus des milieux traditionnels et précurseurs du monde moderne, ils sont - pour les libéraux désireux de diffuser leurs idées - des vecteurs incontournables. Le projet des libéraux est de remplacer les anciennes solidarités entre individus par des adhésions à des idées et à un parti. Il s'agit de propager un imaginaire social issu de la culture démocratique, où l'homme traditionnel cède la place au citoyen ayant accompli une "révolution des valeurs", animé par une vision individualiste et égalitaire des relations sociales et politiques.

Les instruments grâce auxquels les libéraux engagent cette mutation sont les Sociétés démocratiques. Initialement conçus comme de simples prolongements de leur parti, ces cercles politiques, créés par Santander sous le nom de Sociétés populaires, connaissent des résultats inespérés et se transforment progressivement en de véritables courroies de transmission des idées libérales. Leur travail de politisation débute avec la Société démocratique de Bogotá, qui rassemble des artisans et joue un rôle décisif à l'occasion des élections de mars 1849. Aucun des trois candidats en lice n'ayant obtenu de majorité absolue au premier tour, le choix du président demeurerait entre les mains du Congrès. Celui-ci, sous la pression des

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
membres de la Société, se prononça en faveur du libéral José Hilario López.
38, rue Saint Sabin
75011 Paris

Devant ce succès les libéraux décident de promouvoir la création de Sociétés démocratiques sur tout le territoire de la Nouvelle-Grenade, ce qui est fait avec une surprenante rapidité. Le gouvernement inscrit dans son programme le développement de Sociétés bâties sur le modèle de celle de Bogotà. En trois ans, à peine, 120 d'entre elles verront le jour dans tout le pays. Certaines sont fort importantes : celle de Cali compte un millier de membres, celle de Bogotà plus de deux mille. Conçues dans le but précis

d'apporter un soutien au gouvernement de López, elles sont fondées le plus souvent au moyen d'ordonnances édictées dans les provinces acquises au gouvernement et grâce au prosélytisme des chefs politiques²¹ proches du parti libéral. Leur expansion constitue un événement majeur. En 1852, elles représentent une force politique considérable.

L'idéal égalitaire qui anime leur discours républicain rassemble les marginaux, les métis exclus de la vie politique et les esclaves. A Cali, la première Société, créée en 1849, regroupe immédiatement plus d'un millier d'adhérents dont la majorité, selon le conservateur José Manuel Restrepo, est composée de «Noirs et métis insolents, peu soucieux de respecter les lois et l'ordre public, qui ne pensent qu'à satisfaire leurs haines et leurs viles passions».

La diffusion des Sociétés offre bientôt aux libéraux une implantation sur tout le territoire national, ce qui leur permet de disposer en tous lieux d'agents acquis à leur cause et de faire montre d'une grande capacité à recruter des groupes armés pour porter secours au gouvernement. C'est ce qu'ils font à l'occasion du soulèvement conservateur de 1851. L'un des membres du gouvernement et promoteur de cette stratégie défensive, Victoriano de Diego Paredes, signale ainsi : «La raison pour laquelle les nobles détestent et médisent des Sociétés démocratiques, c'est la résistance qu'elles leur opposent dans leur tentative de renverser le gouvernement. Partout où il y a des Sociétés démocratiques, les villages se sont soulevés en masse, pleins d'enthousiasme pour la défense du gouvernement. En avant, donc, vers la création et l'essor de Sociétés de cette sorte : ce sont les meilleures écoles pour les masses. Grâce à elles, tous ces individus qui, par malheur, n'ont pu recevoir une éducation leur permettant de savoir ce qu'ils valent dans la société, pourront enfin connaître leurs droits».

Pour conjurer la rébellion conservatrice, les chefs politiques mobilisent les Sociétés démocratiques, distribuant des armes consignées dans des dépôts officiels. Mais une fois le conflit terminé, il leur est impossible de récupérer tous les fusils. C'est ainsi que les membres des Sociétés démocratiques s'arment aux frais de l'État.

21. Fonctionnaires de rang inférieur à celui du gouverneur, mais plus élevé que celui des maires, les chefs politiques étaient chargés de l'administration des cantons. Alors que les maires restaient bénévoles, les chefs politiques recevaient un salaire. De fait, il s'agissait de cadres du parti au pouvoir.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Téléphone 01 43 20 43 88
L'Aspirant, fl.

La fondation de ces groupes représente un risque considérable pour le pouvoir. Nouveaux intermédiaires entre l'élite et les bases populaires, ils diffusent en effet un discours révolutionnaire inspiré par le précédent parisien. Ils assurent, dans la mobilisation suscitée à l'occasion des guerres civiles se basant sur les liens familiaux, la loyauté envers les propriétaires terriens, l'attachement à une région ou les solidarités traditionnelles de la société. Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Avec le discours des libéraux, ces liens se distendent au profit de l'adhésion à des principes. Pour l'organisation politique, déjà fragile, le danger est de ne pouvoir contrôler une augmentation brutale du nombre des citoyens activement impliqués dans la vie politique.

Ce risque est d'autant plus grand que le climat social se détériore rapidement. Après avoir perdu le pouvoir en 1849, les conservateurs deviennent des fanatiques exaltés. Ils cherchent les moyens de soulever la population en leur faveur, et font appel pour cela aux principes religieux attachés à l'idéologie conservatrice, en commençant par accuser les libéraux d'athéisme. Avec la même détermination méthodique dont ont fait preuve leurs adversaires lors de la création des Sociétés démocratiques, les conservateurs utilisent l'anticléricalisme des libéraux comme une arme de guerre afin de mobiliser leurs partisans.

De cette manière, l'organisation des deux partis change profondément. Les cercles politiques élitistes d'avant 1848 se transforment en vastes fédérations pour qui la mobilisation populaire devient essentielle, aussi bien lors des élections qu'à l'occasion des affrontements armés. Sur la nouvelle scène politique inaugurée en 1849, ils soulèvent leurs troupes au nom des principes qui fondent leur pouvoir. Pour les libéraux, l'autorité est une expression de la souveraineté populaire, il convient donc de garantir le droit à la citoyenneté à ceux qui en sont jugés exclus. Pour les conservateurs, c'est l'autorité divine qui donne sa légitimité au pouvoir, et ceux qui s'y opposent sont considérés comme des athées. Peu à peu, l'affrontement politique prend un caractère de guerre sainte, de croisade religieuse.

Le peuple "qui se refuse à accepter ce qui est bon"

Dans certaines régions, le succès des Sociétés démocratiques est obtenu au prix d'une subordination de la stratégie du parti libéral aux intérêts locaux. Non pas que le parti soit dans l'incapacité de gérer les divergences des notables, mais parce que tactiquement parlant, il est plus efficace d'exploiter les luttes régionales et d'aviver les conflits que d'essayer de les résoudre. Les libéraux parviennent ainsi à provoquer une forte mobilisation populaire, ce qui leur permet de remporter d'importants succès. Cette stratégie n'est cependant pas exempte de risques pour la

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
direction du parti, qui craint de se voir débordée par le radicalisme de cer-
taines de ses Sociétés, comme celle des artisans de Bogotá.

Le mouvement démocratique s'organise ainsi, de façon différenciée d'un régime à l'autre, au gré de la structuration sociale et des conflits. Son expansion dans la Vallée du Cauca présente de fortes différences avec les provinces de Santander ou d'Antioquia. La vallée est un lieu traversé de conflits économiques, sociaux et raciaux. Depuis la fin de l'époque coloniale, la fuite des Noirs a pris une telle ampleur qu'elle remet en cause le système esclavagiste. De nouveaux groupes de population, comme les métis, les mulâtres et les Blancs pauvres, cherchent désespérément leur place dans une société restée coloniale et très fermée.

Après les guerres d'indépendance, particulièrement cruelles et coûteuses en vies humaines dans cette région, les grands propriétaires tentent sans grand succès de restaurer leur autorité sur les esclaves et les autres travailleurs. Pour eux, le fait d'arriver au pouvoir au niveau des instances régionales et même du gouvernement leur permet de prolonger le système esclavagiste, sans pour autant résoudre les conflits qui déchirent leur province, et qui ont tendance à s'aggraver.

Quand éclate la guerre des Suprêmes, le général José María Obando fait campagne grâce aux esclaves, promettant la liberté à ceux qui rejoignent ses rangs. Bientôt, les notables sont dans l'incapacité de réduire la mobilisation provoquée par cette initiative. Il faut dire que les esclaves ne sont pas les seuls à leur causer des difficultés : une large frange de population urbaine et rurale, constituée de classes moyennes, lutte pour être mieux reconnue. Ses efforts sont infructueux, car dans cette société qui continue à fonctionner comme au temps de la Colonie, l'ascension sociale ne récompense pas l'ardeur au travail : elle est déterminée par la naissance. C'est pour cette raison que des commerçants, parfois aisés, s'unissent aux revendications d'artisans modestes et de militaires de carrière sans le sou. Ce qui les unit n'est pas leur situation économique, mais leur condition ethnique. Ils appartiennent, pour la plupart d'entre eux, à ces castes métisses juridiquement libres mais reléguées à l'arrière-plan de la société locale au nom de principes discriminatoires. Pour réclamer une participation politique à la vie de la cité, ils se regroupent autour de José María Obando, dont le discours éveille l'espoir de ceux qui sont marginalisés par le pouvoir. Dans tout l'ouest de la Nouvelle-Grenade, Obando rassemble une hétéroclite coalition d'exclus.

Obando remporte plusieurs batailles avant d'être finalement vaincu. Après sa défaite, les propriétaires terriens déclenchent une répression féroce contre les esclaves qui l'ont suivi et édictent des décrets qui leur permettent d'accentuer leur pouvoir²². Plusieurs endroits reculés de la région se convertissent alors en lieux de refuge pour les esclaves en fuite

22. Ces décrets concernaient les fils d'esclaves affranchis, âgés de 18 à 25 ans, qui devaient se soumettre au paiement d'un impôt et demeurer au service de leurs anciens maîtres. Ceux qui s'y refusaient étaient enrôlés de force dans l'armée. Ces mesures répressives encouragèrent les fugues et l'adhésion aux bandes de guérilla.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
qui, armés et organisés en bandes, poursuivent la résistance contre les propriétaires. Leurs actions de guérilla sont bientôt appuyées par des Indiens de la région de Tierradentro, partisans d'Obando.

Ces tensions s'entremêlent et s'auto-alimentent mutuellement, débouchant parfois sur des affrontements entre partis politiques. Les heurts s'aggravent à partir de 1848, à cause de terres communales proches de Cali.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECEM.
Depuis la fin de l'époque coloniale, les habitants de Cali se plaignaient des grands propriétaires qui occupaient illégalement les communaux. En 1831, ceux qui, citadins ou ruraux, possèdent le droit d'usufruit sur les terres communales, se soulèvent et sont brutalement réprimés par le général Vicente Borrero, grand propriétaire terrien. En 1848, ils détruisent les clôtures, mais celles-ci sont rapidement remises en état. La population la plus pauvre voit ainsi ses droits bafoués.

Ce problème était important, car les terres communales étaient utilisées par un grand nombre d'habitants sans autres ressources. Un chroniqueur de l'époque relate ainsi : « Plus de mille personnes parmi les plus démunies y gardaient leurs vaches, leurs bêtes de somme et d'autres animaux d'élevage. Une grande quantité de familles indigentes coupaient du bois et faisaient du charbon, obtenant de ce travail à peine de quoi vivre ou subsister. Eux et leurs enfants se voyaient soudainement dépossédés, sujets à la mendicité, n'ayant plus où construire leurs cabanes. Les pauvres femmes, avec leurs enfants encore si jeunes, et leurs frères, tous étaient les ennemis jurés des clôtures posées par les propriétaires »²³.

Les libéraux, prenant exemple sur la stratégie d'Obando, prennent fait et cause pour la population spoliée et confortent leur position. Contrôlant la municipalité de Cali, ils tentent à plusieurs reprises d'obtenir la restitution des terres injustement usurpées, sans jamais y parvenir. Il faut dire qu'ils préféraient entretenir cette querelle, qui leur permettait de harceler les propriétaires conservateurs, plutôt que de rechercher une solution définitive...

Quoi qu'il en soit, le parti libéral, utilisant habilement les conflits locaux, réussit à s'établir dans tout le pays et à mobiliser la population contre les autorités traditionnelles. Dans le sud, bastion conservateur, il réussit même à affirmer sa supériorité. Bien sûr, pour l'élite politique du pays, il était porteur d'un projet alternatif d'organisation de l'économie et de l'État. Mais pour une grande partie de la population, marginalisée par les oligarchies régionales, il représentait simplement l'instrument leur permettant de déstabiliser les anciennes autorités, ou pour le moins de leur disputer une partie de leur pouvoir.

23. Ramon Mercado, *Memoria sobre los acontecimientos en el Sur*. Bogotá, 1849.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
48 06 48 86
diffusion@clm.fr
www.clm.fr

C'est dans ce contexte que se manifeste la tendance de la population à rechercher par ses propres moyens une solution aux conflits. Avec la mise en place du gouvernement libéral apparaissent des bandes armées qui, la nuit, vont détruire les clôtures des grands propriétaires conservateurs, sans que les autorités ou l'armée ne tentent de les arrêter. Débute ainsi dans la région de Cali ce qu'on appellera la guerre du fouet, où l'ECOM, des troupes de libéraux frapper les propriétaires conservateurs. Un voyageur relate ainsi «le saccage dont ont été l'objet de florissants domaines, œuvre de ceux que l'on nomme *perreristas* à cause de l'usage qu'ils font du *perrero*, une sorte de martinet pour chiens, largement connu et utilisé ici, confectionné avec des lanières de cuir et pourvu d'un manche de bois. Les maîtres sont fouettés chaque fois qu'ils se font attraper et nombre d'entre eux durent supporter cette ignominie. D'autres ont abandonné leurs propriétés et sont partis vivre dans les grandes villes, plongés dans la misère jusqu'à ce que le danger soit passé».

Le gouverneur, désireux de conforter les libéraux, décide d'enrôler des volontaires civils pour constituer une Garde. Les conservateurs s'y refusant, cette force armée est bientôt constituée de Noirs libres, d'artisans et de paysans, c'est-à-dire de "démocrates", comme on appelait alors ceux qui avaient adhéré au libéralisme à travers leur affiliation aux Sociétés démocratiques. La réponse des conservateurs fut de recourir à la violence. En 1851, éclate la rébellion de Jamundi et Caloto, rapidement réprimée par la Garde nationale. Elle est suivie par des émeutes et des rixes entre la Société démocratique et l'association formée par les conservateurs, appelée "les Amis du peuple". En même temps, les bandes armées parcoururent la campagne et les villages, attaquant les conservateurs et leurs propriétés.

Cette situation ne va pas sans inquiéter les dirigeants libéraux, incapables de contrôler les débordements des militants armés de fusils. L'un d'entre eux écrit ainsi au président José Hilario López, à propos de la situation "en rien encourageante" de la région du Cauca : «Nous vivons dans un état d'urgence permanent. Le gouverneur serait certainement utile dans un autre contexte, mais il s'avère incapable d'affronter la situation actuelle. Le peuple est découragé par le manque de dirigeants fermes et énergiques. Il est libre et courageux plus que tout autre, mais la Vallée a trahi la bonne cause. Les responsables de la Société démocratique ont annoncé au peuple sa souveraineté sans mesure ni précaution, sans l'avertir qu'il devait avant tout respecter la loi et l'autorité».

Les affrontements deviennent si fréquents que le comportement des membres de la Société démocratique de Cali devient un sujet de préoccupation dans tout le pays, et particulièrement pour le gouvernement. Le pré-

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
sident reçoit des plaintes de plus en plus nombreuses de libéraux préoccupés par ces excès, imputés à une mauvaise compréhension de la doctrine politique diffusée à l'intérieur des Sociétés démocratiques. L'un d'entre eux rapporte ainsi avoir été « blessé en apprenant ces événements punissables, scandaleux, causés par des partisans du gouvernement et - pire encore - par ses propres agents, alors qu'à Bogotà ne nous parviennent que des échos confus et invraisemblables. Des scélérats qui ne manquent jamais dans aucun des partis, viennent, par une fatalité bien regrettable, grossir le nôtre. Hypocrites, ils se sont efforcés de dénaturer les événements, les faisant apparaître aux yeux de celui qui pourrait les condamner et les punir, comme simples et innocents, comme un accouchement virginal de la démocratie ». Cali lui a fait « verser une larme de commisération, écrit cet observateur. Ses habitants, dont la couleur politique nous est contraire, sont persécutés de façon brutale et féroce, presque uniquement par la race noire qui est si nombreuse et si cruelle dans ce pays ». Dénonçant l'usage de la force publique au service d'intérêts de certains groupes, il rapporte que « lundi, une troupe considérable est partie en direction de Palmira, armée de fusils et de lances. Ceux qu'on appelle les libéraux disposent d'un armement appartenant à l'État, distribué par le gouverneur aux défenseurs les plus honnêtes et les plus déterminés de nos institutions. Il s'agissait de redonner la liberté à quelques prisonniers en attente d'un jugement, poursuivis pour avoir, semble-t-il, causé des dommages à je ne sais quelle famille... »

Le gouverneur en question, critiqué pour « l'action immorale de certains libéraux qui discréditent le parti » répond que « ces nobliaux l'ont bien mérité », ajoutant qu'il ne s'agit là que de divertissements offerts par la démocratie. A ses contradicteurs, qui l'accusent de défendre ceux qui manient le fouet, il rétorque que la violence ne naît pas « des infractions de la plèbe, mais de divergences politiques ».

Cette violence se prolongea durant plusieurs décennies, avec une intensité variable. On peut l'interpréter comme le signe d'une crise de l'ordre social esclavagiste marquée par la difficulté, pour les grands propriétaires terriens, d'établir de nouveaux mécanismes de contrôle et de soumission des travailleurs. C'est ce souci qui les anime lorsqu'ils tentent de s'approprier les terres communales proches des centres urbains : plus qu'à s'approprier de nouveaux espaces pour les cultiver, ils cherchent à obliger une population sans ressources à travailler dans leurs *haciendas*. Les multiples protestations causées par leur attitude sont restées isolées, jusqu'à ce que le parti libéral décide de rassembler les exclus et de les organiser, afin de conforter la légitimité de son pouvoir.

Le fascisme est la négation de la liberté, égalité, possession collective de la terre - entre amis et en harmonie avec le sentiment qu'avait le peuple de la violation d'une sorte de "Constitution non écrite", un pacte consensuel qui régissait ses relations avec les grands propriétaires depuis l'époque coloniale. Dans la culture populaire, la guerre du fouet se justifie par la rupture à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Le non-consensus qui garantissait un certain bien-être public en période de crise. L'idéal politique moderne des libéraux parvient ainsi à se conjuguer avec la logique traditionnelle de la société de Cali.

Le conflit suscite la participation du peuple de Cali, composé de Noirs libres, d'esclaves en fuite et de Blancs pauvres. Aux côtés des journaliers, des cultivateurs, des métayers et - dans une moindre mesure - des artisans, on trouve des vagabonds, des délinquants et des mendiants. Mais ceux-ci comptent également avec l'appui d'une partie de ce que l'on pourrait appeler l'élite culturelle, appartenant aux classes moyennes ou aux familles pauvres de propriétaires terriens. On y trouve des commerçants, des avocats, des professeurs, des prêtres et quelques militaires.

C'est le cas du prêtre Manuel María Alaix qui organise, dans la ville voisine de Popayán, des cercles politiques chargés de défendre le gouvernement. Dans une lettre adressée au président López, il écrit : « Je vous ai dit que j'allais installer un club révolutionnaire et c'est ce que j'ai fait. Il est formé d'une trentaine de membres, qui ont accueilli mes idées avec un extraordinaire enthousiasme. Ils se réuniront demain soir et vous y verrez une société organisée à la française. Avant de procéder à l'admission des membres, on a exigé d'eux de prêter le serment du secret [...]. J'aimerais que nous arrivions à une vraie rupture [avec les conservateurs], pour que la question soit réglée par les armes et non par des déclarations ».

Personnage de la même veine, Nepomuceno Nuñez Conto est avocat, métis et activiste libéral. Chargé de créer des Sociétés démocratiques dans la Vallée du Cauca, lui aussi écrit au président López. « Il n'y a ici qu'une demi-douzaine de libéraux, qui travaillent avec moi depuis un peu moins d'un an, avec bon sens et détermination, à l'organisation d'une Société démocratique. Nous voulons faire connaître au peuple ses droits et ses devoirs et lui donner le courage de les réclamer. Nous travaillons à rabattre l'orgueil, le pouvoir et la domination que manifestent ici, plus encore qu'ailleurs dans la République, des membres de l'oligarchie, grâce au prestige de leurs familles, au clergé, à leurs propriétés et à la réputation politique infondée dont jouissent certains parasites ».

Dans la région de Cali, les dirigeants libéraux persistent à soutenir les fauteurs de troubles. La direction nationale du parti libéral s'allie alors aux grands propriétaires conservateurs. La répression qu'ils déclenchent est tacitement approuvée par les libéraux des autres provinces, mais des

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
articles parus dans la presse de Bogota dénoncent les assassinats et les
agressions dont sont l'objet les membres les plus éminents du parti libéral
de la Vallée du Cauca. Le journal El Tiempo admet que les désordres qui
ont éclaté en 1850 et 1851 n'étaient pas justifiables, mais que « le sou-
venir des iniquités dont le peuple a été l'objet était encore vif. Les
cruautés perpétrées contre les Noirs n'étaient que l'expression de ce crime
légal qui est l'esclavage ». Un autre quotidien de la capitale relate la vio-
lence généralisée de la région : « Le Cauca n'est qu'un aimable enfer.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
Jusqu'en 1850, celui-ci était provoqué par l'esclavage et l'oppression du
peuple par les privilégiés. A partir de ce moment-là et jusqu'en 1853,
l'enfer change de camp et les tortionnaires deviennent les victimes. Enfin,
depuis 1854, le Cauca est devenu l'enfer de la vengeance politique ».

Les revendications des initiateurs de la guerre du fouet furent partiellement satisfaites puisqu'à partir de 1853, les terres communales commencent à être restituées et qu'en 1860, des mesures favorables aux espaces collectifs sont décrétées. Mais l'agitation ne cesse pas pour autant et les élites traditionnelles, rassemblées autour du parti conservateur, ne réussiront à rétablir un semblant d'ordre social qu'au siècle suivant.

Crise de la mobilisation populaire

En 1851, il devient évident pour les jeunes partis politiques que la stratégie consistant à mobiliser la population en recherche d'une ascension sociale s'avère dangereuse pour leur propre stabilité. Cette même année, un nouveau conflit est provoqué par la loi du 21 mai, qui abolit officiellement l'esclavage. Cette réforme faisait partie du programme des libéraux avant même qu'ils n'arrivent au pouvoir, mais était restée bloquée par le Congrès à cause d'une forte pression des conservateurs. L'écrivain Medardo Rivas, contemporain de cet événement, déclarait qu'une « propriété sans Noirs pour la cultiver ne valait rien » et beaucoup croyaient qu'avec l'abolition de l'esclavage, la modeste industrie du pays allait périlcliter. Pourtant, le 1^{er} janvier 1852, l'affranchissement des esclaves fut imposé par la loi.

Prévoyant les événements, certains propriétaires avaient vendu leurs esclaves au Pérou ou les avaient libérés pour en faire des fermiers ou des métayers, mais malgré ces mesures de dernière minute, le coup fut terrible pour la société esclavagiste. Un propriétaire décrit ainsi les effets de la loi en la comparant à « un tremblement de terre ».

La réaction des propriétaires d'esclaves ne se fit pas attendre. Dès l'approbation de la loi par le Congrès, ils se lèvent contre elle, ainsi que contre l'ensemble des mesures réformatrices engagées par le gouvernement de López. Dans les provinces occidentales du pays, là où se concen-

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
trent les grands domaines agricoles, l'agitation est particulièrement vio-
lente.
38, rue Saint Sabin

75011 Paris
Le 10 juillet 1848, une rébellion éclate simultanément dans trois pro-
vinces, entraînant rapidement un vaste soulèvement sur l'ensemble du ter-
ritoire. Le gouvernement, grâce à la Garde républicaine, fournit des armes
à 16000 de ses partisans, qui écrasent les conservateurs.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
Les effets de la révolte furent contrastés. D'un côté, la victoire du gou-
vernement lui permit de restaurer son image, ternie par les désordres occa-
sionnés par les Sociétés démocratiques. Certains hommes politiques
modérés qui s'en étaient éloignés revinrent ainsi l'appuyer avec enthousiasme.
Mais d'un autre côté, le gouvernement accrut encore le risque de
ne pouvoir contrôler les futures initiatives des militants appelés à la res-
cousse et armés par lui.

D'autant plus que le mécontentement gronde dans les rangs du parti
libéral, et en particulier parmi les artisans. Ceux-ci avaient mis leurs
espoirs en 1848 dans l'élection de López, et toute leur énergie dans la
création des Sociétés démocratiques de la capitale. En 1851, ils sont
amers: le gouvernement n'a pas tenu sa promesse d'élever des barrières
douanières pour les protéger de la concurrence extérieure et la crise écono-
mique les frappe de plein fouet. Le dirigeant Ambrosio López se demande
si sa situation s'est réellement améliorée depuis l'arrivée au pouvoir des
libéraux: « Quelles garanties a-t-on données aux artisans? Aucune. Des
discours et encore des discours... Mais avec des discours on ne mange pas
et on n'élève pas une famille, fût-elle libérale... Quel désespoir quand on
pense au temps perdu! A la fin de la journée, nous n'avons pas d'argent en
poche, mais des remords et de l'amertume. Le miel des discours avec les-
quels on a voulu nous séduire est un véritable venin qui nous conduit à la
mort. Ce miel maudit, c'est le socialisme que nous ont promis ceux que
nous avons portés au pouvoir et qui ont profité de notre manque d'expé-
rience ».

La fronde des artisans révèle un clivage profond qui marque le parti
libéral. D'un côté se trouve la génération la plus ancienne, qui a connu la
guerre d'indépendance et la guerre des Suprêmes. Toujours inspirée par la
pensée de Santander, elle incarne un libéralisme modéré et reste partisane
de la préservation de certains traits de la société traditionnelle. Ses
membres se définissent comme des "libéraux progressistes" et sont sur-
nommés "les Draconiens". Artisans pour la plupart d'entre eux, ils tien-
nent à conserver les relatifs privilèges accordés à leurs corporations. Grâce
aux Sociétés démocratiques, ils conservent une large emprise sur les parti-
sans du libéralisme.

De l'autre côté a surgi une jeune génération, influencée par les idéaux
de la révolution parisienne de 1848. Elle prône des réformes profondes de
la société et de l'État, visant à les faire entrer de plain-pied dans la moder-

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Le pays des artisans
des diffusions collectives
www.eclm.fr

Malgré un discours apparemment radical, les adeptes de cette tendance, qu'on appelle "Le Golgotha" - appartiennent à l'élite intellectuelle du pays, attachés à la défense de la propriété privée. Issus des couches sociales que les conservateurs, ils s'en rapprochèrent peu à peu. Ce phénomène se confirma à partir des élections présidentielles de 1852, quand les Sociétés démocratiques offrirent leur appui à la candidature du charismatique et populaire José María Obando.
Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

"Les héros sont les fils du peuple"

En 1853, José María Obando arrive au pouvoir et, au Congrès, les dissensions internes au parti libéral éclatent au grand jour. Le nouveau président voit se liguer contre lui les libéraux du Golgotha et les conservateurs. Grâce à eux, le Congrès vote une Constitution fédérale dans le but de réduire l'autorité présidentielle. Un projet de loi présidentiel favorable aux artisans, qui visait à renforcer les barrières douanières, est rejeté et les droits de douane sont même réduits. Dans le but d'affaiblir Obando et les militaires proches des draconiens, le Congrès décide de réduire l'armée de métier. Toutes ces mesures alimentent la crise sociale et politique du milieu du siècle.

Les artisans de Bogotá se convertissent peu à peu en l'avant-garde d'un mouvement de contestation, animé d'une forte conscience de classe. Sentant qu'Obando ne les soutient pas autant qu'il avait promis de le faire, ils menacent de lui retirer leur appui. Un tract distribué à Bogotá le 16 juillet 1853 annonce ainsi: «Si Obando trahit nos espoirs et refuse d'en finir avec la démagogie, il ne manquera pas parmi nous de candidats pour occuper sa place. Les héros sont les fils des mouvements populaires».

Au début du mois d'avril 1854, le Congrès met la dernière main à la loi sur les effectifs militaires, prévoyant de réduire l'armée à 800 soldats et de supprimer le rang de général. Le 16 avril, six cent artisans, armés par les militaires, défilent aux cris de «Vive les artisans et l'armée, à bas les spéculateurs». Le lendemain, ils prennent le pouvoir sous la direction du général José María Melo. Celui-ci offre à Obando de prendre la tête d'une dictature mais, devant son refus, décide d'assumer le commandement du coup d'État.

Ce régime militaro-artisanal fut éphémère. La seule région réellement sous le contrôle des mutins était celle de Cundinamarca. Dans le reste du pays, la coalition des conservateurs et des libéraux du Golgotha mobilise des troupes. Le 4 décembre, les putschistes sont vaincus et les Sociétés démocratiques dissoutes. Le général Melo est condamné à l'exil, Obando destitué de son poste de président et plus de deux cents artisans envoyés au travaux forcés dans les prisons du Panama.

Ainsi prit fin la grande mobilisation populaire du XIX^e siècle. Elle provoqua parmi les libéraux une véritable "peur du peuple", et les laissa pleins de regrets. On mobilisé les masses prolétaires. Leurs craintes se manifesteront plus tard à maintes reprises. Ainsi, en 1868, le dirigeant libéral Felipe Pérez répond au général Julian Trujillo qui lui suggère d'encourager une organisation politique de la population : « Des groupes de cette sorte nous ont conduits au 17 avril 1854 et ne causeront que des regrets et des craintes. Ils ont débouché sur des événements sanglants qui ont désormais rendu illusoire tout espoir d'harmonie jusque dans le plus petit village. Pour maintenir l'unité et la force dans le parti libéral, nous n'avons besoin que d'une fidélité aveugle à nos principes ».

Cette réticence envers la mobilisation de la population permet de comprendre l'élitisme des gouvernements de 1867 à 1880. A partir de ce moment en effet, les libéraux du Golgotha arrivent au pouvoir, mais le parti libéral perd en partie sa capacité à exprimer les intérêts des classes sociales émergentes (classes moyennes urbaines, professionnels, intellectuels, employés de bureau...) ou des exclus (citadins pauvres et surtout colons des zones rurales).

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à l'exception de la République qui a provoqué pas seulement une révolution de la part de droit d'usage commercial et de nouveaux espaces sociaux. Elle marqua l'origine d'une profonde mutation dans l'occupation du territoire. La loi du 25 juin 1824 avait divisé la Colombie en départements, provinces et cantons, élevé de nombreux villages au rang de communes et aboli l'ancienne hiérarchie des privilèges. Mais au cours des vingt ans qui suivirent, ce panorama fut bouleversé de nouveau.

Depuis l'époque préhispanique, la cordillère orientale restait la région la plus habitée du pays. En 1777, 58% de la population de la Nouvelle-Grenade s'y concentrait. Mais à partir de 1851, elle commence à se dépeupler. En effet, avec la législation républicaine, les colons peuvent occuper des terres vierges et constituer librement des villages. Il ne leur est donc plus nécessaire, comme au temps de la colonie, de s'exiler dans des régions reculées pour échapper aux contrôles des autorités. De nouvelles frontières agraires s'ouvrent ainsi, vers lesquelles convergent des mouvements spontanés de population provenant de régions dominées par les grandes propriétés. Plus tard, ces migrations mal contrôlées donneront lieu à de nouvelles mobilisations sociales et à un fractionnement accru du pouvoir politique.

L'expansion de la frontière agraire

En 1850, le géographe italien Augustín Codazzi estime que les terres non cultivées, réparties dans tout le pays, représentent 75% du territoire national. En effet, une bonne partie de la population vit dans les régions de climat froid, alors que les versants de la cordillère, tout comme les vallées andines, sont inoccupés. C'est vers ces contrées que confluent de nombreux colons, qui y fondent leurs villages. Depuis les régions tempérées de Nariño, Cauca, Antioquia, Cundinamarca, Boyacá et Santander se déplace une masse hétéroclite de paysans sans terre, fuyant les guerres civiles ou ayant hérité de parcelles trop exiguës.

Entre 1827 et 1936, 3,2 millions d'hectares de terres non cultivées sont officiellement attribués et, parmi les terres communales, une surface certainement plus importante encore est distribuée de façon illégale.

Rapidement, de grands propriétaires s'approprient eux aussi de vastes étendues, concurrençant les petits colons. Pour obliger les immigrants à

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
travailler sur leurs domaines, ils tentent d'occuper tout l'espace et de les
38, rue Saint Sabin
empêcher de trouver des terres libres. On estime que 75% des nouveaux
1911 Paris
terriens furent attribués à des propriétaires possédant plus de 1 000 hec-
tares. Les propriétés de moins de 100 hectares ne représentaient
diffusions qu'elles
que 11% de la surface colonisée.

Malgré le succès de leur emprise sur les terres vierges, les grands pro-
Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
priétaires ont bien du mal à contrôler la population paysanne. La plupart
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
des colons, d'origine métisse, n'ont pas l'habitude de se soumettre à une
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
autorité... En outre, de nombreux propriétaires ne résident pas sur place et
confient la direction de leur domaine à un majordome. Les liens tradition-
nels de *compadrazgo*, de parrainage ou de voisinage sont faibles et la
cohésion sociale peu marquée.

Les colons, qui ressentent le besoin d'une reconnaissance sociale et
d'une représentation politique susceptible d'assurer la défense de leurs
droits, trouvent un allié avec le parti libéral. Une fois le Golgotha arrivé au
pouvoir, le Congrès vote en 1874, puis en 1882, des lois qui permettent
aux colons de recevoir un titre légal de propriété pour les terres qu'ils cul-
tivent²⁴. L'impact de ces mesures est considérable. Les paysans s'organi-
sent pour lutter contre les tentatives d'expropriation dont ils sont victimes.
Des centaines de groupes se plaignent auprès du gouvernement et récla-
ment d'être défendus contre les usurpateurs. Appuyés par des avocats et
des fonctionnaires proches du parti au pouvoir, ils multiplient leurs
requêtes. Bien sûr, ils n'auront pas toujours gain de cause, mais la nou-
velle législation leur offre des garanties conséquentes et un minimum de
sécurité. C'est ainsi que se peuplent de nouvelles régions et que se déve-
loppent les agglomérations de la Cordillère centrale : Manizales, Medellín
et Río Negro. Bientôt, ces villes se trouvent au centre d'un tissu urbain
recomposé.

C'est également à ce moment que se peuplent des régions comme le
Quindío et la Vallée du Cauca, qui seront au siècle suivant le théâtre d'une
violence généralisée. Le Quindío vit s'établir les premiers colons au
XVIII^e siècle, le long de la route qui reliait la vallée du fleuve Magdalena
au sud et à l'ouest du pays. Mais à partir du milieu du XIX^e siècle, de
nombreux paysans, encouragés par la politique gouvernementale, affluent
des régions voisines et de Boyacá, commencent à défricher les terres et à
construire des villages de façon spontanée, concurrencés par des proprié-
taires plus aisés.

Dans les riches terres de la Vallée du Cauca, les grands propriétaires
avaient créé depuis l'époque coloniale une société refermée sur elle-
même, qui vola en éclats avec la suppression de l'esclavage, l'invasion des
parcelles non cultivées par des paysans sans terre et le démantèlement de
certains domaines, vendus par leurs propriétaires. Les *haciendas* tradition-
nelles se virent bientôt concurrencées par une société paysanne qui les

24. Auparavant, seuls les grands domaines bénéficiaient de titre légaux de propriété.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabm
75011 Paris
Tél. 01 47 00 48 86

pressait de toutes part, ce qui donna lieu à de nombreux conflits. Ceux-ci se succédèrent durant la seconde moitié du XIX^e siècle et culminèrent avec la guerre de 1886. Une fois la paix revenue, les propriétaires prirent un parti de avance en engageant un processus d'industrialisation agricole qui conduisit bientôt à l'apparition d'une classe ouvrière rurale et leur permit de retrouver une forme de contrôle social. Mais dans le nord de la vallée du Cauca, sur les terres moins riches des versants, s'engage un processus de colonisation spontanée semblable à celui du Quindío. Ses habitants, non soumis à l'autorité des propriétaires de la vallée, s'opposent fréquemment aux élites locales. Malgré l'intermédiation du parti libéral, qui établit quelques fiefs sur les hauteurs, de nombreux conflits agraires et des guerres de partis éclateront, au cours du XX^e siècle, dans les régions de montagne.

Au niveau national, l'ouverture de la frontière agraire, l'émergence de nouvelles villes et la consolidation de la société paysanne produisent dans un contexte politique dominé par les projets fédéralistes. Les deux partis - libéral et conservateur - ont déjà, à ce moment, établi clairement leurs différences idéologiques et tracé entre eux une frontière. Les guerres civiles et les campagnes électorales ont consolidé les adhésions et, en 1880, on peut dire que coexistent deux grandes organisations politiques nationales, quasiment présentes sur tout le territoire habité. La géographie politique est déjà dessinée : un siècle plus tard, on la retrouvera presque inchangée. L'adhésion à l'un ou l'autre des partis se transmet de père en fils et donne naissance à de véritables cultures politiques qui jouent l'opposition.

En même temps, le gouvernement central, accusé d'avoir porté à leur paroxysme les conflits locaux, voit son autorité contestée. Sa faiblesse l'empêche de contrôler les processus de colonisation, ce dont profitent les élites régionales pour conforter leurs intérêts. Se forment dans la société des "espaces interstitiels", desquels l'État est pratiquement absent. Le fédéralisme professe l'affaiblissement du pouvoir central. Les guerres et les conflits de cette période, en quelque sorte décentralisés, se révéleront de faible ampleur et les *caudillos* qui émergent à ce moment ne manifestent pas d'ambitions au-delà de l'échelle régionale. Mais les zizanies se multiplient et leurs affrontements contribuent à saper l'unité nationale autant qu'à fragiliser l'État. Pour le parti conservateur, tout cela n'est que le résultat de la politique menée par ses adversaires. Son fondateur, Mariano Ospina Rodríguez, dénonçait déjà avec force, depuis la guerre des Suprêmes, «ces idées absurdes sur la liberté et l'égalité, en vertu desquelles toute subordination légale relève de la tyrannie, toute distinction sociale est aristocratie et tout magistrat qui se fait obéir est un despote».

A la fin des années soixante-dix, alors que le résultat des réformes engagées par les libéraux n'apparaît pas vraiment probant, ces critiques deviennent plus virulentes. La chute des exportations provoque un chô-

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer.
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél : 01 48 01 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Le rêve de l'ordre

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Román y Caicedo, parti communiste dans son second gouvernement (1884-1886), le libéral Rafael Nuñez décide de redresser brutalement la situation avec l'appui des conservateurs. Le projet de "la Régénération" trouve son expression dans la Constitution de 1886, centralisatrice et autoritaire. Celle-ci reconnaît à l'Église un rôle important dans la vie de la nation, limite les droits privés et instaure un système électoral conçu pour conserver le pouvoir aux mains de la classe dirigeante. Elle révèle la suprématie des idées promues par les conservateurs et montre combien, en dépit des efforts déployés par les libéraux, la société colombienne est restée traditionnelle. Cette Constitution, largement acceptée par l'élite dirigeante du pays, met en évidence son attachement à une organisation hiérarchisée²⁵. Une grande partie des responsables politiques sont alors séduits par l'idée d'ordre social. La période comprise entre 1867 et 1880, marquée par des gouvernements radicaux, a laissé l'impression d'excessives mobilisations populaires qui ont mis entre parenthèses le développement économique du pays.

Le projet de Régénération cherche à promouvoir un ordre social bâti autour d'un citoyen nouveau, animé par les valeurs morales et religieuses. Pour remédier au chaos produit par une crise éthique et spirituelle, elle-même causée par un relâchement des mœurs, il convient de promouvoir des initiatives redemptrices et de faire du chrétien un agent de changement de la société.

Des écoles, des banques, des journaux, des clubs ou des associations contrôlés par les libéraux sont fermés. On interdit à ceux-ci toute participation aux élections, toute réunion politique et même toute activité culturelle, comme le théâtre et la littérature. Des listes de publications subversives et de "délits contre la société" sont établies. Les réunions de plus de trois personnes sont interdites. Les libéraux qui continuent de défendre le principe de souveraineté populaire, d'éducation laïque ou de séparation de l'Église et de l'État sont emprisonnés, déportés ou privés de leurs droits civiques. Il est interdit de critiquer les mesures politiques et économiques prises par les "régénérateurs", ce qui revient à supprimer d'un trait toute opposition. La présidence de la République s'arroge le droit de surveiller les institutions de recherche et d'enseignement, et de fermer celles qui seront considérées comme diffusant de la propagande révolutionnaire ou

25. Elle restera en vigueur jusqu'en 1991.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
des idées subversives. De nombreux enseignants libéraux se retrouvent
brutalement sans emploi...

Ces mesures légales s'accompagnent bientôt d'une répression contre
les diffusions. Au sein de la police est créée une section secrète, chargée
de poursuivre les dirigeants radicaux. Elle jouera un grand rôle dans l'éli-

mination de toute opposition au régime. Dans le même temps, le gouver-
nement lance une vaste propagande. Les journaux conservateurs attaquent
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
la liberté de la presse, arguant que celle-ci est « condamnée par l'Église
car, comme toutes les libertés absolues et même plus que toute autre, elle
engendre le mal ». La Constitution de 1886 garantit que les programmes
scolaires soient conformes aux enseignements de l'Église.

Le clergé, à travers ses sermons et son travail d'éducation, multiplie les
efforts pour abolir les principes de liberté et de souveraineté populaire.
L'évêque de Pamplona déclare ainsi que si le peuple est souverain, cela
signifie qu'il n'y a « personne qui soit au-dessus de lui, ni dans le ciel ni
sur la terre, qu'il ne doit pas être soumis à d'autres lois que celles qu'il
établit. Opposer une volonté à sa souveraine volonté, c'est offenser sa
dignité, attenter contre sa suprême autorité. Il commande toujours et ne
doit jamais obéir. Il ne doit se soumettre à personne... Qu'est-ce donc que
cette doctrine qui commet l'erreur funeste de substituer l'orgueil de
l'homme à l'autorité divine? » Quant à l'évêque de Pasto, il justifie la par-
ticipation du clergé dans la politique de la façon suivante: « Si prendre
part à la vie politique implique pour les prêtres de conseiller le peuple sur
le choix d'un candidat, c'est-à-dire de l'inviter à se servir de ses droits
constitutionnels pour se doter de dirigeants qui respectent sa religion et sa
foi, alors nous soutenons que le clergé peut et doit offrir au peuple un
apport spirituel et matériel. Des bons gouvernants et des bonnes institu-
tions dépendent en grande partie le bonheur terrestre et la vie éternelle et
c'est pour cette raison que le clergé remplit son devoir en procurant au
peuple de bons magistrats ».

Il importe alors que le clergé restaure la morale des chrétiens, que
ceux-ci veillent au bon fonctionnement de l'État et que ce dernier protège
la religion catholique. Les autorités au pouvoir s'accordent à penser que
« le quart de siècle d'anarchie » vécu par le pays est imputable à un gou-
vernement faible et des libertés individuelles abusives.

Crise de la Régénération

Mais les promoteurs de cet ordre rêvé rencontreront des difficultés
dans sa mise en œuvre. A l'intérieur même des "régénérateurs", des voix
s'élèvent pour critiquer la répression déclenchée contre les libéraux et la
suppression de leurs espaces d'expression. De plus, malgré ses efforts, le

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
gouvernement ne parvient pas à soumettre toutes les régions ni tous les
38, rue Saint Sabin
groupes sociaux.

Le journal *Colombia* des régénérateurs donne des arguments à ceux qui
contestent certains de ses mesures, en particulier en matière de politique
monétaire et fiscale. En 1885, le gouvernement avait accordé à la Banque
Nationale le droit exclusif d'émettre du papier-monnaie et obligé les
banques privées à accepter ses billets. Ces mesures étaient alors jugées par
les établissements financiers comme contraires à leurs intérêts. En outre, le
gouvernement fixa des taxes sur les importations, ce qui provoqua une
vive réaction de la part des commerçants.

Ces mécontents furent bientôt rejoints par quelques conservateurs, qui
ne ménageaient pas leurs critiques. Ceux d'Antioquia par exemple s'oppo-
saient aux régénérateurs car la Constitution unitaire leur avait fait perdre
une partie de l'autonomie gagnée pendant l'époque du fédéralisme.

Les prémices de l'échec de la Régénération se manifestèrent lors des
émeutes provoquées par les artisans de Bogotá en 1893. Habitants de la
capitale, ceux-ci avaient pourtant été l'objet de toutes les attentions, car
des observateurs avaient noté qu'ils vivaient dans le péché: les familles
n'étaient pas unies par l'Église, les couples se révélaient instables et leur
consommation de *chicha* était estimée abusive. La presse catholique
engagea une campagne pour "corriger les vices" des artisans, au moment
peu opportun où les libéraux tentaient de mobiliser des groupes urbains
contre le gouvernement.

Le conflit débute le 12 janvier 1893 par quelques frictions entre des
artisans mécontents et l'auteur d'articles parus dans le journal *Colombie
Chrétienne*, qui dénonce leur immoralité. Le lendemain, les harcèlements
reprennent et la police doit interdire l'accès des manifestants au domicile
du journaliste. Le 15, ceux-ci lancent des pierres contre sa maison, provo-
quent d'importants dégâts et blessent deux policiers. Plusieurs d'entre eux
sont emprisonnés. Le 16, les artisans, probablement conseillés par
quelques radicaux, organisent une manifestation et exigent du ministre de
l'Intérieur la libération des leurs qui ont été retenus par les forces de
l'ordre, ainsi que des sanctions contre le journal moralisateur. Ne recevant
que des injonctions leur enjoignant de se disperser, ils s'en prennent alors
violemment aux commissariats de police, au domicile du ministre, aux
poteaux télégraphiques et aux réverbères... Ces émeutes, qui resteront
sans lendemain, entament sérieusement la crédibilité de ceux qui préten-
daient instaurer un pouvoir fort.

En 1896, après dix ans d'efforts du gouvernement pour assainir les
mœurs, les enfants illégitimes sont toujours beaucoup plus nombreux que
ceux nés au sein de familles catholiques. Les "régénérateurs" avaient pour-
tant fait de la famille une institution-modèle, susceptible de « tempérer les
passions humaines, origine de tous les maux » et allant jusqu'à reconnaître

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Téléphone 01 47 43 86 86
diffusion@cls.fr

la nationalité colombienne aux seuls enfants légitimes. Mais à Bogotá comme dans de nombreuses villes du pays, les multiples associations qui pratiquent la charité et recherchent à moraliser les coutumes affichent un bilan mitigé. En outre : dans les zones de colonisation récente, peuplées de paysans à la recherche de terres vierges, de réfugiés fuyant les conflits ou de marginaux cherchant à échapper à toute forme de contrôle social, le rêve de l'ordre se révèle une pure utopie. L'éclosion de sociétés maçonniques, de clubs de spiritisme, d'associations théosophiques et de cimetières laïcs mettent en évidence l'incapacité de l'Église catholique à assurer son hégémonie et l'impossibilité pour le mouvement de la Régénération d'imposer un modèle de société.

Les préparatifs de la guerre

Exclus du gouvernement durant toute la période du libéralisme radical, les conservateurs reviennent au pouvoir en 1892 avec Miguel Antonio Caro. Celui-ci ne tarde pas à déclarer que même sans son initiateur, Rafael Nuñez, la politique de la Régénération serait poursuivie de façon inflexible et ses opposants traités sans ménagements. Les libéraux s'organisent cependant pour la reconquête du pouvoir : ils nomment un nouveau secrétaire général et collectent des fonds pour la publication d'une revue. Peu à peu, ils s'attirent des sympathies, y compris dans les rangs du parti conservateur : les responsables régionaux réclament leur autonomie remise en cause par le centralisme de l'État, les commerçants et les banquiers continuent de protester contre la politique fiscale et monétaire. Le parti conservateur se voit bientôt divisé par des heurts entre la branche "nationaliste", partisane de l'exclusion des libéraux de la vie politique et des choix économiques du gouvernement, et une tendance "historique", qui défend un rapprochement avec les libéraux, ainsi que le retour à une politique économique plus orthodoxe. C'est alors que les plus extrémistes des libéraux décident de préparer un soulèvement armé contre la répression mise en place par Caro.

Mais le gouvernement découvre les préparatifs du complot et quand la rébellion éclate, en janvier 1895, il lui est facile de l'étouffer. Ses dirigeants sont emprisonnés et les conjurés, qui se manifestent dans diverses régions du pays, sont écrasés par une rapide campagne militaire.

Le parti libéral, appuyé par quelques conservateurs, entame alors des tentatives de réforme par la voie légale. Il commence par concentrer ses efforts sur l'abolition d'une taxe sur les exportations instituée par le gouvernement. Conjuguée à un effondrement du prix du café sur le marché mondial, cette mesure avait plongé le pays dans une profonde crise économique et, en 1898, mené l'État au bord de la faillite. Dénonçant la poli-

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
tisque fiscale, les conservateurs dissidents quittent le gouvernement, sans
pour autant parvenir à infléchir de façon significative la politique suivie.

Le échec des tentatives légales de l'opposition, ainsi que la difficile
situation économique du pays, modifient de nouveau l'équilibre, au sein
du parti libéral, entre les adeptes de l'insurrection armée et les partisans du
respect des lois. Les bellicistes sont majoritairement de jeunes militants,
alors que les pacifistes se recrutent surtout parmi la vieille garde, protagon-
niste de la vie politique depuis le milieu du siècle. Ces derniers se trouvent
mis en minorité et, malgré une profonde division, le parti confie au général
Rafael Uribe la charge des préparatifs militaires d'un nouveau soulève-
ment.

C'est ainsi que, en 1899, les libéraux s'apprêtent à cristalliser une
grave crise économique et politique à travers ce qu'on appellera plus tard
"la guerre des mille jours". Mais ce conflit est également la résultante
d'une crise sociale, celle du projet de la Régénération : une politique basée
sur l'exclusion, sur le principe de l'impossibilité de faire cohabiter les
tenants d'un modèle et les "autres", sur l'obligation de considérer ces der-
niers comme des délinquants.

Cette conjoncture est également révélatrice d'un profond clivage.
D'une part, on trouve des régions dominées par les élites, où peut
s'exercer un certain contrôle social, d'autre part des zones de colonisation
récente qui se structurent hors des autorités traditionnelles. C'est dans ces
territoires à la population hétérogène que la guerre des mille jours sera la
plus violente.

Enfin, la guerre civile mettra en évidence le décalage existant entre un
projet centralisateur et une réalité nationale marquée par l'éclatement du
pouvoir. Les élites régionales manifesteront à cette occasion qu'elles ne
sont nullement disposées à contribuer au renforcement d'un pouvoir cen-
tral dominé par des bureaucrates et des professionnels de la politique, et
représenté au niveau local par de petits chefs. Quant au gouvernement,
poussé à la guerre par les conservateurs ultra-catholiques et militaristes
désireux d'en finir avec le parti libéral, il rendra manifeste aux yeux de
tous la fragilité de son autorité.

La guerre des mille jours (1899-1901)

Le conflit éclate dans le département de Santander, à tradition guerrière
et majorité libérale, durement frappé par la crise économique et proche du
Venezuela, d'où il était facile de faire venir des armes. Les insurgés n'y
constituent pas une armée unifiée mais un ramassis hétéroclite de soldats
et de généraux rivaux, déchirés par les jalousies et les haines, certaines
bien anciennes, d'autres nées de récentes ambitions personnelles, et

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
encouragées par l'absence de chef suprême des armées libérales. Les tensions sont telles que trois divisions autonomes se forment bientôt, autour de Benjamin Herrera, Justo Durán et Rafael Uribe.

Benjamin Herrera
Diffusion@edcmx
www.edcmx

Les bataillons conservateurs ne sont pas non plus un modèle de cohésion. Malgré les efforts du gouvernement pour former une véritable armée professionnelle, celle-ci aborde le conflit dans un état déplorable. Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme. Les officiers, issus des précédentes guerres civiles, enclins à l'oisiveté et portés sur l'alcool, sont experts dans l'art d'utiliser les combines et le copinage politique dans leur ascension sociale. De plus, l'importance politique de l'armée est telle que les gradés sont choisis pour leur fidélité au parti plutôt que pour leur formation ou leurs connaissances militaires.

La rupture, à l'intérieur du parti conservateur, entre les "nationalistes" et les "historiques" se traduit par des oppositions entre les gradés. Il y a beaucoup de généraux et autant d'ambitions personnelles... A la veille de la bataille de Peralonso, le commandement est confié au général Villamizar, moins renommé que Casabianca, Luján, Holguín et Cuervo Márquez, mais qui bénéficie de la confiance du ministre de la Guerre. Cette décision provoque la défaite - incompréhensible du strict point de vue militaire - de l'armée nationale, et consacre le prestige de Uribe qui commande les troupes rebelles. Le revers de Villamizar sera ensuite attribué au désir des conservateurs nationalistes de prolonger la guerre afin de poursuivre un lucratif trafic d'armes et de permettre la confiscation des propriétés des libéraux.

Après cette victoire prestigieuse, les insurgés perdent une série de batailles qui les oblige à abandonner les régions centrales du pays et à se replier vers les zones plus isolées. Là, ils trouvent un appui auprès de la population, qui a engagé contre le gouvernement une guérilla conduite par les dirigeants populaires. Au milieu d'une population peu encline à la soumission envers un quelconque pouvoir politique, économique ou religieux, les guérilleros sont chez eux. Anarchique, spontané, leur soulèvement est peu apprécié des chefs militaires libéraux qui n'y voient que l'action de groupes autonomes et incontrôlables. De fait, les affrontements sont parfois assimilables à des formes de brigandage et de règlements de comptes. Pourtant, la position de force tenue par le gouvernement sur les villes, les voies ferrées et la circulation fluviale contraint les officiers rebelles à négocier avec les chefs de guerre et les petits potentats locaux, même si ceux-ci sont souvent prompts à se disputer entre eux.

Les partisans se recrutent parmi les paysans sans terre, les petits propriétaires et les colons, les travailleurs agricoles, les Noirs de la côte Atlantique et ceux des Caraïbes, les Indiens de la Guajira, du sud de Tolima ou du Panama. Dans une moindre mesure, on y trouve aussi des artisans, des domestiques et quelques travailleurs sans emploi. Enfin, de

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin
75011 Paris
téléphone : 01 40 40 40 80
diffusion@clm.fr
www.eclm.fr

rare, étudiants, commerçants et employés proviennent des troupes régulières du parti libéral. De nombreux combattants luttent pour se libérer des grands propriétaires terriens, d'autres par soumission à un chef local et quelques-uns par esprit d'aventure, soit de vengeance ou sectarisme politique.

Les nombreux chefs de guerre se nomment eux-mêmes au commandement de leur troupe et rechignent à recevoir des ordres. L'éclatement des forges rebelles les mène rapidement à l'anarchie et à l'indiscipline, ce qui leur vaudra plusieurs défaites. Mais leur mobilité, leur quasi-invisibilité, leur connaissance du terrain et l'astuce des combattants les conduisent parfois à la victoire et leur permettront de contrôler plusieurs régions.

Dans le sud-ouest du pays, les zones d'élection de la guérilla libérale sont principalement circonscrites au département de Cauca et à ses environs. La région de Patia fut, dès l'époque coloniale, une zone de refuge pour les esclaves fugitifs ou affranchis, ce qui lui valut d'être qualifiée de "berceau du banditisme social". Durant l'ère républicaine, elle constitua un centre de recrutement et d'activité des troupes loyalistes, qui y interdisaient l'entrée aux patriotes. Enfin, lors des premières guerres civiles, le général Obando y recruta ses partisans.

Des régions propices à la guérilla

La région du Quindio fut le théâtre de violents affrontements qui opposèrent les premiers défricheurs aux avancées successives des habitants de la région voisine d'Antioquia. A la fin du XIX^e siècle, elle est occupée par des petits paysans à la recherche de terres vierges, en marge de tout programme officiel de colonisation. Sur cette frontière agraire, les institutions publiques sont peu présentes et les relations sociales conflictuelles, marquées par l'insécurité des colons quant à la possession de la terre, ce qui en fait une proie facile pour les grands propriétaires. Ce contexte engendre une forme de violence individuelle, qui s'exprime à travers des expulsions brutales, des incendies volontaires et des homicides.

Sur ces fronts pionniers, la confluence de colons provenant de régions différentes donne souvent lieu à des tensions se traduisant par l'adhésion à des partis, qui s'affrontent ensuite violemment. Il n'est donc pas surprenant que la guérilla du début du XX^e siècle trouve dans la zone centrale du pays un foyer idéal de développement. Les plaines d'Ambalema et la région accidentée de l'ouest de Cundinamarca ont déjà une longue tradition de lutte armée. Ambalema est considérée par des contemporains de la guerre des mille jours comme « un drapeau rouge levé sur les bords du fleuve Magdalena, vivier de combattants aguerris et de guerriers farouches ». C'est le fief du célèbre guérillero noir Ramón Marín. Le nord de Tolima

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
est le champ d'activité de Tullio Varón, l'un des chefs rebelles les plus
caractéristiques. Ses hommes, provenant des terres de climat chaud, sont
recrutés à Anápolis ou d'autres villes de moyenne importance. Autour
de son village natal, Doíma, il tient en échec l'armée gouvernementale en
coupant les voies d'accès de la capitale à la région du Quindío.

Dans la moyenne vallée du fleuve Magdalena, dans le département de
Santander, la guérilla est également très active. C'est là que se dissout une
partie de l'armée libérale commandée par Uribe et où les hommes séduits
par la fertilité de la terre, s'établissent en tant que colons. Ces anciens sol-
dats, avec leur tradition d'insoumission, leurs idées libérales et l'amertume
laissée par la défaite, joueront un rôle actif dans les conflits ultérieurs.

Dans le département de Cundinamarca, se développent trois foyers
importants de guérilla. Sur ces versants occidentaux de la cordillère coha-
bitent de grandes propriétés nées de l'adjudication de terres vierges, des
fermes de moyenne importance et des exploitations paysannes. Les
conflits larvés qui opposent les différentes catégories d'agriculteurs éclatent
au grand jour lors du soulèvement libéral. La municipalité de Viota,
importante zone de production de café, est contrôlée par les insurgés
durant toute la guerre. C'est là que se réfugient les groupes de guérilleros
qui doivent se retirer des zones contrôlées par le gouvernement. Elles y
récupèrent des forces et trouvent un ravitaillement dans l'*hacienda* du
grand propriétaire Aurelio Masuera, membre du parti libéral. Producteur
de café, Masuera met sa compétence de meneur d'hommes au service de
la guérilla, tentant de coordonner son action et d'instaurer une sorte de
gouvernement susceptible de recueillir des fonds parmi la population
locale. Avec le produit de cet impôt, il fournit un appui aux combattants,
entretient les voies de communication et rétablit le courrier et le télé-
graphe. C'est aussi à Viota que s'illustre un guérillero célèbre, Césareo
Pulido, commerçant et grand propriétaire, qui engagea des actions armées
contre le gouvernement à l'aide d'une douzaine de recrues, rassemblées
parmi ses ouvriers agricoles et quelques amis, et finit par commander plu-
sieurs centaines d'hommes.

Au fur et à mesure des affrontements, les principaux responsables libé-
raux prennent conscience de l'impossibilité de gagner la guerre et com-
mencent à mesurer les risques de dérapage que fait naître la guérilla. C'est
en avril 1901 que le général Uribe lance un appel en faveur de l'arrêt des
hostilités. Mais sa proposition est rejetée à la fois par le gouvernement et
par les chefs guérilleros. L'intransigeance de ces derniers montre bien leur
indépendance vis-à-vis des dirigeants du parti libéral. C'est d'ailleurs par
crainte de ne pouvoir contrôler la mobilisation populaire que ceux-ci prennent - un peu tard - l'initiative d'une solution négociée.

Mais la guérilla a également conforté la position des conservateurs les
plus intransigeants et les moins enclins aux réformes. Ceux-ci déclenchent

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
une répression féroce dans les régions tenues par les insurgés. Plusieurs
dirigeants capturés sont sommairement fusillés. D'autres meurent après la
signature de l'armistice, victimes de la répression menée par le gouverne-
ment d'urgence. Les conflits de comptes entre ennemis ou anciens compagnons
d'armes.

C'est pour cette raison que de nombreux guérilleros ne réintègrent pas
la vie civile après la fin du conflit et restent ainsi actifs jusqu'en 1903.
Certains d'entre eux, marqués par les années de guerre, se perdent dans le
maquis et plongent dans la délinquance. D'autres, menacés de mort ou
devenant mercenaires, rentrent au service du gouvernement et livrent la
chasse à leurs anciens compagnons. A cette guerre, mal conclue, on attri-
buera l'origine de nombreux conflits ultérieurs.

La crise nationale illustrée par la guerre des mille jours crée une
conjoncture favorable à de nouveaux affrontements entre régions, entre
villes et entre familles. La violence des affrontements et de la répression
créent des ressentiments et provoquent des vendettas qui éclateront jusque
lors des conflits des années vingt et trente. Le souvenir des événements
laisse une marque indélébile dans l'imaginaire de la violence. Les haines
latentes sont prêtes à surgir dans toute leur brutalité à la moindre occasion.
Très bientôt, celle-ci ne manquera pas de se présenter...

La République des conservateurs

Pour tenter de dissiper les tensions, le président Rafael Reyes (1904-
1909) se montre fervent partisan d'une participation des libéraux à son
gouvernement. Appuyé par les conservateurs modérés et une partie du
clergé, il leur confie des fonctions subalternes dans son cabinet ou des
postes diplomatiques prestigieux.

Afin de conforter le pouvoir central, il cherche à diviser les anciens
États fédéraux en départements plus petits, de telle façon qu'ils ne puis-
sent s'opposer à l'État, ni sur le plan économique ni sur le plan militaire.
Dans le même but, des ressources fiscales jusqu'alors collectées et gérées
par les départements sont rassemblées par l'État central. La réforme des
impôts et des droits de douane lui permet d'augmenter considérablement
les budgets publics, ce qui se traduit par une extension du réseau de routes
et de voies ferrées.

Enfin, le gouvernement de Reyes tente de récupérer le monopole de
l'usage de la force en désarmant les petits chefs locaux, en luttant contre
les bandits de grand chemin et en professionnalisant l'armée. Il institue le
service militaire obligatoire et cherche à rendre les forces armées indépen-
dantes des partis militaires. Grâce à l'appui d'experts chiliens, il crée une
École militaire.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél. 1 43 48 48 86
diffusion@clm.fr

Mais les difficultés ne se sont pas attendre. Les officiers formés lors des précédentes guerres civiles entrent bientôt en conflit avec ceux qui sortent de l'école des officiers, qui doivent leur ascension sociale à leurs alliances politiques et à l'appui des dirigeants traditionnels, considèrent la démission et l'unification de l'armée nationale comme une menace pour leur pouvoir.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Mais les pressions exercées à son encontre, en particulier par le parti conservateur, le contraignent à la démission. Après sa chute, le président Carlos E. Restrepo (1910-1914) tente de mettre en place avec les libéraux un gouvernement d'union qui se soldera par un échec. Les trois gouvernements suivants ne seront formés que par le parti conservateur. Cependant, l'Assemblée constituante de 1910 abolit certaines dispositions de la Constitution de 1886. Elle restaure notamment le droit pour le parti libéral de contribuer à la vie politique du pays. La loi électorale garantit la représentation des formations minoritaires.

Ces réformes constitutionnelles limitent la possibilité pour un parti de monopoliser la vie politique, mais n'éliminent pas les risques de manipulation et de fraude électorale de la part de celui qui contrôle le pouvoir exécutif ou la majorité du Congrès. De fait, l'opposition resta longtemps minoritaire, même si des sièges lui furent concédés. Le gouvernement fut parfois ouvert à la participation des libéraux, mais ceux-ci restèrent cantonnés à des postes sans importance. Ils n'eurent jamais accès à des responsabilités dans l'armée, aux mairies importantes ou aux fonctions de gouverneurs.

L'existence des nombreux vices du système électoral est évidente. Les inscriptions sur les listes dépendent de jurés acquis aux notables locaux. Ceux-ci utilisent à leur guise les conditions restrictives pour exclure les opposants et octroyer le droit de vote à leurs alliés, même si ceux-ci ne remplissent pas les conditions d'âge, d'instruction, de propriété ou de rente. Dans les villages les plus reculés, on dénombre plus d'électeurs que d'habitants et en dernier recours, quand la défaite est certaine, les responsables des bureaux de vote annulent tout simplement les bulletins indésirables. Grâce à la complicité du clergé, à la fraude systématique et à une bonne organisation de la mécanique électorale, le vote conservateur en milieu rural prend des proportions invraisemblables et contrebalance toujours l'avancée des libéraux en milieu urbain. Cet état de choses ne conforte pas la légitimité du gouvernement, et donne lieu à de multiples accrochages lors des campagnes électorales.

Cependant, la réforme constitutionnelle, même si elle condamne le libéralisme à demeurer dans l'opposition, crée les bases d'une coexistence relativement pacifique des deux camps et contribue à la solidité du régime au cours des années suivantes. Sous les gouvernements conservateurs de

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél. 01 47 06 48 80
diffusion@clm.fr
www.clm.fr

cette époque, la liberté de la presse est garantie et le dialogue entre les dirigeants politiques amélioré. Le développement de l'économie cafetière assure au pays une certaine prospérité et la recherche de la paix fait l'objet d'un consensus national. Le parti libéral, encore fragile, préfère éviter tout risque de conflit et tait ses aspirations. Tout ceci permet au pays de vivre la période d'après-guerre et la crise des années trente sans connaître de coup d'État.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Mais l'un des effets les plus importants du système proportionnel légalement adopté fut de renforcer le bipartisme et d'empêcher la formation de nouvelles tendances, à un moment où des transformations économiques et sociales poussaient sur le devant de la scène des groupes sociaux traditionnellement silencieux. Ainsi, des ouvriers et certaines catégories de paysans durent commencer à s'organiser pour mieux faire entendre leurs revendications auprès des deux grands partis.

Le peu d'écho recueilli par leurs aspirations met bientôt en évidence l'incapacité du gouvernement conservateur à s'adapter au nouveau contexte économique et social du pays. Rapidement, des dirigeants du secteur de l'artisanat et quelques groupes d'intellectuels commencent à recueillir les doléances des paysans établis dans les zones de colonisation et celles des travailleurs agricoles employés dans les bananeraies, celles des ouvriers du secteur pétrolier, des chemins de fer et des ports. Leur mobilisation ne tarde pas à déborder du cadre étroit du bipartisme.

Au même moment, le développement des services publics en milieu urbain accroît la corruption. Les secteurs populaires dénoncent les "manigances" de certains hommes politiques - dont l'enjeu est de tirer des bénéfices personnels des investissements publics - et organisent plusieurs journées de protestation, notamment en juillet 1929.

La relative stabilité politique que connut le pays entre 1910 et 1948 dissimulait donc certains malaises. En fait, l'absence de nouveaux partis capables d'impulser une modernisation de la société colombienne et de ses institutions permit au système politique de ne pas affronter les problèmes posés par l'industrialisation et l'urbanisation. Cette situation offrit au pays quelques années de répit, mais contribua à aggraver la crise qui allait éclater dans la seconde moitié du XX^e siècle et perdurer jusqu'à nos jours.

En effet, dans un pays en majorité rural, émergea durant ces années une mentalité citadine et moderne, critique envers « les manifestations politiques hirsutes de la campagne » avec ses *caciques*, ses dirigeants locaux et ses curés de village.

La critique du système des *caciques* n'était pas propre à l'opposition. Le conservateur Laureano Gómez le dénonce vivement, sans toutefois percevoir que les *caciques* remplissent un rôle indispensable d'intermédiaires entre l'État d'une part, les régions et les localités d'autre part.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
 58, rue Saint Sabin
 75011 Paris

Un chroniqueur de l'époque, Rufino Gutiérrez, remarque au cours de ses déplacements autour de Bogotá que les grands propriétaires terriens sont souvent absents de leurs domaines et ne se rendent guère sur place que pour percevoir l'impôt. En revanche, ils négocient leurs votes auprès des gouvernants en échange d'une amélioration des chemins de leur *hacienda* et usent de leur pouvoir au niveau national ou départemental pour que soient nommées des autorités - juges, maires ou professeurs d'école - qui leur soient favorables. Elles sont choisies parmi les gens du lieu, en général des notables de moindre importance. C'est ainsi que se constitue un pouvoir politique dual, où les grands propriétaires, absentéistes, disposent d'une sorte de droit de veto dans les affaires locales et interviennent dans le choix des autorités. Mais leur pouvoir, tout comme celui du gouvernement ou des institutions départementales a des limites. Ils ne peuvent ignorer complètement l'existence de "dirigeants naturels" au sein des villages, car ils ont besoin de leur appui électoral et militaire.

L'État absent

Jusqu'aux années 1920, la faible présence au niveau local des institutions fiscales et des services publics rend ténus les liens entre les échelons nationaux, départementaux et municipaux. A cette époque, les travaux publics sont encore rares et la plupart des routes sont tracées suite à des initiatives locales. Les droits départementaux de distillation d'alcool sont le plus souvent attribués aux plus offrants et, en 1908, le général Reyes doit renoncer à imposer une autorité gouvernementale en la matière. Les institutions départementales sont peu développées, leurs forces de police insignifiantes. Les départements n'ont pas grand-chose à offrir aux communes, pas plus qu'ils n'ont les moyens de leur imposer quoi que ce soit. A cause de la faiblesse de ses ressources, le gouvernement national est en réalité beaucoup moins centralisé qu'il n'apparaît dans la Constitution de 1886.

La présence de l'État est donc très précaire, autant au niveau national que départemental ou municipal. Mais à partir de 1924, les prix élevés du café et de la banane, les investissements pétroliers, les emprunts effectués à l'étranger et l'indemnisation de vingt millions de dollars donnée par les États-Unis en compensation de l'indépendance du Panama²⁶ modifient le fragile équilibre entre la capitale et la province. Les ressources du pouvoir central s'accroissent et les régions se disputent les aides publiques. Les représentants élus se convertissent en intermédiaires incontournables entre elles et l'État.

Ce renforcement des pouvoirs publics modifie également le rôle des dirigeants locaux, qui voient leur indépendance se réduire au profit de leur

26. Le territoire de l'actuel Panama faisait autrefois partie de la Colombie. C'est sous la pression des États-Unis et à cause de la construction du canal que ce petit pays obtint son indépendance en 1903. Afin de normaliser ses relations avec la Colombie qui s'estimait dépossédée, les États-Unis durent verser une indemnisation.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
fonction d'intermédiation, en particulier lors des périodes pré-électorales.
38, rue Saint Sabin
Les travaux publics prennent de l'ampleur. La dépendance des régions
75011 Paris
envoyé le 10/04/2006 18:36
L'association unifie les communes aux départements. Mais il faudra encore
diffusions en pdf
www.clm.fr
longtemps pour que cette organisation prenne l'allure d'un système centralisé.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Dans la pratique, l'éclatement du pouvoir rend encore difficile la répartition rationnelle des ressources financières. En matière de voies de communication, il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
Il n'y a pas de doute que l'usage de cette manne pour construire un réseau reliant les ports aux zones productrices de biens d'exportation. Mais les notables des régions orientales du pays, où prédomine une agriculture traditionnelle, estiment qu'un réseau unifié favoriserait encore plus l'avantage dont disposent les régions d'agriculture moderne. A Antioquia, on juge qu'il est préférable de développer les communications intra-régionales pour relier entre eux les marchés et favoriser ainsi le commerce, l'agriculture et les industries locales. Finalement, devant l'impossibilité pour les instances territoriales de s'intégrer dans une perspective nationale, le Congrès décide en 1923 de distribuer le budget prévu entre 14 projets, dont aucun ne sera mené à terme dans les délais prévus.

Les tensions entre les diverses régions du pays augmentent encore à la fin des années 1920, quand l'inefficacité et le gâchis, qui se manifestent lors de la préparation des travaux publics, deviennent intolérables. Les innombrables négociations politiques préalables à la répartition des aides gouvernementales ouvrent la porte à l'improvisation et au gaspillage des fonds publics, entraînant ce qu'on appelle alors «la danse des millions», provoquée par de mesquines transactions provinciales. Le développement de la corruption dans l'appareil administratif cause un vif mécontentement parmi les classes moyennes et populaires. De plus, les cadres du parti conservateur ne comprennent pas toujours l'importance des changements qui transforment le monde rural et urbain : développement de l'industrie et croissance des villes, exode rural, apparition d'une classe ouvrière et des syndicats... Aux manifestations, ils ne répondent que par la répression. Peu à peu, leur hégémonie sur l'échiquier politique est remise en cause.

C'est dans ce contexte que prend fin en 1930 le mandat du président Miguel Abadía Méndez et que s'engagent des luttes de succession à l'intérieur du parti. Le clivage idéologique entre "nationalistes" et "historiques" persiste encore, mais s'y rajoutent une foule de conflits régionaux et locaux, ainsi que des affrontements de personnes. Les huit départements du pays s'opposent les uns aux autres et le clergé lui-même est divisé. Par exemple, le département de Huila, l'un des fiefs du parti conservateur, est dirigé par le docteur Charri. L'évêque maintient avec lui de bonnes relations et donne à ses ouailles «les consignes électorales qu'il convient de

Éditions-Diffusion Charles-Léopold Mayer
donner». Mais Charri n'offre des responsabilités qu'aux membres de sa
famille et à des partisans étrangers à la région, ce qui provoque, lors des
élections, l'absence de une partie importante des conservateurs. Dans le
département de Tolima, l'évêque et la direction du parti conservateur
s'affrontent violemment. Dans celui de Boyacá, le parti est divisé en cinq
factions et l'évêque n'apporte son soutien à aucune d'entre elles.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Cette situation n'est pas nouvelle. Quelques années auparavant, pour
éviter une déroute des conservateurs, l'archevêque Herrera avait proposé
il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

son arbitrage. Établissant un système de rotations entre les différentes ten-
dances, il avait réussi à imposer la candidature de Abadía en 1926 en
échange d'une investiture de Vásquez en 1930. Mais une fois au pouvoir,
Abadía tente d'écarter Vásquez au profit de Valencia. Le clergé local
réagit vigoureusement, ledit Valencia étant connu pour son refus de la par-
ticipation des religieux à la vie politique et pour avoir autrefois établi des
alliances avec les libéraux.

Mais Abadía prend des contacts directs avec Rome et réussit à
convaincre le Saint-Siège d'approuver son choix. Au même moment
meurt Monseigneur Herrera, l'archevêque médiateur, qui est remplacé par
Monseigneur Perdomo. Celui-ci adresse aux évêques du pays un télé-
gramme les conjurant de se rallier à la candidature de Valencia, assurant
que telle était la volonté du pape.

Finalement, lors des élections de 1930, le parti libéral profite des divi-
sions de son adversaire et réussit à s'imposer. Le malheureux archevêque
Perdomo, qui n'a pas hérité du charisme de son prédécesseur, est trans-
formé en bouc émissaire. Bientôt affublé du sobriquet de "Monseigneur
Nous-avons-perdu", il devient la cible des railleries et est accusé d'avoir
conduit le parti conservateur à la défaite. En réalité, il fut victime d'une
inextricable confusion entre les intérêts du parti et ceux de l'Église, du
manque évident de dirigeants d'envergure au sein de l'ancienne majorité
et d'une absence de règles clairement définies pour l'investiture du can-
didat officiel, ce qui ouvrait la porte à toute série de marchandages et
de compromissions. Même sans cela, on peut se demander si l'incapacité
notoire des conservateurs à répondre aux défis de la modernisation du pays
n'aurait pas suffi à mener leur parti à la défaite.

Les problèmes sociaux dans la campagne

Alors que la capitale est agitée par les luttes d'appareil, des conflits
éclatent dans les plantations de café à propos de conditions de travail et du
droit, réclamé par les *aparceros*²⁷, de planter des caféiers sur leurs propres

27. Les *aparceros* sont des travailleurs à qui de grands propriétaires offrent l'usufruit d'un lopin en échange d'un certain nombre de jours de travail sur leur domaine. On leur interdisait d'y planter du café car cette culture pérenne et très rentable leur donnait une certaine indépendance économique et une garantie de stabilité. En effet, le propriétaire ne pouvait expulser un *aparcero* sans l'indemniser pour les investissements réalisés par lui sur son lopin, notamment pour les plantations productives.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
1011 Paris
38, rue Saint Sabin

loppins. Des affrontements opposent également les paysans et les grands propriétaires dans les zones de colonisation agricole et quelques régions indiennes. Les propriétaires exercent des pressions sur les colons afin de les convaincre de signer des contrats de location de terres, ce qui implique de leur part de ces derniers une reconnaissance de la grande propriété foncière. Les autorités locales et la police collaborent avec les propriétaires. Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des BCLM.

Les paysans se plaignent bien, auprès du gouvernement, des continuelles persécutions dont ils sont l'objet, mais leurs requêtes restent le plus souvent lettre morte. Non pas que les pouvoirs publics ne reconnaissent pas la justesse de leurs revendications, bien au contraire: entre 1870 et 1920, ceux-ci penchent plutôt de leur côté. Mais ils n'ont guère les moyens d'imposer leur autorité aux notables locaux. Les belles déclarations émises depuis Bogotá se perdent inexorablement dans le labyrinthe du clientélisme local, des relations d'influence et des intérêts particuliers. L'historienne Catherine Legrand estime que c'est dans ces régions conflictuelles que se développera avec le plus de vigueur la violence des années cinquante, et dans des zones similaires que la guérilla des années quatre-vingts et quatre-vingt-dix trouvera le meilleur soutien populaire.²⁸

Mais l'attitude du gouvernement, plutôt favorable aux petits colons, ne restera pas sans effet pour autant. Elle encouragera ces derniers à se rebeller pour défendre leurs droits.

La contre-offensive paysanne éclate à la fin des années 1920, dans un contexte de brutale récession économique ayant fait suite à une période de croissance. La chute du prix du café en 1928 et la crise de 1929 provoquent l'interruption des grands travaux publics et une subite remontée du chômage.

La réponse du gouvernement fut de favoriser le retour des chômeurs dans le secteur agricole, alors même que la crise caféière provoquait une baisse des salaires des travailleurs ruraux. Les anciens employés du secteur public se refusèrent à accepter les rémunérations offertes aux ouvriers agricoles et nombre d'entre eux se lancèrent à la recherche de nouvelles terres à cultiver pour leur compte. Ils furent bientôt rejoints par des ouvriers agricoles et des petits colons dépossédés de leurs parcelles par les grands propriétaires. Mais en 1928, les candidats à l'occupation de terres vierges ne veulent pas partir vers les fronts pionniers de régions marginales, où ils seraient condamnés à une agriculture de subsistance. Ils veulent se maintenir intégrés à l'économie nationale et exploiter les terres non cultivées des grandes *haciendas*, souvent usurpées aux dépens des anciens communaux. Menacés de pauvreté après avoir connu quelques années d'une relative prospérité, ils refusent l'exil et préfèrent déclencher les hostilités contre les grands propriétaires. A partir de 1928, les conflits se multiplient.

28. Catherine Legrand. *De las tierras públicas a las propiedades privadas: acaparamiento de tierras y conflictos agrarios en Colombia*. Lecturas de economía, Medellín, Universidad de Antioquia, 1984.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél. 01 42 48 48 00
www.clm.fr

Pour expliquer cette soudaine agitation paysanne, les propriétaires et les responsables du parti conservateur ne manquent pas d'accuser « une conspiration bolchevique venue de l'extérieur ». Il est vrai que des militants socialistes s'intéressent vivement aux événements qui se déroulent alors dans la campagne, mais ils ne font que donner une expression politique à un conflit social déclenché par l'attitude des grands propriétaires, la crise caféière ou les insuffisances du bipartisme.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Dès le début du siècle, des socialistes ont cherché à porter les conflits sociaux sur la scène politique, en marge des deux grands partis. Les premières grèves importantes sont organisées sur la côte atlantique, exposée à l'afflux des marins et des immigrants qui y apportent des idées anarcho-syndicalistes. Des débrayages secouent les secteurs pétrolier et bananier, l'industrie textile et le chemin de fer.

Dans plusieurs villes du pays, des artisans et des ouvriers créent des groupements politiques d'inspiration socialiste, comme le Parti Ouvrier Colombien (fondé en 1910) et l'Union ouvrière de Colombie (en 1913). En 1919, les célébrations du 1^{er} mai sont organisées dans une vingtaine de villes. Le mouvement se développe essentiellement dans les agglomérations de moyenne et grande importance.

De nombreux socialistes sont d'anciens libéraux, mais il serait abusif de penser que cette nouvelle force politique est un prolongement du parti libéral. L'adhésion aux idéaux socialistes est plutôt le fait de dissidents, à mi-chemin entre intégration et exclusion du monde politique. On peut remarquer en revanche la coïncidence entre les zones d'expansion du socialisme et celle où se manifesterait la violence des années cinquante et d'aujourd'hui : la région moyenne du fleuve Magdalena, dans les départements de Santander et d'Antioquia, le nord-est d'Antioquia et le Sinu, qui sont aussi des zones de colonisation récente et spontanée, où la cohésion sociale est faible et la présence de l'État précaire.

L'agitation socialiste

Le parti socialiste tenta également de s'allier aux groupes indiens. Leur dirigeant le plus célèbre, Quintín Lame, resta cependant acquis au système bipartite et continua de s'affirmer conservateur. En revanche, José Gonzalo Sánchez, son plus proche collaborateur, adhéra à la cause du socialisme révolutionnaire et deviendra plus tard dirigeant du parti communiste.

Mais la nouvelle force politique ne réussit pas vraiment à se débarrasser des vices propres aux partis traditionnels, comme l'autoritarisme et le caractère frondeur de quelques-uns de ses responsables, qui prétendaient surmonter de cette manière les carences de leur organisation. Des

Éditions-Diffusion, Charles Léopold Mayer
responsables socialistes de l'époque regrettent ainsi que sur les rives du
fleuve Magdalena, la pénétration de leur parti soit teintée de "mahé-
chisme" du nom de Raúl Mahecha, dirigeant charismatique un rien aven-
turier. Les cadres suivent les yeux fermés.

Depuis, le parti socialiste maintient avec les libéraux des relations
ambiguës. Le congrès du Parti socialiste révolutionnaire de 1927 vit la
participation de quelques libéraux de gauche, mais aussi de vétérans guer-
rilleros, spécialement invités. Ceux-ci revendiquaient une capacité de
mobilisation due à leur longue immersion dans le peuple. Dénonçant
l'immobilisme du parti libéral, ils intervinrent de façon décisive sur la for-
mation d'une ligne insurrectionnelle au sein du PSR.

C'est sans doute sous leur influence que fut prise la décision d'orga-
niser une révolte nationale le 28 juillet 1929. A l'occasion des préparatifs,
les principaux responsables du parti furent arrêtés et emprisonnés, mais la
date fut maintenue afin de profiter d'une conjoncture favorable : le général
vénézuélien Arévalo Cedeño devait marcher sur Caracas à partir de la
frontière colombienne et les insurgés avaient convenu avec lui de coordonner
leurs actions. Mais au dernier moment, celui-ci décida d'ajourner
son soulèvement.

Cet imprévu obligea le comité insurrectionnel du PSR à envoyer un
contre ordre dans toutes les provinces du pays. Les communications diffi-
ciles empêchèrent en bien des endroits leur missive d'arriver à temps. Des
soulèvements isolés se produisirent dans plusieurs régions et furent rapide-
ment maîtrisés.

A El Libano par exemple, les insurgés prirent la ville, au prix de nom-
breux morts et blessés, et durent se replier dans la montagne pour pour-
suivre leur lutte par des actions de guérilla. C'est pourtant là, sans doute,
que le PSR était le mieux organisé et que l'insurrection avait été la plus
préparée. Le mouvement était dirigé par un groupe d'artisans, dont le diri-
geant était un cordonnier qui avait su rallier à lui des petits paysans et des
ouvriers agricoles. Ils poursuivaient ainsi la tradition de dissidence et de
radicalisme de la ville, fondée en 1864 par des immigrants provenant
d'Antioquia, qui avaient trouvé les meilleures terres de la région déjà
occupées au cours des migrations précédentes. Les fondateurs étaient en
majorité des libres-penseurs et des adeptes du spiritisme, ouverts aux doc-
trines théosophiques et rétifs envers la hiérarchie catholique. Dès 1927, la
présence du Parti socialiste est repérée dans la région par la diffusion de
nombreux tracts. En 1928, des organisations ouvrières existent déjà, ainsi
que des écoles destinées aux futurs cadres du parti. Il semble que les
sociétés théosophiques et la littérature ésotérique aient servi de couverture
à la distribution de la propagande révolutionnaire. Ce type de population
avait déjà soutenu la cause libérale lors des guerres civiles du XIX^e siècle
et de la guerre des mille jours.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Téléphone 01 42 62 00 00
Fax 01 42 62 00 01
E-mail editions@clm.fr
Site www.editionsclm.fr

Dans le riche canton de Murillo, zone de grandes fermes d'élevage et fertile productrice de blé et de pommes de terre, l'émeute est dirigée à l'encontre des autorités locales, accusées de mauvaise gestion. Mais l'occupation de Murillo fut pacifique: les paysans obligèrent les autorités déchues à rendre les honneurs au drapeau rouge, frappé des trois huit (huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de loisirs). Cet incident fut néanmoins considéré comme fort grave par les autorités.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Dans le canton de Dos Quebradas, le choc fut plus violent. Une bombe causa six morts et incendia deux maisons. Dans le département de Santander, les gares de La Gómez et San Vicente furent prises d'assaut. Là comme dans de nombreuses autres localités, les insurgés prirent la fuite pour constituer des foyers de résistance et poursuivre les hostilités. Cependant, au cours du mois d'août, la plupart des chefs guérilleros furent capturés. Quelques libéraux qui n'avaient rien à voir avec le soulèvement furent également emprisonnés, alors que d'autres, qui avaient promis aux insurgés de les appuyer, se rangeaient précipitamment du côté des autorités.

Le principal résultat de cette débâcle fut de liquider la bancale "machinerie révolutionnaire" du comité insurrectionnel. Ignacio Torres Giraldo, l'un des principaux responsables syndicaux de l'époque, estime que le bilan du mouvement populaire en 1930 était peu brillant²⁹, à cause de la profonde crise économique, de son manque d'expérience de la lutte de classes, du terrorisme d'État et des illusions éveillées par la victoire des libéraux. Malgré cela, le plénum élargi du PSR, réuni à Bogotá le 5 juillet 1930, décide de fonder un véritable parti communiste sur les ruines de la gauche socialiste.

Il est vrai que les forces sociales restaient vives. Dans le milieu rural, des organisations paysannes et indiennes, sans relations avec les directions nationales des socialistes, étaient toujours actives. Des syndicats étaient également restés éloignés du parti. Bien sûr, la plupart de ces organisations, inspirées par les vieilles idées mutualistes qui avaient marqué le milieu des artisans, restaient attachées à la légalité et à l'apolitisme. Ils auraient pu cependant se révéler de fertiles viviers pour la cause révolutionnaire. Mais de toute manière, toujours selon Ignacio Torres, ni à ce moment-là ni plus tard, le sectarisme des communistes ne leur permit de travailler avec eux.

La réaction des partis traditionnels et de l'Église

La répression fut la seule réaction des autorités devant les grèves, les émeutes paysannes et les tentatives d'insurrection. En 1924, le gouvernement conservateur avait bien tenté une médiation - peu efficace - du minis-

29. Ignacio Torres Giraldo. *Los inconformes. Historia de la rebeldía de las masas en Colombia*. Ed. Margen Izquierdo, Bogotá, 1973.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
tère de l'Industrie, qui créa un Bureau du travail. Mais en 1927, Ignacio
38, rue Saint Sabin
René, ex-ministre de la guerre, porté à la Présidence de la République
75011 Paris
par les adeptes d'un pouvoir fort, choisit la voie répressive. Agitant le
spectre d'une définitive révolution bolchevique, il poursuit les socialistes
et les communistes. Malgré l'opposition unanime des libéraux, il fait voter
une loi spéciale visant à restaurer l'ordre public, qui fait de la gauche la
responsable des désordres et la cible de la répression.
Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Cette loi est immédiatement approuvée par la majorité de la hiérarchie
catholique et de nombreux évêques adressent à cette occasion des télé-
grammes de félicitations au président du Sénat.

L'archevêque de Cartagena le bénit et se réjouit «du triomphe du parti
de l'ordre social contre des éléments subversifs et étrangers». L'évêque
d'Ibagué «remercie Dieu et vous-mêmes, ses représentants, pour l'appré-
ciable bénéfice apporté par la loi de défense sociale qui protège les droits
individuels et ceux de la société», alors que celui de Manizales déclare
que l'adoption de cette loi «était une question de vie ou de mort pour les
institutions et le parti».

La position des évêques face aux désordres publics révèle leur concep-
tion statique de la société, qui apparaît clairement dans leur pastorale de
1930. Adressée aux agriculteurs, alors même que le pays est secoué par de
graves conflits agraires et voit s'amorcer un exode paysan vers les villes,
leur déclaration tente de contrer l'émigration au nom d'arguments essen-
tiellement d'ordre moral. Selon eux, l'agriculture est la base de la pro-
priété nationale, car c'est elle qui fournit au pays des produits de première
nécessité. Elle sanctifie les hommes en garantissant la moralité de leurs
coutumes. Elle purifie l'âme en apportant l'air sain de la campagne, la
tranquillité du foyer, la frugalité de l'alimentation, l'éloignement des mau-
vais exemples offerts par les «centres païens». Cette peinture idéalisée
repose sur une évidente division du travail : les paysans, armés de haches
et de houes, constituent l'armée que la Divine Providence a daignée orga-
niser pour sauver ceux qui doivent s'employer à d'autres tâches. Ils sont
«les vrais pères de la patrie» puisqu'ils nourrissent tout le monde. Ils sont
l'arôme qui purifie l'«atmosphère viciée des villes».

C'est pour cela que l'épiscopat exhorte les paysans à ne pas quitter la
campagne, comme l'ont fait avant eux «les hallucinés» qui partirent tra-
vailler dans les travaux publics, où ils perdirent le goût des besognes agri-
coles, l'amour de leur foyer et le sens d'une vie honnête. Beaucoup de ces
malheureux se consacrèrent «au jeu, à la boisson, à un habillement
luxueux, à la malhonnêteté, aux mauvaises relations, à l'assistance assidue
aux spectacles publics et aux mille désordres de la ville». Quand les tra-
vaux publics ont été interrompus, ils n'avaient rien économisé mais
s'étaient habitués à la vie citadine, où ils sont restés grossir les rangs des
indigents et des mendiants. Les évêques en concluent que les paysans doi-

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
vent se mêler de la propagande subversive des bolcheviques et rester
fidèles à l'Église.
38, rue Saint Sabin
75011 Paris

tel/fax : 01 48 06 48 86

Le socialisme: un nouvel idéal

146 rue de la Harpe
www.eclm.fr

Chez les libéraux, les réactions furent bien différentes. Quelques-uns
Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
parmi les plus radicaux choisirent de rejoindre les rangs du parti socialiste.
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Arrlando Solano, économiste et intellectuel libéral, écrit en 1928, ECLM Direc-
tion nationale pour lui faire part de sa décision de quitter un parti jugé par
lui obsolète « car le socialisme cherche aujourd'hui à concrétiser les idées
autrefois incarnées par le libéralisme ». Solano poursuit en regrettant que
le parti libéral ait préféré « servir de tampon entre la tradition, représentée
par le conservatisme de notre clergé, et la révolution que certains estiment
symbolisée par les socialistes, les communistes, les anarchistes et d'autres
encore, qui n'ont pas fini de s'organiser ni de s'entendre entre eux ».

La mobilisation sociale provoquée par l'activité des socialistes a égale-
ment engendré des réactions constructives au sein des libéraux. Ainsi, le
futur président du pays, Alfonso López Pumarejo, dans une lettre datée du
25 avril 1928, estime que la Colombie vit une période de fracture et fait
une critique sévère du libéralisme « au moment où la révolution écono-
mique et sociale ébranle l'édifice conservateur et provoquera bientôt sa
chute ». Il enjoint aux "hommes progressistes" de poursuivre la mission du
parti libéral en « le débarrassant de tous les vices anti-démocratiques
contractés sous la direction des chefs militaires ». Alfonso López estime
que de nombreux libéraux partagent les craintes des conservateurs face à
ce que ceux-ci appellent "la menace communiste". Ils croient vivre dans le
meilleur des mondes et pensent que les plus heureux des hommes sont
« ceux qui sont sans fortune : les paysans, les ouvriers, les petits artisans...
Soumis à des conditions extrêmes, ils ont vécu les cent premières années
de la République sous la triple autorité des patrons, des *caciques* et des
curés, sans que rien ne vienne perturber leur esclavage ». Alfonso López
poursuit en observant qu'ils ont ainsi végété jusqu'à ce que les capitaux
étrangers et la politique de grands travaux provoquent « la mobilisation du
peuple colombien : les serfs de la glèbe cessèrent de payer la dîme, firent
leurs adieux à leurs vieux maîtres et oublièrent de se rendre aux urnes et
de justifier du même coup la fraude et la trahison de la volonté populaire ».

López se demande encore si les libéraux peuvent jeter l'anathème sur
les idées socialistes, comme les conservateurs l'avaient fait à propos des
leurs. Refusant de réduire les dissidents du système bipartite à la condition
de parias, il juge que les deux partis doivent changer de politique pour le
bien du pays. Car leur inefficacité constitue « la réalité la plus préoccu-

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
panie aujourd'hui, et l'une des causes fondamentale d'une agitation
38, rue Saint Sabin
sociale qui ne cesse de se développer».

Même en 48, le diagnostic fut considéré comme bien pessimiste par
Narciso Cancholo, responsable libéral et destinataire de la longue lettre
de López. L'attitude de celui-ci se voulait positive. Au cours de confé-
rences et dans de nombreux articles, López engageait le parti libéral à

assumer un rôle renouvateur dans la société. Son seul espoir résidait dans le
vote d'une population urbaine en forte augmentation. La majorité des
ruraux étant dominés par les *gamonales*, les prêtres et les propriétaires
conservateurs. Et en effet, le parti libéral progressa grâce aux villes. En

1922, son candidat Benjamín Herrera s'impose dans la majorité des capi-
tales départementales du pays et dans les zones à forte concentration
ouvrière et artisanale. Cette capacité du parti libéral à profiter des effets de
l'exode rural lui permettra de reconquérir le pouvoir et de s'affirmer
bientôt comme la première formation politique du pays.

4. MODERNISATION ET VIOLENCE (1930-1957)

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Violence et désarticulation du pouvoir

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Les réactions présidentielles de 1930 consacrent le triomphe du libéral Olaya Herrera. Arrivant au pouvoir après de nombreuses années d'hégémonie conservatrice, celui-ci entreprend de placer ses partisans dans les administrations publiques et de renvoyer un certain nombre de fonctionnaires conservateurs.

Mais son entreprise se heurte aux pouvoirs locaux, qui s'étaient consolidés de cette façon depuis le XIX^e siècle. La tâche est d'autant plus difficile que ses adversaires dominent encore les corps législatifs, les assemblées départementales, la plupart des conseils municipaux et l'appareil judiciaire. La soif de revanche des nouveaux gouvernants, qui se traduit de fait par une sorte de "libéralisation forcée" des départements restés conservateurs, ne va pas sans créer une difficile transition politique. Des affrontements violents éclatent dans plusieurs régions, comme dans les zones de Santander et Boyacá.

Le cas de Boyacá illustre bien l'abîme qui se creuse alors entre le gouvernement central et les pouvoirs locaux. Une excellente étude réalisée par Javier Guerrero³⁰, signale que dans cette région, qui compte 101 communes, furent nommés 88 maires libéraux³¹. Cette décision ne pouvait être considérée par les notables conservateurs que comme un affront et une menace. La résistance de ces derniers, enkystés dans l'appareil bureaucratique, était à son tour perçue par le nouvel État libéral comme un danger permanent pour l'autorité.

Au niveau local, les maires nommés par le pouvoir se trouvent effectivement sans protection, face à un environnement hostile composé des anciens bureaucrates et d'une population majoritairement adverse, soutenue par les curés des paroisses. Leur réaction est typique de l'histoire colombienne : leur autorité n'étant pas reconnue par la police municipale ou la garde départementale, ils créent une milice, appelée "police civique". Cette sorte de garde personnelle, mi-privée et mi-publique, échappe bientôt à leur contrôle et se rend responsable de nombreux abus. Elle est d'ailleurs encouragée par l'attitude même des nouvelles autorités municipales, faite de provocations constantes. Ils ne sont pas très loin de la réalité, ceux qui accusent « les libéraux de Boyacá, soutenus par les maires, [de] menacer les paysans conservateurs et [de] semer la panique ».

30. Javier Guerrero. *Los años del olvido. Boyacá y los orígenes de la violencia*. Ed. Tercer Mundo e Instituto de Estudios políticos y relaciones internacionales. Bogotá.

31. En Colombie, les maires ne sont élus que depuis 1988 (NdT).

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
93014 Paris

Bien évidemment, les notables conservateurs réagissent de la même façon devant des persécutions dont ils sont l'objet de la part des nouvelles autorités municipales. L'éclatement du pouvoir et la fragilité de l'appareil d'État apparaissent dans toute leur ampleur lors de ces heurts entre les citoyens et les différents corps de police.

Comme pour rendre la situation encore plus tendue, le clergé de Boyacá tend à se politiser et à se rapprocher des conservateurs. Certains prêtres, aux côtés de notables locaux, vont jusqu'à diriger des bandes armées, scandant des slogans religieux. L'Église s'impose comme un véritable belligérant, au point que l'on se demande souvent si les mouvements d'opposition au nouveau gouvernement sont des mutineries de militants politiques appuyées par l'Église ou des soulèvements de paroissiens encouragés par le parti conservateur...

Le pouvoir de convocation des prêtres est tel qu'à un moment, des rumeurs faisant état de menaces dirigées contre le curé de Boavita provoquent d'importants préparatifs militaires au nom de la défense de la religion. Le clergé se radicalise et, dans quelques villages, invite même la population à déloger les maires libéraux. La municipalité de El Cocuy échappe *in extremis* à l'assaut des habitants du village de Güicán, conduits par leur curé; ce dernier reçut par téléphone un appel de l'abbé de El Cocuy, le dissuadant d'en arriver à cette extrémité. Le pacifique évêque de Tunja doit interdire au clergé de participer à la bataille électorale de mai 1931, ce qui ne manque pas de provoquer les réactions indignées des conservateurs. Le gouvernement annonce qu'il expulsera les prêtres étrangers participant aux affaires politiques et menace les autres d'appliquer à leur encontre la loi dans toute sa rigueur.

Mais ces efforts pour limiter la participation de l'Église à la vie politique ne suffisent pas à apaiser les tensions. En fait, les heurts entre partis sont aussi l'expression de conflits de voisinage entre villes, villages et hameaux. Des litiges surgissant à propos de limites de parcelles ou de partage des eaux, des problèmes familiaux ou des rivalités entre groupes sociaux sont portés sur le champ politique par les *gamonales*, ces petits notables à la frontière entre l'appareil d'État et la complexe architecture locale, faite de relations de clientélisme. Les groupes armés sur lesquels s'appuient les libéraux sont recrutés dans la région de Boyacá à majorité conservatrice, au sein d'enclaves isolées souvent constituées d'*haciendas* créées par le gouvernement libéral sur des terres confisquées à l'Église en 1863. Leurs occupants y sont considérés, aux yeux des prêtres et des paysans de la région, comme des usurpateurs.

Cet enracinement local des conflits explique le caractère collectif des affrontements: prise d'assaut de villages ou de hameaux, actions de bandes armées, politique de la terreur, massacres... Ces pratiques collectives supposent en effet un certain niveau d'organisation et une certaine

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Téléphone : 01 48 06 48 00
diffusion@clm.fr

cohesion, qui passent par le sentiment d'appartenance des individus à un groupe social local. Dans un contexte de crise des systèmes de référence et d'identification à la société nationale, la cohésion des groupes locaux est assurée par les solidarités traditionnelles et les anciennes autorités. C'est également ce que remarque María Victoria Uribe³² à propos des "vengeances de sang", cause des nombreux massacres qui marquent la région de Tolima au milieu du siècle.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

locales et régionales, largement utilisées par les protagonistes pour défendre leurs intérêts particuliers, perdirent leur image d'impartialité et, de ce fait, toute légitimité dans le règlement des conflits. D'un côté, les *gamonales* libéraux voulaient les mettre au service de leurs ambitions personnelles, et de l'autre les conservateurs les utilisaient pour résister aux efforts déployés par le gouvernement pour maîtriser la situation. Ces derniers ne se privaient pas non plus de se servir du contrôle qu'ils exerçaient sur l'appareil judiciaire : les juges s'arrangeaient pour remettre en liberté les guérilleros conservateurs qui étaient incarcérés. L'impunité devint générale, symptôme de l'inexistence d'un espace public de résolution des conflits.

Malgré la résistance dont firent preuve certaines régions, comme celle de Boyacá, à la "libéralisation" forcée entreprise par le gouvernement, le processus connut des résultats probants. Grâce à la suppression des fraudes électorales instituées par les conservateurs, et à la mise sur pied de nouvelles irrégularités favorables à leurs adversaires, ces derniers connurent un véritable triomphe lors des élections de février 1933. Dans la commune de Chiquinquirá, les conservateurs furent ainsi rayés de la carte politique : ils n'obtinrent que 20 voix, contre 10761 suffrages en faveur du parti au pouvoir ! Les libéraux gagnèrent la majorité des assemblées départementales. Pour la première fois, celles de Boyacá, de Magdalena et du nord du Santander passèrent sous leur contrôle.

Les conséquences de cette conversion forcée de la société au libéralisme apparurent dans les années cinquante, quand une nouvelle crise d'ampleur nationale servit de détonateur et réveilla brutalement de multiples rancœurs. De plus, l'offensive des libéraux dans la région de Boyacá provoqua l'exil de certaines familles vers les régions de Cundinamarca, de Tolima, de Caldas et du Quindío actuel. Les effets de ce déplacement forcé se feront sentir dans les années cinquante. On remarque en effet, lors des événements de cette époque, que l'appartenance à un parti dépend souvent de l'origine géographique de la famille. Certaines zones libérales du Quindío se révélèrent peuplées de colons originaires d'Antioquia, alors que des fiefs conservateurs étaient constitués de migrants provenant de Boyacá - et notamment de la commune de Chiquinquirá - ou du Santander.

32. María Victoria Uribe. *Matar, rematar y contramatar. Las masacres de la violencia en el Tolima. 1948-1964*. Controversia n°159-16, CINEP, Bogotá, 1990.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
Carlos Miguel Ortiz³³ découvre par exemple l'arrivée à Pijao de 200 familles en provenance des régions de Boyacá et du Santander, qui fuient la violence des 1940s. C'est dans ce milieu que naîtra un jour celui qui s'affirmera plus tard comme un célèbre guérillero conservateur : Efraín González.

Ortiz estime que les conflits qui apparaissent entre les diverses vagues de migrants sont provoqués avant tout par des antagonismes régionaux et non pas de lutte qui dressent l'un contre l'autre les deux partis traditionnels. A Sévilla, les affrontements opposent les colons en provenance d'Antioquia à ceux qui viennent du Cauca. A Calarca, les immigrants originaires de Cundinamarca se battent contre ceux d'Antioquia... Pour les générations suivantes, l'origine familiale perdra de son importance, au profit d'un sentiment d'appartenance locale. Peu à peu, ces tensions disparaîtront donc, mais elles seront relayées par des oppositions politiques.

Le clivage entre les deux grands partis traditionnels ne s'oppose donc pas aux antagonismes d'origine locale ou régionale, voire même aux conflits de voisinage. Au contraire, il repose souvent sur eux. Cela explique le fait, signalé par Ortiz lui-même, que la cohésion sociale de certains villages, due à une provenance géographique commune de leurs habitants, ait pu leur épargner tout clivage politique durant les années cinquante. Les villages les moins exposés à la violence se révéleront être ceux dont la population est issue d'un ancêtre commun ou d'un même lieu d'origine.

Colonisation et conflits ruraux

Les conflits de nature politique ne sont pas la seule cause de migration forcée, ni la seule origine des préparatifs de ce qui se révélera bientôt comme le théâtre d'une terrible violence. La "faim de terre" manifestée par les paysans et métayers de certaines régions alimente également ce mouvement. C'est dans les années trente et quarante qu'apparaît un véritable problème agraire dans les régions de Sumapaz, de Tequendama et d'autres zones de colonisation. A ce moment en effet, les problèmes sociaux nés de l'exode paysan se superposent aux clivages politiques et à la naissance de mouvements socialistes et agrariens.

Dans le reste du pays, les zones de conflit restent les mêmes. Dans la région du Sinu ou de Majagual, des *haciendas* sont envahies durant les quelques mois qui suivent les élections de 1931. Dans la zone bananière de Santa Marta, des milliers de travailleurs sans emploi, qui se déclarent colons, occupent des terres non cultivées appartenant à la multinationale américaine United Fruit. Dans le Quindio, onze *haciendas* sont prises d'assaut par des paysans sans terre. Dans la Vallée du Cauca, la construc-

33. Carlos Miguel Ortiz Sarmiento. *Estado y subversión en Colombia. La violencia en el Quindio años cincuenta*. CIDER-UNIANDES-FESCOL, Bogotá, 1985.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tél. 01 42 48 06 48

tion, du canal de Panama et du chemin de fer du Pacifique avaient stimulé l'économie locale et permis à de nombreux grands propriétaires de clôturer les terres non cultivées. Ces usurpations provoquent de multiples conflits avec les colons en provenance de la région d'Antioquia. Dans l'est de la région de Huila, les propriétaires des grandes fermes d'élevage n'avaient pas fixé les limites de leurs domaines, ce qui leur permettait de les repousser vers la montagne au fur et à mesure que les petits colons défrayaient de nouvelles parcelles.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit à usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Dans toutes ces zones difficiles, les propriétaires avaient recours aux procédures administratives d'expulsion par l'intermédiaire des autorités locales qui étaient sous leur contrôle. Ils se gardaient bien de faire appel aux tribunaux de peur que leurs propres titres de propriété ne soient déclarés sans valeur.

Mais dans les années trente, de plus en plus de colons parmi ceux qui envahissent les grandes propriétés refusent d'obtempérer à l'ordre d'expulsion. Parfois, ils bénéficient d'un soutien de la part des autorités locales. C'est ce qui permet par exemple à plus de 3000 familles de paysans sans terre de s'installer en 1935 dans les municipalités de Sucre et de Jesús María.

De façon générale, les grands propriétaires attribuent la responsabilité de cette agitation paysanne à des militants politiques. Il est vrai qu'au début des années trente, un certain nombre d'entre eux, bénéficiant d'une longue expérience en milieu urbain, appuient ces mouvements, leur permettant de mieux s'organiser et d'utiliser en leur faveur les garanties octroyées par la loi. Ils leur donnent également une certaine résonance nationale et leur attribuent un contenu politique. Et il faut dire que, même s'ils ne sont pas à l'origine de toutes les manifestations du monde rural, ils réussissent dans un premier temps à les cristalliser. Mais leurs divergences à propos de la mobilisation de la population finiront par provoquer l'éclatement du mouvement paysan.

Les activistes de l'époque se regroupent au sein de l'UNIR (Union nationale de la gauche révolutionnaire), du PAN (Parti agraire national) et du PC (Parti communiste).

L'UNIR est une organisation populiste, fondée par Jorge Eliécer Gaitán. Après sa rupture avec le parti libéral en 1933, celui-ci se consacre à la mobilisation des paysans et des colons ainsi que - dans une moindre mesure - à celle des classes moyennes et des travailleurs urbains. Malgré une rhétorique radicale, il propose une série de réformes progressives et s'oppose à une dissolution rapide des *haciendas*, estimant que sans formation, sans technologie et sans crédits, les paysans seraient incapables de les faire produire. Gaitán défendit devant les tribunaux les occupants illégaux de plusieurs *haciendas* de Cundinamarca et de Tolima, et dénonça devant

Éditions-Diffusion Charles-Léopold Mayer
le Congrès les méthodes violentes des grands propriétaires. Candidat lors
des élections de 1933 et 1935, il obtint un important soutien populaire.

Le Parti communiste succède en 1930 au Parti socialiste révolutionnaire et consacre ses efforts à la défense des fermiers qui se battent pour l'amélioration des contrats les liant aux propriétaires, et des Indiens qui luttent pour récupérer leurs terres communales. Selon Catherine Legrand, le parti n'a jamais contesté les titres de propriété des grands domaines et ne s'est pas non plus consacré à la question des terres en friche, car ces problèmes ne se posaient pas vraiment dans les régions où il opérât. Mais il considérait que tout recours légal faisant appel aux autorités en place était révélateur d'une complicité avec le système. Il incitait les paysans à créer des groupes armés d'autodéfense pour s'opposer aux grands propriétaires.

Le PAN fut créé en 1935 par Erasmo Valencia, avocat de gauche expulsé du Parti socialiste révolutionnaire dix ans auparavant, et visa la mise en place d'une organisation politique enracinée au niveau local. Pour cela, le PAN concentra ses efforts sur la résolution du problème des terres en friches et trouva une base sociale parmi les colons, en particulier dans la région de Sumapaz. Il obtint un certain succès lors d'élections municipales et son fondateur fut élu à l'assemblée départementale. Mais Valencia et ses conseillers doutèrent rapidement de l'efficacité de la stratégie électorale pour améliorer la condition du paysannat. Ils ne tardèrent pas à encourager les invasions de terres et à appuyer la création d'organisations sociales.

Le PAN et l'UNIR manifestaient une certaine proximité et arrivèrent à collaborer. En revanche, les relations entre l'UNIR et le Parti communiste étaient faites d'affrontements permanents. Aux yeux des communistes, les réformistes de l'UNIR étaient les ennemis principaux de la révolution. Pour ces derniers, le PC était une institution dogmatique qui avait mal digéré le marxisme.

Cependant, malgré leurs rivalités, la présence des organisations de gauche contribua à développer les mouvements populaires du milieu rural. Dans la région de Sumapaz en particulier, l'autorité traditionnelle des grands propriétaires s'en trouva affaiblie et les paysans commencèrent à se mobiliser en marge des deux grands partis. Cela obligea certains responsables du parti libéral à s'intéresser aux revendications paysannes, dans le but de récupérer une partie de l'électorat des nouvelles organisations.

En 1931, le gouvernement de Olaya autorise ainsi la syndicalisation des travailleurs afin de faire contrepoids à l'influence communiste. Pour sa part, l'aile gauche du parti libéral crée des syndicats ruraux qui défendent les réformes conduites par les organismes publics. Des "maisons libérales" sont créées dans les zones les plus conflictuelles. Mais, malgré tous ses

34. Catherine Legrand. *Colonización y protesta campesina en Colombia (1850-1950)*. Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, 1988.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
efforts, le parti ne parvient pas à reprendre aux groupes de gauche une
38, rue Saint Sabin
fraction significative de leurs partisans.
75011 Paris

En 1934, le Congrès et le ministère de l'Industrie décident de dépêcher
dans différents départements des commissions chargées d'établir des canaux de com-
munication directe avec les paysans, dans le but de court-circuiter les
autorités locales et départementales. Le Bureau du travail envoie des fonc-
tionnaires dans les départements de Cundinamarca, Tolima et Valle, avec

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
la mission d'obtenir des trêves entre les grands propriétaires et les occu-
pants illégaux établis sur leurs domaines. Des avocats se voient confier la

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse de ECLM.
tâche d'informer les paysans sans terre de leurs droits et de dissiper les
rumeurs répandues par les propriétaires d'*haciendas* d'un côté et les mili-
tants de gauche de l'autre. Cette attitude du gouvernement encouragea
sans doute quelques invasions de grands domaines par des petits paysans,
conforta certainement le prestige des "activistes" présents sur le terrain et
réveilla la colère des grands propriétaires.

Rapidement, le gouvernement se trouva dans une position insoute-
nable. Les petits paysans commencèrent à faire fi non seulement du pou-
voir des grands propriétaires, mais également de l'autorité des maires et de
la police. Les affrontements furent particulièrement violents dans la région
de Sumapaz, dont la proximité avec la capitale la disposait à recevoir de
nombreux groupes de gauche et la visite fréquente des représentants du
gouvernement. En résumé, l'intervention des hommes politiques ne fit
qu'envenimer la situation.

Stopper les invasions de terres

Face au problème grandissant de l'occupation illégale des *haciendas*, le
gouvernement décida de récupérer les terres usurpées et de mettre en place
une politique agraire basée sur l'attribution des grandes *haciendas* aux tra-
vailleurs agricoles. Mais devant l'opposition rencontrée, il dut se résoudre
à acheter les terres occupées à leurs légitimes propriétaires pour les distri-
buer aux occupants. De grands domaines furent ainsi démembrés et trans-
formés en petites propriétés. Selon Elsy Marulanda³⁵, cette politique pro-
voqua la démobilisation des paysans, car elle créa des divisions entre
partisans et adversaires de l'initiative gouvernementale. Mais elle permit
au parti libéral de retrouver une certaine emprise sur la population pay-
sanne.

Toutes ces difficultés obligèrent le gouvernement libéral de Olaya
Herrera (1930-1934) et celui de son successeur López Pumarejo (1934-
1938) à engager des projets de loi susceptibles de régler la question
agraire. Mais si celui d'Olaya favorisait les colons en prétendant stimuler
la production agricole par des cultures intensives sur de petites parcelles,

35. Elsy Marulanda. *Colonización y conflicto. Las lecciones del Sumapaz*. IEPRI.
Ed. Universidad Nacional y Tercer Mundo. Bogotá, 1991.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
celui de López, s'orientait vers le développement de la grande entreprise
38, rue Saint Sabin
agr 75011 Paris

Ce changement de perspective est révélateur d'une évolution de la situation politique. Entre 1931 et 1936, le mouvement des colons commence à perdre de l'importance : plusieurs de ses dirigeants sont récupérés par les hommes politiques ou divisés par l'initiative gouvernementale de

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Le démembrement des *haciendas*. La menace de la gauche s'estompé : Gaïtan rejoint les rangs du parti libéral et le Parti communiste se rallie au gouvernement de López. Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Ce dernier cherche à se créer une base sociale prioritairement dans les milieux urbains en accélérant la syndicalisation des travailleurs et en proposant la médiation gouvernementale lors des grèves. L'activité politique se concentre de nouveau sur les villes aux dépens des paysans et des colons, dont López ne recherche ni l'appui électoral ni la participation à son gouvernement. Abandonnés, ceux-ci ne trouvent plus les moyens d'exercer des pressions sur les pouvoirs publics.

Profitant de la situation, les grands propriétaires resserrent les rangs et créent des organisations corporatistes, comme la société des agriculteurs de Colombie (SAC) et la Fédération nationale des caféiculteurs (FEDE-CAFE). En 1935, ces deux structures parrainent la création de l'Action patriotique économique nationale (APEN), formée par des conservateurs et des libéraux modérés, et qui s'oppose aux vellétés gouvernementales d'intervention dans l'économie et les conflits du travail.

En 1936, la "Loi 200" définit la politique agraire du gouvernement de López. Son objectif est d'en finir avec les conflits en légalisant le *statu quo*. Les propriétaires, qui réclament l'expulsion de paysans s'étant installés illégalement sur leurs terres avant 1935, doivent présenter les actes originaux de propriété pour que leurs revendications soient prises en compte. Dans le cas où cela leur est impossible, ce qui devait se révéler fréquent, les occupants de fait en deviennent les légitimes possesseurs. Les paysans ayant occupé des terres sans détenteur officiel avant 1935 peuvent donc voir leur situation légalisée, dans la mesure où une organisation forte leur a permis de se maintenir en place jusque là. A travers ce cadre juridique, qui reconnaît les occupations passées, la loi prétend consolider la situation des petits paysans pour mieux les dissuader de rechercher de nouvelles terres. A terme, il s'agit de préserver les *haciendas* existantes de futures invasions. Les réclamations des colons ayant envahi des parcelles après 1935 sont écartées et le projet de distribution des terres des grandes *haciendas* est abandonné. On voit déjà dans la Loi 200 les prémices d'un développement agricole basé sur les grands domaines. Les élites rurales ont su, à travers ce projet législatif, saper une politique de réformes qui préconisait une alliance entre les travailleurs ruraux et un État de plus en plus soucieux du développement national³⁶.

36. Nous reprenons ici l'interprétation donnée par Catherine Legrand (*Colonización y protesta campesina, op. cit.*), qui s'oppose à la plupart des analyses de la Loi 200.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél. : 01 40 62 48 80
Fax : 01 40 62 48 80
www.cdm.fr

Mais la Loi 200 ne parvint pas à régler les conflits du monde rural, elle ne put les transformer. Alors que certains paysans adhéraient au projet du président López, d'autres s'empressaient d'occuper illégalement les parcelles cultivées des grands domaines afin d'apparaître comme des colons avant que la loi n'entre en vigueur. Nombre d'entre eux avaient confondu un peu vite la Loi 200 avec la garantie d'obtenir un titre de propriété pour tous ceux qui travaillaient la terre. Des fermiers et des métayers de régions jusque alors épargnées par les invasions paysannes tentèrent de revendiquer la possession des lopins que leur louaient les propriétaires. Ces derniers décidèrent de ne pas faire cas de la nouvelle loi et de prendre les devants : ils rachetèrent à leurs locataires les parcelles cultivées par eux pour mieux les en éloigner. Ceux qui refusaient de partir étaient menacés d'expulsion et poursuivis par les tribunaux.

La Loi 200 préserva donc les grandes propriétés et transforma peu à peu la condition des fermiers et métayers, qui devinrent salariés des grands domaines. Ceux d'entre eux qui furent expulsés durent émigrer vers la ville, ou vers des zones de colonisation reculées, où ils allaient s'affronter aux mêmes problèmes que ceux qui les avaient fait fuir. Dans les zones d'accueil, ils allèrent grossir les rangs des chômeurs et leur arrivée massive fit diminuer les salaires des travailleurs agricoles. Dans les zones d'exode, leur nombre diminua et la main-d'œuvre devint plus coûteuse. Pour faire face au manque d'employés, de nombreux propriétaires développèrent alors l'élevage extensif, une activité qui demandait peu de travail. La production des biens de première nécessité destinés au marché intérieur commença à chuter...

Mais cette crise du monde rural, au contraire de celle de la décennie passée, ne trouva pas de traduction politique ni d'écho au niveau national. Pour Elsy Marulanda, l'un des effets de la Loi 200 fut de priver les problèmes agraires de toute expression à ce niveau, sans pour autant les solutionner. Les colons et les fermiers continuèrent de contester les droits des grands propriétaires, devant les tribunaux ou sur le terrain des occupations.

Peu à peu, la Loi 200 provoqua également une différenciation à l'intérieur du monde paysan. A partir de 1936, les conflits les plus violents opposèrent les petits propriétaires, les fermiers et les colons. Dans le même temps, les plus grands propriétaires vendirent leurs *haciendas* à l'État ou aux départements, ou les divisèrent en domaines de moyenne importance, mieux gérables et plus productifs. L'*hacienda* traditionnelle disparut au profit de véritables entreprises agricoles.

Toutes ces transformations provoquèrent une série de conflits qui s'accumulèrent progressivement, faisant le lit d'une nouvelle flambée de violence. La Loi 200, cette demi-réforme, ne parvint pas à donner une autorité à l'État face aux forces sociales, mais permit au parti libéral de

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
récupérer sa fonction médiatrice dans la gestion des conflits sociaux. Cette
volonté marqua le gouvernement de López Pumarejo et suscita les craintes
des notables traditionnels, qui se levèrent contre lui.

18 06 1986
diffusion@eclm.fr

La "Révolution en marche"

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Le projet du président libéral était inspiré par la démocratie anglaise et
les réformes éducatives par Roosevelt aux États-Unis. López Pumarejo, issu
des milieux financiers, proche des exportateurs de café, très lié au monde
du commerce et de l'industrie, se proposait de moderniser la société et
l'État au moyen d'une politique d'intervention sociale et d'une amélioration
de la participation politique, sans abandonner complètement le libéralisme
économique.

Son projet modernisateur était animé par le souci de mieux insérer la
Colombie dans le marché mondial. Mais les conditions préalables à cette
insertion détermineront en grande partie le style de modernisation. Dans
les années trente, il est difficile de mettre en place un modèle de dévelop-
pement agro-exportateur, alors que le pays est profondément divisé par
des clivages régionaux, économiques et politiques. Une multitude d'auto-
rités locales s'accaparent les espaces d'expression politique au travers des
deux grands partis traditionnels, laissant peu de place à un État moderne,
susceptible de mobiliser une véritable communauté nationale. Les déci-
sions publiques restent soumises à la logique des intérêts particuliers.
Dans le champ économique, cette domination se traduit par un modèle de
développement libéral où l'intervention de l'État est réduite et canalisée.
Elle s'exprime à travers une idéologie moderniste, mais qui exclut les
classes populaires.

Consuelo Corredor³⁷ insiste sur le fait que la modernisation, en tant
que processus de développement économique et technologique, provoque
l'érosion des solidarités propres à la société traditionnelle, alors même que
son caractère socialement exclusif l'empêche de construire de nouvelles
relations basées sur la citoyenneté. Elle soutient qu'en Colombie, les
efforts visant à une modernisation de l'économie nationale ont toujours été
accompagnés d'un conservatisme social et politique.

Une sorte "d'État privatisé" par les intérêts particuliers, coincé entre un
libéralisme économique et un immobilisme politique, ne peut avec aisance
s'imposer en tant qu'espace de résolution des conflits et de gestion des
intérêts collectifs. Par conséquent, les tensions sociales trouvent une solu-
tion - souvent violente - par la voie privée. La décomposition des relations
sociales caractéristiques de la société traditionnelle vient encore renforcer
cette tendance.

37. Consuelo Corredor Martínez. *Los límites de la modernización*. CINEP, Bogotá, 1992.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
36, rue Saint-Sabin
Paris

L'État dans le développement économique : un rôle de figurant

tel/fax : 01 48 06 48 86

diffusion@eclm.fr

www.eclm.fr

cherchant à renouer les liens privilégiés du parti libéral avec les mouvements populaires urbains, López intervient de façon volontariste dans le secteur social. Il développe un syndicalisme proche du gouvernement et justifie les conflits ouvriers en affirmant qu'ils sont le propre des sociétés en développement. En tant qu'ambassadeur d'un État-ECLM des conflits sociaux, se plaçant au dessus des intérêts privés et refusant le rôle d'instrument de la classe dirigeante, il cherche à créer un appareil public indépendant des deux grands partis ou de la bourgeoisie industrielle et caféière.

Ses fréquents appels au "peuple" trouvent un écho favorable auprès des ouvriers et des fonctionnaires qui, pour la première fois, se sentent représentés par le gouvernement. La Centrale des travailleurs de Colombie - une puissante confédération syndicale - et le Parti communiste serrent les rangs autour du président. La classe ouvrière est sollicitée pour aider l'État à se constituer en acteur autonome, face aux intérêts des élites politiques et économiques. Le droit à la citoyenneté est affirmé avec force : chacun peut se considérer comme un membre à part entière de la nation, dont l'État préside à la destinée³⁸.

L'ambition de López suppose donc d'opérer une rupture profonde avec la manière classique de faire de la politique et de présenter l'action publique. Au début des années trente, l'État est encore fragile et manque de moyens ; il n'existe pas de marché national mais des réseaux d'échange dispersés ; aucune ville ni région ne peut prétendre dominer la vie économique du pays.

L'éclatement de l'espace économique se manifeste également dans la sphère politique. La bourgeoisie commerciale et financière doit négocier et transiger avec les innombrables oligarchies locales, qui se sont assurées le monopole des terres proches des zones de consommation et des voies de communication. Les autorités locales sont sur-représentées par le pouvoir législatif grâce au vote des travailleurs ruraux, soumis aux pressions des notables locaux. Face à l'importante abstention des secteurs urbains, celui-ci devient d'ailleurs nécessaire pour légitimer la validité des élections. L'atomisation du pouvoir et les carences des institutions publiques offrent toujours un large espace aux intermédiaires politiques, qui ont les coudées franches et sont en mesure d'assurer un véritable contrôle politique et social de la population. Face à la réalité de leur présence, l'État semble se mouvoir sur une scène installée à l'écart des affrontements qui opposent les acteurs économiques.

38. Ce paragraphe et les suivants sont inspirés des analyses de Daniel Pécaut (*Orden y violencia : Colombia 1930-1954*, voir bibliographie).

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
58, rue Saint-Babine
1000 Paris
Tél. 48.06.48.86
diffusion@clm.fr
www.clm.fr

Ce modèle politique, issu du XIX^e siècle, repose sur une juxtaposition d'élites locales hétérogènes, concurrentes dans l'espace local et régional mais fédérées au niveau national sous les drapeaux du libéralisme ou du conservatisme. Il n'existe pas de bourgeoisie nationale à proprement parler, mais une multitude de groupes défendant des intérêts particuliers et développant des stratégies de court terme. L'image générale produite par leur action est celle d'un équilibre instable et changeant.

La corporation caféière offre un bon exemple de ce modèle libéral désarticulé. Résistant à toute forme d'intervention publique, la fédération de producteurs de café se convertit peu à peu en une sorte d'État dans l'État. Elle dirige la politique de production et d'exportation du pays mais assure aussi des services sociaux dans les zones caféières. En concertation avec le Brésil, le gouvernement tente de l'utiliser pour maîtriser les quantités exportées et éviter une baisse des prix sur le marché mondial. Mais les groupes financiers s'opposent à son initiative. Leur stratégie se révèle payante lors de la crise de 1930 : la chute des cours est compensée par une hausse des exportations, et les professionnels s'offrent le luxe de ne pas faire appel à l'aide de l'État. Quant à l'industrie, elle ne laisse pas plus d'opportunité aux pouvoirs publics d'intervenir dans le domaine économique, ses ambitions en matière d'industrialisation du pays étant aussi limitées que ses accointances avec les producteurs de café sont fortes.

La modeste activité économique de l'État ne suffit pas à le convertir en un véritable agent de développement, contrairement à ce qui se produit dans d'autres pays du continent. A l'inverse du Mexique ou du Brésil, n'apparaissent en Colombie ni une nouvelle élite dirigeante, ni les catégories sociales qui naissent de l'expansion de la fonction publique : une classe moyenne liée à l'administration, une armée nationaliste et protagoniste de la vie politique et - *a fortiori* - une vaste organisation populiste rompant avec l'ancien clivage des partis traditionnels.

Au contraire, les fonctionnaires continuent d'être recrutés en fonction de leur appartenance aux deux grandes formations politiques du pays et l'État reste habité par la culture du bipartisme. Le président López considère d'ailleurs que l'opposition entre libéraux et conservateurs plonge ses racines dans un archaïque inconscient collectif et représente une sorte de « division naturelle des Colombiens », même si sa raison d'être semble avoir disparu et si les vieilles différences entre les partis se sont estompées. Les postes de responsabilité de la politique économique sont occupés par les dirigeants des grandes entreprises et les intérêts privés continuent de s'imposer au sein du gouvernement. Constituées à la demande de López lui-même, les organisations corporatistes acquièrent un tel pouvoir qu'elles jouent le rôle d'un véritable gouvernement parallèle, intervenant dans la définition de la politique publique et n'hésitant pas à parler au nom de l'intérêt général.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
En dépit de ses limites, le projet modernisateur de López réveille l'opposition des propriétaires ruraux et urbains, de l'Église et de quelques groupes politiques. À droite du parti libéral et même les modérés se modifient préoccupés par la présence de communistes au sein du mouvement syndical et par la politisation croissante des classes populaires. Il est pourtant évident que le but de López n'est pas de faire front commun avec les forces de gauche, ni de créer un mouvement populiste. Les véritables divergences proviennent du projet de réforme constitutionnelle engagé par le président, qui remet en cause le rôle de l'Église dans la société.

L'objectif de laïcisation de la société et de l'État provoque une renaissance du fondamentalisme conservateur. Son principal porte-parole, Laureano Gómez, entame une croisade contre la modernité, contribue à polariser les oppositions politiques et prépare le terrain à la violence des années cinquante. En plaçant son opposition au projet de López dans le champ du non-négociable, il déclare livrer le combat du bien contre le mal, dresser un rempart contre le cataclysme moral que le gouvernement s'apprête à déclencher par ses réformes. Ses adeptes sont imperméables à toute argumentation. Pour eux, la société colombienne est divisée en deux camps qui ne pourront jamais se réconcilier : les adversaires et les défenseurs de la civilisation chrétienne.

Face aux principes séculiers de la politique moderne, fondés sur le pacte social, la négociation, le compromis et la recherche de convergences, Laureano Gómez réveille brutalement les bases de l'intransigeance politique du XIX^e siècle. Devant le projet d'un État ouvert au pluralisme et à la concertation, il mobilise les *gamonales*, les *caciques* et les prêtres, partisans de l'intolérance et du recours à la violence. Lors du concordat de 1942, il s'oppose au nonce Serena et au primat de Colombie, l'archevêque Perdomo. Soutenu par certains secteurs de l'Église, il les accuse de pactiser avec les libéraux francs-maçons. Il agite la menace d'un complot libéral, juif, maçonnique et communiste dirigé contre les catholiques et estime que l'histoire moderne, depuis le Siècle des Lumières jusqu'aux dernières révolutions, est émaillée des perpétuelles attaques livrées contre la civilisation chrétienne et occidentale. Son argumentation trouvera un certain écho auprès du bas clergé de régions rurales traditionnelles, de certains jésuites et de quelques évêques.

En 1936, l'épiscopat au grand complet décide de s'opposer à la réforme constitutionnelle de López, qui prévoit de supprimer le nom de Dieu de l'en-tête de la Constitution, d'autoriser la liberté de culte et de reconnaître le mariage civil et le divorce. Les évêques estiment en effet qu'il est inadmissible que l'on fasse une Constitution de « cette chose qui ne reflète pas les sentiments ni l'âme religieuse de notre peuple ».

Parallèlement à ce réveil du fondamentalisme religieux, les ambiguïtés et les insuffisances du projet présidentiel provoquent de l'autre côté de

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
1, échiquier politique la naissance du mouvement populiste de Jorge
Elicar Gaitán. Celui-ci surgit lors du second mandat de López. A cette
époque, le mouvement des appels au peuple est encore vivace, mais le gou-
vernement est obligé à intervenir dans la vie économique du pays et à pro-
mouvoir une réelle citoyenneté. La misère des campagnes pousse de nom-
breux paysans vers les villes, où la chétive industrie nationale s'avère
incapable de les employer et où des services sociaux insuffisants ne peu-
vent satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Devant le constat de l'abandon des classes défavorisées par le gouver-
nement, Gaitán se propose d'assumer leur représentation. Ce porte-parole
des masses populaires conçoit celles-ci comme une sorte de force inerte et
primitive, qu'il s'agit de pousser en avant pour la faire naître à l'existence
politique, au travers d'un dirigeant charismatique.

Entre le catastrophisme de Laureano Gómez et le populisme de Jorge
E. Gaitán, l'effort modernisateur de López n'aura fait que déchaîner les
réflexes traditionnels. Deux langages commencent alors à coexister. A
celui - moderne - de la démocratie apparente s'oppose celui - archaïque -
de la politique réelle. L'État ne parvient pas à s'imposer en tant qu'espace
de résolution des conflits ni à promouvoir une véritable participation
populaire. Mais il réussit en revanche, par ses références au peuple et ses
réformes - fussent-elles incomplètes - à provoquer la méfiance de la droite
et du centre. Peu à peu, la société se polarise.

Devant l'opposition que font naître ses projets, aussi bien chez les libé-
raux que chez les conservateurs, López doit se résigner à décréter une
"pause" dans son effort de modernisation, avant même que son mandat
n'arrive à échéance. Son successeur, Eduardo Santos (1938-1942) poursuit
une ligne modérée, sans renoncer tout à fait à placer l'État dans une posi-
tion d'arbitre des conflits sociaux. Mais il doit s'affronter à une opposition
beaucoup plus déterminée. Une manifestation organisée par les conserva-
teurs dans la ville de Gacheta se termine par un choc violent avec la
police, à la suite duquel on relève plusieurs morts et de nombreux blessés.
L'incident est largement exploité par Laureano Gómez qui assure que
toute coexistence est devenue impossible et qu'il convient de reconnaître
le droit à l'autodéfense.

En 1942, López revient au pouvoir pour une période de trois ans. Mais
il est alors évident que sa tentative a échoué. Il n'est pas parvenu à
imposer la présence politique des classes moyennes et populaires. Il
continue de parler de l'intervention de l'État dans la vie du pays, mais son
rôle se limite à faire fonctionner l'administration. Les groupes corpora-
tistes patronaux restreignent son autonomie. C'est alors que López perd le
contrôle de la situation politique. Une série de scandales ébranle le gou-
vernement, qui doit faire face en 1944 à une tentative de coup d'État et à

Éditions-Diffusion Charles-Léopold Mayer
une grave division du parti libéral. L'année suivante, il est contraint à la
démission.
38, rue Saint Sabin
75011 Paris

Après un court intérim, les élections de 1946 consacrent la victoire du
conservateur Mariano Ospina Pérez, qui n'a aucun mal à s'imposer devant
des adversaires profondément déchirés.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
En 1946, le gouvernement d'Ospina se trouve dans une situation délicate. D'un côté, une vaste frange de son parti le considère excessivement temporisateur. Ospina le modéré s'opposera à plusieurs reprises aux positions intransigeantes de Laureano Gómez et des fondamentalistes conservateurs, qui prétendent effacer toute trace des seize années d'hégémonie libérale. De l'autre côté, le Congrès, les assemblées départementales et les conseils municipaux demeurent contrôlés par les libéraux. Ospina les invite à participer à son gouvernement. A la suite de Gaitán, certains libéraux militent pour un rejet de cette proposition, considérant que seule une opposition agressive peut s'attacher le soutien des classes populaires. Mais la majorité du parti préfère s'allier avec Ospina pour marginaliser le populisme de Gaitán. De cette façon, il lui est également possible de négocier le maintien dans l'administration de militants libéraux, ce qui est essentiel pour faire fonctionner en sa faveur la mécanique électorale.

Mais en novembre 1946, les partisans de Gaitán gagnent du terrain au Congrès et le gouvernement décide de rompre son alliance avec le parti libéral. Celui-ci se voit ainsi retirer quatre ministères, sept postes de gouverneurs et plus de quatre cents mairies. En mars 1947, Gaitán triomphe lors de la convention libérale et prend la direction du parti. Des négociations avec le gouvernement l'amènent alors à assouplir sa position. A l'invitation du président, plusieurs de ses partisans prennent la charge de postes ministériels. Ce revirement ne va pas sans poser à Gaitán quelques difficultés : comment concilier l'image de dirigeant populaire combatif avec celle de chef d'un parti allié au gouvernement conservateur ?

D'autant plus qu'à ce moment, le gouvernement prend les moyens de contrôler la police et de garantir l'ordre public. De nombreux policiers libéraux sont destitués, ainsi que des professeurs de l'École de Police, remplacés par de nouvelles recrues en majorité originaires de Gramalote, dans le Santander, une région durement touchée par la violence des libéraux dans les années trente. En 1947, est créée une police politique, qualifiée par l'opposition de "Gestapo créole".

En 1946 et 1947, des conflits éclatent dans le milieu ouvrier, qui sont sévèrement réprimés. C'est le cas le 13 mai 1947, alors que la centrale syndicale CTC lance une grève pour protester contre la hausse du coût de

Éditions-Diffusion Charles-Léopold Mayer
la vie et le renvoi d'ouvriers et de fonctionnaires appartenant au parti
libéral. Mais la presse de ce parti prend fait et cause pour le gouvernement
et justifie la répression. Quant à Gaitán, à la fois dans l'opposition et la
majorité, il adopte une attitude ambiguë. La presse conservatrice, pour sa
part, estime que l'agitation du mouvement ouvrier relève d'une conspira-
tion menée par Gaitán et les communistes afin de renverser le président.
Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Dans le but d'affaiblir la CTC, elle demande la reconnaissance officielle
de l'Union des travailleurs de Colombie, un syndicat proche de l'Église.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
qui se déclare anti-communiste... et apolitique.

Parler de complot était sans doute abusif, mais il est possible que la
CTC et certains libéraux aient caressé l'espoir qu'une forte agitation
sociale contraigne Ospina au départ. Des parlementaires proches de Gaitán
accrurent la pression en tentant de discréditer le président et ses ministres.
Mais ces manœuvres ne firent que durcir le régime. Quelques ministres
acculés à la démission furent remplacés par des conservateurs plus comba-
tifs, et les relations entre Ospina et Gaitán se distendirent. Les proches de
Laureano Gómez ne manquèrent pas de profiter de ces incidents pour
demander le départ des libéraux du gouvernement.

Le 5 octobre 1947, les élections des conseils municipaux voient la vic-
toire des libéraux, aussitôt contestée par Laureano Gómez qui accuse ses
adversaires de fraude. A plusieurs occasions, la presse conservatrice fait
état de plus d'un million de fausses cartes d'électeurs qui auraient été
imprimées par ses adversaires. Cette accusation devient un prétexte sup-
plémentaire à des actes de violence de plus en plus fréquents.

La polarisation de la société et la mobilisation politique deviennent
extrêmes. Le gouvernement tente de se débarrasser des autorités politiques
proches du parti libéral, ce qui s'avère particulièrement difficile dans les
zones où celui-ci est encore en position de force. Dans les régions de
Boyacá et de Santander, des actes de vengeance sont perpétrés, en sou-
venir de la brutalité dont ont fait preuve les libéraux dans les années
trente. Des politiques locaux, avec la collaboration d'autorités régionales
et l'accord tacite du gouvernement, pourchassent les partisans de Gaitán.
Dans la campagne, la pénétration d'entreprises capitalistes vient encore
multiplier les sources de conflits. C'est alors que s'enchaîne toute une
série d'événements que l'on regroupera plus tard sous le terme générique
de : la Violence.

Les premiers conflits se manifestent dans les localités et les régions où
aucun des deux partis ne dispose d'une large majorité. Là, les conserva-
teurs tentent, sous la pression des notables locaux, de se placer en position
de force, comme l'avaient fait les libéraux quand le gouvernement leur
était favorable. A la fin de l'année 1947 et au début de 1948, les affronte-
ments se multiplient. La région de Santander est déclarée "en état de
guerre civile". Le colonel Duarte, chef militaire de la région, relate que

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
1^{re} armée à sauve la vie d'une quantité innombrable de femmes et d'enfants, traqués par les conservateurs entre Arboledas et Cucutilla. Le gouverneur de la région, conservateur - conte que les libéraux du village de Román ont brûlé les ponts de bois qui permettaient aux conservateurs de passer et accéder à la ville de Cucuta et que ces derniers, affamés, ont à leur tour brûlé le village de Román, puis que les habitants se sont battus durant une journée entière. Il note également que leur rivalité est ancienne : « Ils vivent en permanence dans la crainte et la provocation mutuelle, et se maintiennent toujours en état d'urgence ».

L'historien Gonzalo Sánchez³⁹ affirme d'ailleurs que, de façon générale, les conflits locaux ont pesé d'un poids décisif dans l'enchaînement de la violence politique. « Des conflits entre voisins, entre fermiers et propriétaires, entre ouvriers agricoles et patrons, entre petits colons et grands exploitants, voire même entre ivrognes dans un bar se terminaient dans le sang, à cause de ceux qui, de par leur appartenance politique ou leur position sociale, étaient assurés de la complicité des autorités locales. Des villages, grands ou petits, dans une incessante guerre de voisinage, établissaient d'étroites lignes de démarcation politique, dont l'ignorance avait des conséquences fatales. »

"Ceux du 9 avril..."

L'assassinat de Gaitán, le 9 avril 1948, fit culminer la violence. Les protestations de ses partisans furent suivies d'une intense répression gouvernementale et d'une "guerre sale", au cours de laquelle la police et les autorités locales éliminèrent physiquement des libéraux. Dans certaines régions, les hommes politiques armèrent des groupes paramilitaires dans le même but. En guise de réponse, on vit s'organiser des guérillas paysannes d'autodéfense. Dans les grands centres urbains comme Bogotá, Cali, Medellín et Baranquilla, se produisirent des émeutes, qui éclatèrent de façon anarchique et durèrent peu de temps. Dans les petites villes et les villages, les habitants formèrent des milices populaires et nommèrent leurs propres autorités. Le pillage et la vengeance se manifestaient partout.

Ainsi, la ville de Barranca élut une "assemblée révolutionnaire" qui prit le pouvoir et nomma un nouveau maire : le dirigeant Rafael Rangel, proche de Gaitán. La police fut désarmée et une milice municipale chargée de maintenir l'ordre. La mort de plusieurs conservateurs obligea la mairie à en incarcérer 600 à 700 pour les protéger des tueurs et éviter toute réaction de leur part. Le 18 avril, des négociations avec le gouvernement aboutissent : les insurgés obtiennent que Rangel conserve la mairie et que la milice soit maintenue en activité. Mais une fois le mouvement maîtrisé, l'armée entre à Barranca et destitue le maire. Les dirigeants syndicaux

39. Gonzalo Sánchez - *Violencia, guerillas y estructuras agrarias*. Nueva Historia de Colombia. Planeta colombiana, Bogotá, 1989.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
sont renvoyés, plusieurs d'entre eux fusillés et d'autres déclarés disparus.
L'année suivante, Rafael Rangel organise la première guérilla du
Santander; 01 48 06 48 86

Diffusion de Valle del Cauca, une assemblée révolutionnaire est constituée
à Buga. A Tulua, des affrontements éclatent, où un certain León María
Lozano fait ses premières armes. Il deviendra plus tard "le Condor" un
guérillero conservateur célèbre pour son fanatisme religieux et son attachement au parti. A Caicedonia, le maire prend la tête de l'insurrection. A
Armero, une zone majoritairement libérale entourée de grandes propriétés,
un comité démocratique révolutionnaire emprisonne les conservateurs et
met sur pied des "brigades de choc". Le curé du village est assassiné au
cours de la révolte, qui durera quinze jours, le temps nécessaire aux
mutins pour se rendre compte qu'il ne leur sera pas possible d'y maintenir
une République inspirée des principes de Gaitán.

Dans d'autres régions du pays, des événements similaires sont enregistrés.
A Fusagasuga, l'assemblée révolutionnaire se maintient durant 10
jours, malgré la proximité de la capitale. Un comité de résistance est
constitué à Villarica. Des soulèvements agitent les villes de El Líbano,
Coyaima, Natagaima, Anolaima, Cachipay, Pandi, Ibagué, Pasca,
Yacopí...

Dans la région de Sumapaz, les témoignages de la famille Wolff⁴⁰ illustrent bien l'impact causé par la mort de Gaitán. Selon ces témoins, les événements ont débuté en 1950, suite aux efforts des conservateurs et de policiers «venus d'ailleurs pour punir "ceux du 9 avril"» (les participants aux manifestations faisant suite à l'assassinat de Gaitán). La zone était assez réceptive aux idées du dirigeant libéral, mais avait réagi à sa mort de façon modérée puisque les quelques conservateurs du lieu avaient simplement été emprisonnés durant quelques jours. La seule effusion de sang avait été provoquée par la résistance d'une famille conservatrice, qui avait ouvert le feu sur la patrouille venue confisquer ses armes.

Dans ces récits, la violence est toujours provoquée par des étrangers à la région, alors que les habitants sont décrits comme vivant en bonne harmonie. Dans cette communauté locale idyllique, l'entraide et la solidarité dominent les clivages politiques. Ainsi, devant l'agitation libérale, un dirigeant paysan aide son voisin à s'enfuir : «c'était un conservateur, mais un brave type». Mais une fois le fuyard en contact avec les dirigeants de son parti dans la capitale, ceux-ci font intervenir la police et se livrent à des représailles. Tel autre raconte qu'un «travailleur conservateur très gentil qui nous connaissait tous» s'est transformé en «une véritable bête sauvage». Les conservateurs, des petits propriétaires travailleurs, «sont devenus méchants. Ils ont commencé à recevoir des ordres de l'extérieur et à croire ce qu'on leur racontait. La politique a perverti leur humanité». L'antagonisme conservateur-libéral rompt les liens de solidarité entre les

40. José Jairo González et Elsy Marulanda. *Historias de frontera. Colonización y guerra en el Sumapaz*. CINEP, Bogotá, 1990.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
individus au profit d'une appartenance à un parti, qui suppose l'exclusion
des diversaires. « Il leur importait peu qu'il soit un juste. Si c'était un
libéral, il fallait le massacrer » Et les libéraux ne pensaient pas autrement des
conservateurs. diffusion@clm.fr

L'exode des responsables libéraux provoque alors la rupture des liens
entre les militants de base et l'appareil du parti. « Nos dirigeants n'ont
jamais su nous dire quoi faire. Alors, nous avons dû nous organiser pour
ne pas nous laisser massacrer ». Des dirigeants naturels s'imposent parmi
les paysans et mettent en place des stratégies de résistance.

Apparaît ainsi la relation entre la crise politique nationale et les problêmes locaux. La réaction conservatrice dirigée contre "ceux du 9 avril" est accentuée par l'interprétation manichéenne des responsables nationaux, qui voient un complot libéral et communiste derrière une série de désordres spontanés et localisés. Laureano Gómez compare son ennemi à un basilic, ce fabuleux reptile de la mythologie : « il a une poitrine faite de colère, ses bras sont francs-maçons et sa petite tête est communiste. Elle est minuscule, mais c'est la tête ».

Pour faire face à cette menace, le gouvernement met sur pied un vaste plan répressif, à l'échelle du pays, ce qui libérera une vague de violence généralisée.

Mais l'hypothèse du complot rend également caducs les efforts d'Ospina pour gouverner avec les libéraux. D'après José María Villarreal⁴¹, le partage du pouvoir entre conservateurs et libéraux après le 9 avril 1948 engendra de nombreux processus ultérieurement néfastes pour le pays, et notamment l'amnistie générale pour les délits commis à cette occasion. « Il était particulièrement répugnant de voir les policiers, qui avaient participé au pillage de la ville, faire la queue au guichet pour recevoir la paye de ces journées tragiques et s'en aller ensuite, probablement pour grossir les rangs des guérilleros qui se rassemblaient un peu partout contre le gouvernement d'Ospina. Durant ces journées-là, à cause de ces circonstances, a été créée une école qu'il sera ensuite bien difficile de détruire : l'école de l'impunité. Elle a causé beaucoup de mal au pays. »

Selon Villarreal, le parti conservateur, rendu inquiet par la mollesse du président, s'est senti face à un sérieux danger, car les personnes qui s'étaient distinguées à son service se voyaient menacées par un gouvernement où la pensée des ministres libéraux semblait s'imposer. Peu après le 9 avril, les conservateurs membres du Congrès se réunirent à Medellín « sous le signe de la détresse et du désespoir ». Ils conclurent que leur parti se trouvait sans aucune protection et devait songer à organiser sa défense. « Il fallait trouver de l'argent et des armes, car nous estimions que le parti était comme un orphelin à la merci de la haine et de la persécution des exécuteurs du 9 avril, qui étaient déjà au pouvoir. »

41. Ce ministre de l'Intérieur conservateur s'est fait remarquer pour sa politique de répression particulièrement violente. Cité par Arturo Alape. *La paz, la violencia: testigos de excepción*. Planeta colombiana, Bogotá, 1985.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer.
 38, rue Saint-Sabin
 75011 Paris
 Téléphone : 01 41 96 48 96
 Diffusion à l'étranger
 voir le classement

Pour protester contre le manque de vigueur dont fait preuve le gouvernement d'Ospina, Laureano Gómez menace de s'exiler en Espagne. Cet ultimatum, en 1946, Villarreal, décidé le président à remanier son cabinet à l'extrême, en intégrant des personnalités plus combatives, ce qui restaura le moral des membres du parti. Alors le gouvernement pris une orientation clairement conservatrice, nommant aux postes de gouverneurs les hommes les plus aguerris, qui engagèrent immédiatement une action énergique. Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Le changement d'attitude aurait dissuadé les libéraux de participer aux élections présidentielles de 1950, laissant le champ libre à la candidature de Laureano Gómez et consolidant la domination des conservateurs. Quant au parti libéral, il justifie sa décision de se retirer du gouvernement le 21 mai 1949, en affirmant que le gouvernement n'avait pas tenu sa promesse d'éviter la violence et les pressions sur l'électorat. Le Congrès - dominé par les libéraux - annonce alors qu'il procédera à un jugement du président Ospina et le démettra de ses fonctions, ce qui provoque - quelques jours avant les élections - la fermeture du Congrès par le gouvernement, qui réalise ainsi - selon la formule de Villarreal - un "contrecoup d'État préventif".

Naissance de la guérilla contemporaine

La rupture totale entre les deux grands partis plonge le système politique dans une crise générale. Elle sert de détonateur à d'innombrables tensions et des foyers de guérilla s'établissent durablement dans trois types de régions. Tout d'abord, dans les zones de colonisation récente, comme le Sumapaz et le sud de Tolima, où subsistait une certaine incertitude sur les titres de propriété. Là, était établie une importante population paysanne, politisée durant les décennies antérieures par le PAN, l'UNIR et le PC. Deuxièmement, la guérilla s'implante dans les régions aux frontières ouvertes et de colonisation ancienne, agitées par la Violence: les plaines orientales, le Magdalena moyen du Santander, le haut Sinu et le haut San Jorge, les limites entre Antioquia et Córdoba. Enfin, dans une moindre mesure, elle se développe dans les zones agricoles traditionnelles, comme le sud-est d'Antioquia où se retrouvent des caractéristiques communes aux deux autres zones: topographie accidentée, isolement des centres administratifs, homogénéité politique et relative tolérance des propriétaires libéraux à la formation de la guérilla.

Toutes ces régions sont composées de terres favorables à l'élevage et aux cultures vivrières, ce qui leur permet d'alimenter des troupes armées durant de longues périodes. De plus, la présence de l'État y est fragile et elles manquent de cette cohésion sociale propre aux sociétés hiérarchisées des hauts plateaux.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer.
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel. de nombreux 4880
diffusion @ l.m.f
www.leclm.fr

Parce qu'elle n'offre pas ces caractéristiques, la région sud de Tolima présente une situation plus complexe. Le mouvement de guérilla est divisé entre les "libéraux", dirigeant autant de petites régions ou de commandos, et les "gauchistes", qui n'ont pas de commandement unifié, mais une répartition de l'autorité en de nombreuses *gamonales*. Les guérilleros libéraux de Tolima sont manifestement peu disposés à se rallier à une coordination nationale. Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme. C'est dans cette région que s'illustrent des dirigeants communistes célèbres, comme le dirigeant paysan et vétéran Isauro Yosa, appelé "le major Lister" et le guérillero indien Jacobo Prias surnommé "Cavalier noir". Mais c'est dans d'autres zones, comme le Cauca, le Quindío ou le Huila que les mouvements paysans, se réclamant originellement du libéralisme, formeront en 1966 les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC), importante guérilla communiste. Un combattant célèbre, Manuel Marulanda Vélez, connu sous le nom de "Tir Fixe", sera à l'origine de ce processus.

En 1950, alors que Laureano Gómez prend la succession d'Ospina à la présidence de la République, les militants communistes de Tolima organisent les fameuses "colonnes de marche", formées par les guérilleros et leurs familles à la recherche de terres où s'installer. Sur leur passage, elles invitent les paysans à créer des groupes d'autodéfense pour s'opposer à la répression. Le premier commando guérillero qui est formé à ce moment bénéficie d'une solide instruction militaire. A cette initiative communiste se joignent les libéraux, mais des divergences politiques les séparent bientôt. Au cours des combats qui les dressent les uns contre les autres, les paysans ralliés au PC perdent du terrain et doivent fuir vers des zones de colonisation.

Pour tenter d'unifier ses partisans, le Parti communiste convoque la première Conférence nationale de la guérilla, qui se tient à Viota en août 1952. A la suite de cet événement est fondée une école d'entraînement militaire et de formation politique où sont formés de nouveaux cadres, comme Tir Fixe.

Il est particulièrement intéressant d'observer le comportement des militaires dans ce contexte. Elsa Blair⁴² estime que l'armée nationale est née en grande partie de la Violence. A cette époque, la police était étroitement liée aux autorités locales. En revanche, l'armée était plus professionnelle et plus indépendante des partis. Lorsqu'éclate la crise du 9 avril 1948, la police fait souvent cause commune avec les insurgés, alors que l'armée reste fidèle au gouvernement. Mais le limogeage des officiers libéraux lui fait perdre peu à peu sa neutralité. Plus tard, l'apparition de bandes paramilitaires, de guérillas libérales et de groupes armés communistes mettent en évidence son incapacité à affronter des conflits intérieurs au pays.

Les groupes paramilitaires se développent notamment dans la Vallée du Cauca, à l'initiative des conservateurs. Ils démontrent rapidement qu'il est

42. Elsa Blair. *Las fuerzas armadas. Una mirada civil*. CINEP, Bogotá, 1993.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél. : 01 47 06 48 86
Fax : 01 47 06 48 86
E-mail : clem@editions-diffusion.com
www.editions-diffusion.com

impossible au gouvernement de conserver le monopole légal de l'usage de la force. En 1953, encore : l'armée collabore avec ces milices au lieu de s'y opposer sur un bon sens, ainsi à la tentation de la violence. Au lieu de jouer le rôle diffusif de l'unité nationale, au-delà des partis, elle s'affirme comme l'un des belligérants lors des affrontements locaux et régionaux. Les militaires recrutent même des civils pour les aider à combattre la guérilla, formant ainsi de nouvelles bandes armées.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusibles, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

En 1953, le général Rojas Pinilla, proche des conservateurs modérés et des partisans de l'ex-président Ospina, prend la direction d'un coup d'État et renverse Laureano Gómez avec l'appui des libéraux. Durant ce bref gouvernement militaire, le seul à avoir été proclamé en Colombie au cours du XX^e siècle, la société prend ses distances vis-à-vis des forces armées, qui - à cause de leurs actes de violence - perdent une grande partie de leur prestige parmi la population.

Pourtant, leur arrivée au pouvoir débute par une tentative de pacification. Des milices sont démantelées et Rojas Pinilla offre l'amnistie aux guérilleros qui déposeront les armes. Il est largement suivi dans les zones contrôlées par les combattants libéraux, mais le Parti communiste, en revanche, décide de poursuivre ses actions, craignant que les miliciens et les militaires ne laissent pas la vie sauve à ceux qui se rendront.

L'anticommunisme du gouvernement se manifeste dans toute son ampleur dans l'escalade belliciste qui s'engage alors dans les zones considérées sous influence communiste. La première étape de ce nouveau conflit se déroule en 1954, lors de l'attaque de la petite ville de Villarica, à la suite de laquelle des milliers de paysans fuient vers Duda, Pato, Guayabero et Ariari. Leur exode provoquera une diffusion des activités de guérilla au cours des années 1955 et 1956.

En effet, l'organisation communiste parvient à s'appuyer sur le radicalisme présent dans certains traits de la culture paysanne, et à le canaliser en fonction de ses propres objectifs politiques. Leur influence apparaît clairement au sein des troupes paysannes à la recherche d'un refuge, encadrées par les "colonnes de marche". Là, des paysans hautement politisés commencent à appliquer, envers ceux qui ne partagent pas leurs idées, les mêmes principes d'exclusion et d'intolérance que le reste de la société manifeste envers eux.

Les "colonnes de marche", gestatrices d'une révolution communiste, considèrent comme des adversaires tous ceux qui ne militent pas dans le même sens. Lors de leur arrivée à Guayabero, elles rencontrent des colons installés depuis déjà quelques années et dirigés par le guérillero libéral Dumar Aljure. Les deux bandes s'affrontent pour le contrôle du territoire et de la population jusqu'à ce que, vaincu, le chef local doive s'exiler. Les combattants communistes laissent alors la place aux cadres du Parti, qui entament une importante campagne de propagande et d'éducation poli-

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris

tique, dirigée vers les paysans. Malgré un certain recours aux menaces et à la contrainte, ils réussissent à consolider les foyers de guérilla.

Dans la région de Sotomayor, les paysans et les colons, proches du parti libéral, ont proposé la stratégie guerrière du parti communiste, sont favorables à l'initiative proposée par le gouvernement. Estimant que leur objectif est de consolider leurs organisations, ils décident de renoncer à l'usage de la force. Mais des guérilleros venus du sud les incitent à poursuivre la lutte et à se rapprocher de la ligne du parti communiste. Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Affirmant que le gouvernement peut tomber en quinze jours, et que les terres à distribuer sont largement suffisantes pour tous, ils apparaissent aux yeux de la population locale comme des aventuriers qui veulent aller trop vite. Accusant à leur tour les autochtones d'être favorables au gouvernement, ils vont jusqu'à envisager leur élimination physique.

Les confrontations observées sur le terrain montrent que les logiques qui animent l'action politique à différents niveaux sont alors profondément désarticulées. La violence trouve sa justification à une échelle régionale et locale. Les solidarités et les antagonismes nés des liens familiaux et des relations de voisinage prennent le dessus. Dans la région de Tolima, les vengeances personnelles - au moins autant que les motivations politiques - sont à l'origine des massacres qui ensanglantent la fin de la période de violence.

Le retour aux logiques privées et la déconnexion entre les différents niveaux de pouvoir se manifestent par le caractère décentralisé et le manque de coordination des actes de brutalité. Dès le début des événements, la majorité des dirigeants politiques locaux cessent d'assurer leur fonction de médiation entre la population et les dirigeants nationaux ou régionaux. D'ailleurs, la position des cadres du parti libéral est terriblement ambiguë : d'un côté, ils utilisent les foyers de guérilla pour faire pression sur le gouvernement, mais de l'autre leur crainte des mouvements populaires autonomes et spontanés les dissuade de les appuyer véritablement.

Pour cette raison, la violence échappe vite au contrôle de la classe politique, achevant de ruiner l'image de l'unité nationale et rendant vide de sens toute référence à l'État. Au bout du compte, elle provoqua la mort de quelques 300 000 personnes dans un pays qui ne comptait que onze millions d'habitants.

Mais l'option violente n'est pas seulement l'aboutissement de la fragilité de l'État. Elle est également le résultat du fonctionnement des instances qui régulent la chose publique (l'Église, les partis politiques, les corporations, les organisations sociales) et de l'articulation des espaces régionaux et locaux. La cohésion interne du tissu social, jusqu'au niveau des quartiers ou des hameaux, s'est substituée de fait aux institutions étatiques et a compensé le manque d'identité nationale. Ces organisations

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Téléphone 01 48 06 48 80
diffusion@clm.fr

Le recours à la violence, individuelle ou collective, témoigne de la conjonction d'une crise nationale - qui affecte la légitimité du régime politique - et d'une crise à caractère local. La violence des années cinquante est la meilleure illustration. Paul Ocquist⁴³ a montré que dans certaines régions, la cohésion des autorités de droit et des personnalités locales a permis d'éviter toute manifestation de brutalité. Il cite à ce propos le cas d'Aguadas, une localité menacée par les nombreux conflits de son voisinage, où les dirigeants décidèrent de s'unir pour rejeter la violence. Dans certains cas au moins, le rassemblement des responsables locaux a donc pu s'opposer avec succès aux manifestations de la crise nationale.

43. Paul Ocquist. *Violencia, conflicto y política en Colombia*. Banco popular, Bogotá, 1978.

5. Éditions-Diffusion Charles Léonold Mayer
38, rue Saint-Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

LA VIOLENCE, DU FRONT NATIONAL JUSQU'À NOS JOURS (1957-1994)

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition que les auteurs et les éditeurs, qui avaient soutenu le général Rojas Pinilla dans sa poursuite d'un régime militaire, ne manifestent le désir de s'installer durablement au pouvoir. En mai 1957, ils s'allient à l'Église et aux syndicats pour lancer un vaste mouvement de grève. Leur pression conjuguée oblige le dictateur à se retirer. Commencent alors des négociations en vue d'assurer le retour d'un gouvernement civil.

Échecs et succès d'un gouvernement d'union nationale

La traumatisante expérience de la violence des années cinquante contraint les deux partis traditionnels à établir un accord, dans le but de mettre fin aux conflits qui avaient ensanglanté la vie politique colombienne durant le XIX^e siècle et la première moitié du XX^e. Un référendum est alors organisé, qui confirme l'idée d'un gouvernement d'union. Le Front National, inauguré en 1958 par le gouvernement de Lleras Camargo repose sur le principe de l'alternance des partis au poste de président de la République et de leur parité dans les instances législatives et judiciaires ainsi que dans l'administration. Une Commission nationale de recherche sur les causes de la violence est créée, et une trêve établie avec la guérilla communiste.

Malgré ces premiers pas plutôt encourageants, Francisco Leal⁴⁴ affirmera plus tard que le Front National représentait à terme une source de crise car il remettait en cause le sectarisme, qui était le pilier du régime et presque la raison d'être du système politique. La perte du sentiment d'appartenance aux partis provoqua en effet un déclin de leurs "directions naturelles" et une mise en sommeil des chefs nationaux. Ceux-ci virent peu à peu s'étioler leur influence sur les autorités locales et régionales. Le manque de discipline et de cohésion déboucha sur une multiplication des factions parmi les libéraux et les conservateurs. L'atomisation du pouvoir put ainsi s'exprimer, libérée par le relâchement des liens entre les instances politiques nationales d'une part, les autorités locales et régionales d'autre part. D'après Francisco Leal, le sectarisme représentait en fait le ciment d'une société nationale dirigée par un État faible.

En outre, le Front National se concentra sur les aspects purement politiques de la violence. La répartition des postes administratifs et la rotation

44. Francisco Leal Buitrago. *El sistema político del clientelismo. Análisis político*, n° 8, 1989.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
de la fonction présidentielle étaient perçus comme les uniques enjeux d'un affrontement entre deux collectivités se disputant le pouvoir. Les protagonistes ne s'embarrassaient pas de voir que la lutte des grands partis masquait des conflits sociaux de diverses natures. Elle n'était qu'une sorte de parapluie qui recouvrait des heurts entre villages, entre communautés paysannes, entre colons et propriétaires. De nombreux meurtres et massacres répondaient à la logique de la vengeance, du règlement de compte familial ou de la lutte sociale. En dissociant la rivalité des partis et les problèmes sociaux, le Front National ne fit que créer une ambiance de paix artificielle dans un contexte de profondes contradictions.

C'est pour cette raison que le gouvernement d'union rencontra de sérieuses difficultés. Son bilan économique et social s'avéra très limité, ce qui provoqua une recrudescence de la violence. Francisco Leal estime que le Front National ne fit en réalité que "démilitariser" l'affrontement entre les deux partis traditionnels, mais généralisa une sorte de banditisme social.

En 1959, la révolution cubaine provoque un changement dans la stratégie du Parti communiste. Renonçant à la trêve avec le gouvernement, de nombreux guérilleros décident d'adopter une attitude offensive. En 1961, le IX^e Congrès du Parti communiste officialise cette ligne en approuvant "la combinaison de toutes les formes de lutte". Ce revirement entama la légitimité de certains groupes dits "d'autodéfense", qui perdirent une partie de leur appui parmi la population. D'autant plus que dans les zones d'influence de la guérilla communiste vinrent se concentrer les efforts des groupes les plus conservateurs du Front National avec l'objectif d'en faire des Républiques indépendantes. Les États-Unis, soucieux de contrer l'influence de la révolution cubaine, s'y intéressèrent également de près.

A l'intérieur de la guérilla survient alors une rupture entre deux tendances. D'un côté, les agrariens disposés à négocier avec le gouvernement et de l'autre les partisans d'un "réarmement général du mouvement"⁴⁵. Ces derniers gagnant du terrain, puis s'imposant définitivement, les relations avec les paysans en sont bouleversées. La conquête de nouveaux territoires par des colons - acquis au parti et escortés par des groupes armés - déclenche l'opposition des populations indiennes ou des paysans occupant déjà les lieux. Finalement, ceux-ci doivent se soumettre à la pression des combattants, qui mêlent l'intimidation avec le travail de propagande et d'éducation politique. Le processus d'intégration de nouvelles zones de guérilla s'accompagne ainsi de spoliations, d'expulsions de paysans et de grands propriétaires, d'actes de banditisme, de pillage et de vol.

Les gouvernements d'union nationale ne recherchent pas franchement à intégrer à la communauté nationale ces régions considérées comme des zones d'exclusion, et leur réponse reste exclusivement militaire. En 1966, la guérilla fonde les Forces armées révolutionnaires de Colombie. Les

45. José Jairo Gonzalez. *El estigma de las repúblicas independientes. Espacios de exclusión*. CINEP, Bogotá, 1992.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
FARC entièrement la défaite de la tendance agrarienne et le renoncement à la construction d'une véritable base sociale de l'insurrection.

Rafael Pombo, général évincé du pouvoir, crée une nouvelle formation politique, l'ANAPO. Lors des élections du 19 avril 1970, celle-ci revendique la victoire et accuse de fraude le parti conservateur, officiellement gagnant. Une partie des militants de l'ANAPO passe alors à la clandestinité pour fonder le Mouvement du 19 avril (ou M-19), une guérilla à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
qui se révélera très active.

En milieu urbain, le Front National se fait l'héritier de la longue tradition d'exclusion et d'intolérance qui marque l'histoire politique de la Colombie depuis le XIX^e siècle. Les syndicats communistes sont expulsés de la CTC, traditionnellement liée au parti libéral. Des opposants au gouvernement qui tentent de créer un mouvement syndical indépendant sont la cible de toute une série d'entraves et de persécutions. Des organisations de droite, alimentées par des fonds privés, comme la Main noire, poursuivent les opposants au Front National. Les élites politiques, profondément pro-américaines, se voient reprocher leur manque de sentiment national par l'opposition de gauche, qui les accuse de constituer une oligarchie au service de l'impérialisme étranger⁴⁶.

Enfin et surtout, les efforts entrepris pour supprimer toutes les dissidences et maintenir le pays à l'écart des grands courants modernisateurs qui traversent le continent s'avèrent bientôt vains. Dès les années soixante, le modèle officiel, qui - selon la formule des opposants à l'isolationnisme culturel - voulait faire de la Colombie "le Tibet sud-américain", commence à se fissurer. La révolution cubaine, la crise sino-soviétique, l'invasion de la Tchécoslovaquie ont des répercussions dans le pays, en particulier parmi les militants de gauche. La renaissance des sciences sociales, la diffusion du marxisme, de la psychanalyse, de l'économie et de la sociologie font naître de nouvelles relations entre l'université et la société. La doctrine de Vatican II et la Conférence épiscopale latino-américaine, en ouvrant la voie à "l'option pour les pauvres" produit un impact considérable et divise le clergé et les laïcs catholiques. Le prêtre Camilo Torres rejoint la guérilla en intégrant les rangs de l'ELN (Armée de libération nationale), d'inspiration castriste. En tombant les armes à la main, il se convertit dans toute l'Amérique Latine en symbole de l'Église combattante.

Les évolutions profondes et rapides que connaît la Colombie des années soixante remettent en cause l'adhésion d'une bonne partie de la population à l'Église, aux partis traditionnels ou au PC. L'urbanisation et la laïcisation, l'ouverture sur les grands courants de pensée mondiaux, la croissance accélérée du système éducatif, la professionnalisation des classes moyennes et la présence des femmes dans le monde du travail et

46. Fabio López de la Roche. *Izquierda y cultura política: ¿oposición alternativa?* CINEP, Bogotá, 1994.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
dans l'université provoquent de grands bouleversements dans le domaine
38, rue Saint Sabin
société et culture.
75011 Paris

Par exemple, la sécularisation n'a pas seulement impliqué une transforma-
tion de la fonction de l'Église et de la religion catholique dans la
société. Elle a également signifié pour les militants de gauche l'abandon
de l'attitude qui les faisait considérer leur adhésion au parti comme une
entrée en religion. Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.
Le processus d'urbanisation inverse les proportions de
la population rurale et citadine : dans les années soixante, 70 % de la popu-
lation vit à la campagne, en 1994 ce pourcentage est réduit à 26 %. Les
valeurs et les liens de solidarité de la société rurale s'émoussent.

La modernisation des moyens de communication se traduit par un plus
grand professionnalisme des journalistes. Ceux-ci prennent de l'indépen-
dance vis-à-vis du pouvoir et font connaître les actes de violence rapide-
ment, alors qu'au début de la période du Front National, ceux-ci n'étaient
rendus publics qu'au bout d'un certain temps.

L'extension du système éducatif et la transformation du statut de la
femme sont des événements de première importance. L'éducation permet
de réduire l'analphabétisme et de démocratiser l'accès à l'éducation sco-
laire. L'irruption des femmes dans la vie publique est à l'origine de muta-
tions dans le monde du travail, dans la composition de la famille, dans les
rapports avec l'Église et dans les comportements électoraux.

Tous ces changements produisent ce qu'on pourrait appeler une moder-
nité par la voie négative. En effet, les institutions de contrôle social, en
premier lieu desquelles se trouve l'Église catholique, vivent une sorte de
collapsus. Les anciennes relations sociales se détériorent, sans que n'appar-
aissent pour autant de nouvelles formes d'organisation sociale. Les élé-
ments qui apparaissent comme modernes (l'individualisme, la négociation,
le calcul rationnel) n'alimentent pas un nouvel imaginaire politique, au
service de la démocratie et du pluralisme, mais sont liés à des aspects
négatifs. Ainsi, l'individualisme apparaît comme le résultat de l'éclate-
ment de la société ; la négociation n'est qu'une façon de s'accommoder de
la décomposition des formes habituelles de régulation sociale ; le calcul
rationnel est le reflet de l'arrivée en force de l'utilitarisme en tant que stra-
tégie de survie⁴⁷.

Dans ce contexte de profonds changements, les révolutions du Tiers
monde - et en particulier celle de Cuba - produisent un impact considé-
rable au sein des classes moyennes, notamment parmi la jeunesse étu-
diante pour qui les perspectives d'intégration dans l'économie et dans le
système politique sont loin d'être claires. Les classes moyennes urbaines
constituent la base d'un mouvement étudiant radical et le vivier d'une
nouvelle intelligentsia influencée par les idéologies marxistes et par les
sciences sociales. Celle-ci met bientôt en évidence l'effondrement du

47. Daniel Pécault. *Modernidad, modernización y cultura*, article paru dans la revue
Gaceta n° 8, août-septembre 1990, Colcultura, Bogotá.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
monopole détenu jusqu'alors par l'Église et par les partis traditionnels sur
la vie intellectuelle et culturelle du pays.

Cette semi-modernisation politique et sociale produit en outre un certain divorce entre les classes ascendantes qui s'exprime par l'abandon du clientélisme ou par une critique moralisatrice des vices de la politique traditionnelle, en particulier du clientélisme. Leur grogne accentuée encore le divorce entre politique et société.

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables, à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
En ville comme à la campagne, les problèmes sociaux constituent un véritable bouillon de culture favorable à la violence. Les mouvements paysans ou ouvriers n'ont plus de liens avec les partis traditionnels et leur mécontentement les pousse vers la criminalité. Cette tendance est encore renforcée sous le second gouvernement du Front National, celui de Guillermo León Valencia (1962-1966), quand les forces armées confirment leur option pour la lutte antisubversive sous l'influence des États-Unis, alors en pleine guerre froide. A ce moment, l'inexistence de toute politique publique de sécurité et de défense laisse le champ libre aux militaires, qui confortent leur autonomie vis-à-vis de l'État. Ce phénomène ne résulte pas d'un choix délibéré des dirigeants politiques, mais plutôt d'une profonde indifférence de leur part pour la question du rôle des forces armées dans la société⁴⁸. C'est ainsi que les partisans de la répression gagnent du terrain.

Les limites du réformisme

Le Front National, en tant que coalition hétéroclite de groupes aux intérêts divers, ne donna pas naissance à des institutions publiques modernes susceptibles de délimiter l'espace public de l'espace privé. Quelques technocrates, parmi les partisans les plus éclairés du bipartisme, tentèrent bien d'adapter l'État et les partis au nouveau contexte social, mais ces initiatives venues d'en haut ne se conjuguèrent jamais avec une mobilisation populaire allant dans le même sens. Il s'agissait plutôt d'une modernisation à l'image de celle des Bourbons du XVIII^e siècle ou inspirée par la "démocratie sans peuple" du XIX^e. Elle ne parvint qu'à creuser l'écart entre la société et la classe politique et mit une nouvelle fois en évidence la crainte, présente chez les deux partis, de déclencher une mobilisation populaire autonome.

Les velléités modernisatrices du président Lleras Restrepo furent également compromises par la résistance que lui opposèrent les secteurs les plus traditionnels des deux partis. Pour contourner cet obstacle, celui-ci tenta de promouvoir des réformes administratives visant à restreindre l'autorité du Congrès sur les dépenses publiques. Ce clivage entre le président et certains élus révélait l'affrontement entre une politique modernisa-

48. Elsa Blair. *op. cit.*

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
Tél. 48 80 48 80
diffusion@clm.fr
www.clm.fr

trice de longue haleine et des logiques traditionnelles de court terme. Mais il était également le symptôme d'un divorce croissant entre la classe politique nationale et des autorités régionales ou locales. L'une de ses conséquences fut de concentrer autour de l'exécutif les initiatives réformatrices et de réduire la participation du Congrès à la définition du budget de l'État, accentuant ainsi le fossé qui séparait les dirigeants nationaux du reste du pays. A quelques nuances près, cette tendance s'est d'ailleurs maintenue jusqu'à nos jours.

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

Une fois retourné à la vie civile, Lleras Restrepo continua à manifester de l'intérêt pour la modernisation du parti libéral. Son objectif était notamment de mettre fin au clientélisme et de promouvoir une adhésion individuelle, officialisée par des cartes de membres. Il concevait le clientélisme comme le vestige de pratiques dépassées basées sur la corruption et n'a pas perçu qu'il s'agissait également d'une façon, pour une société profondément inégalitaire, de s'adapter au formalisme des institutions démocratiques. Il oubliait que la majorité de la population avait besoin de mécanismes d'identification à la vie nationale, et que la loyauté envers un responsable politique en était un. Il n'était pas possible de faire disparaître d'un trait de plume les anciennes formes d'allégeance inévitablement présentes derrière le formalisme du parti.

Afin d'élargir sa base sociale, le gouvernement de Lleras Restrepo promut des associations sociales, comme l'Action communale, urbaine et rurale et l'Association nationale des usagers⁴⁹ paysans (ANUC). Mais, déçue par la timidité de la réforme agraire entreprise par les pouvoirs publics, et poussée en avant par de nombreux groupes politiques de gauche, cette dernière finit par adopter une ligne assez radicale. Dans les milieux syndicaux ou étudiants, parmi les mouvements de quartier ou les organisations populaires, des évolutions semblables se produisirent. L'utilisation des mouvements sociaux par des groupes favorables à une action armée favorisa à la fois les dérapages vers le banditisme et le divorce entre la société civile et la classe politique.

Dans le même temps, les partis de gauche, démocratiques et à l'existence légale, ne parvinrent pas non plus à s'imposer et à canaliser le mécontentement des classes moyennes et populaires ou celui des intellectuels, de plus en plus ouvertement critiques envers le bipartisme. La poursuite d'une politique répressive de la part des pouvoirs publics, qui ne voyaient dans les expressions de ce malaise que crimes et subversion, acheva de donner l'impression d'un système politique statique, impossible à réformer par des moyens démocratiques. Des étudiants de plus en plus nombreux, influencés par les courants de pensée marxistes et le précédent cubain, s'engagèrent dans la lutte armée. Les régions du pays à forte tradition guerrière, où existaient encore de nombreux guérilleros actifs dans les années cinquante et peu intégrés à la vie politique durant la période du

49. C'est-à-dire des bénéficiaires de la politique agraire du gouvernement qui obtinrent des terres, des crédits, etc.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer,
Front National,urent les premières touchées. Dans les zones de colonisa-
tion particulièrement, où continuaient d'arriver des paysans à la recherche de
terre, se concentrent plusieurs mouvements de guérilla.
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

La violence des zones de colonisation

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Le cas de la région du Magdalena moyen du Santander montre bien
comment la violence alimente des violences passées et présentes. CCLM accumulent les conflits non résolus. Le Front National, incapable de les affronter, ne fit que renforcer la marginalisation de la région. En 1965 naît l'ELN - Armée de libération nationale - de la rencontre d'anciens guérilleros et de nouveaux dirigeants étudiants et syndicaux.

Cette région, considérée traditionnellement comme dissidente, sera ainsi perçue comme l'ennemie du pays, aussi bien par l'État que par les propres autorités locales. Les investissements publics y sont limités, et toute manifestation - fût-elle légitime - y est considérée comme subversive. Face à cette attitude que la population interprète comme stérilisante, l'ELN pourra s'imposer sans difficulté en tant qu'acteur politique et militaire. Mais les partisans de la lutte armée tentent d'utiliser à leur profit les mouvements populaires, ce qui entame l'unité de la société civile et interdit l'émergence d'une alternative, comme aurait pu l'être une gauche démocratique⁵⁰.

C'est de cette façon qu'à la violence des affrontements entre les deux grands partis succède une violence révolutionnaire de gauche. Il faut dire que la région s'y prête particulièrement bien : la population s'est constituée au fil de vagues de colonisation qui ont vu arriver successivement des paysans provenant d'Antioquia, de Tolima, du Santander ou de la côte. N'étant jamais parvenus à se mêler réellement, les différents groupes qui la composent ont conservé autant de cultures, de religions et de traditions politiques différentes. Ceux du Santander y apporteront un trait particulier de leur héritage culturel : la fascination pour les armes et la rébellion.

Par ailleurs, la présence de l'État est très limitée. Celui-ci ne semble se manifester que lorsqu'il s'agit de réprimer des manifestations. L'État n'est pas reconnu comme un espace où peuvent se résoudre les conflits, un lieu neutre qui serait respecté par tous. Quant à l'Église, elle n'exerce pas dans cette région le contrôle social qui peut exister en d'autres endroits du pays. Enfin, depuis le début du siècle, des groupes politiques dissidents des deux grands partis y introduisent une tradition radicale. Le Mouvement révolutionnaire libéral (MRL) ou le mouvement de Gaitán font office de passerelles entre l'État et les groupes sociaux de la région. Avec la mort de Gaitán et la dissolution du MRL par le gouvernement, ceux-ci voient leurs

50. Alejo Vargas. *Colonización y conflicto armado. El Magdalena medio santandereano*. CINEP, Bogotá, 1992.

Éditions Diffusion Charles Léopold Mayer,
liens avec l'État soudainement rompus. C'est dans la brèche ouverte entre
eux et la classe politique nationale que se glissent les guérilleros.

Le processus de colonisation du bas Cauca d'Antioquia offre un autre
exemple de la violence des zones de colonisation incontrôlée. L'histoire de
la région débute avec la conjonction de plusieurs flux d'immigrants, pro-

venant des plaines de Bolivar ou de l'arrière-pays d'Antioquia, attirés par
la recherche d'espaces à cultiver ou par la fièvre de l'or, ou encore cher-

chant à échapper à la violence des années cinquante. La répartition de la
terre, la constitution de sociétés minières et l'obtention de services publics

son à la source de nombreux conflits. Fréquemment, les villages se
regroupent et demandent leur rattachement à l'unité territoriale qui leur
semble le plus s'intéresser à eux. Récemment encore, au cours des années
quatre-vingts, El Bagre se déclare indépendant de Zaragoza, et Caucasia
d'Antioquia, alors que Bijagual et Cuturí s'opposent à Caucasia et deman-
dent leur rattachement à Zaragoza... Mais les formes les plus courantes
d'expression collective sont les grèves et l'occupation des centres villes
par les paysans, qui réclament les services de l'État ou protestent contre la
brutalité des forces de l'ordre.

La répression sera la première manifestation de la présence de l'État
dans la région. Puis, un organisme public sera chargé d'octroyer des titres
de propriété aux colons. Ce n'est qu'en 1982 que le gouverneur du départe-
ment d'Antioquia établit un programme d'investissements, non pas en
réponse aux pressions exercées par les mouvements sociaux, mais dans le
but de saper les bases de la guérilla dans les zones récemment colonisées.
D'après Clara Inès Garcia, qui a publié une étude sur la région⁵¹, l'État
n'intervient que lorsque les problèmes nés de la colonisation, des activités
économiques ou des conflits armés dépassent les frontières du territoire.
Pour elle, la région du bas Cauca commence à exister pour la Colombie au
moment où s'amorce la lutte entre l'armée et la guérilla pour le contrôle
de son territoire.

Les brutalités exercées contre la population causent un exode paysan et
suscitent des manifestations en réaction aux excès des forces armées. C'est
à l'occasion de cette mobilisation civique que les habitants des villages et
des hameaux font cause commune et se rapprochent de la population des
centres villes. Peu à peu, de cette lutte pour la défense des droits de
l'homme, émergent des dirigeants populaires. Ce processus fut l'un des
principaux facteurs de constitution de l'identité régionale.

Le mouvement social tente également de préserver son autonomie face
aux groupes guérilleros dont la logique militaire interfère souvent avec les
intérêts de la société civile. Malgré une présence - coercitive et
persuasive - importante, la guérilla ne réussira jamais vraiment à s'insérer
dans la dynamique locale.

51. Clara Inès Garcia, *El Bajo Cauca Antioqueño. Cómo ver las regiones*. CINEP, Bogotá, 1993.

